

Jacques Chirac a nommé Lionel Jospin premier ministre

● La gauche obtient 319 députés contre 257 pour la droite ● Le PS n'a pas la majorité absolue sans les 37 élus communistes ● Avec 8 députés, les écologistes entrent pour la première fois à l'Assemblée, où 62 femmes ont été élues ● Le nouveau chef du gouvernement promet une « réorientation de la construction européenne » ● L'échec de la dissolution ouvre une crise à droite, où le RPR est le principal perdant

Ne pas décevoir

LA DISSOLUTION, prononcée par Jacques Chirac, n'était pas un scrutin organisé pour faire naître un nouveau régime. Au contraire. Mais par leur vote, les Français ont peut-être, le 1^{er} juin, dessiné eux-mêmes les contours d'une nouvelle République. En prônant un

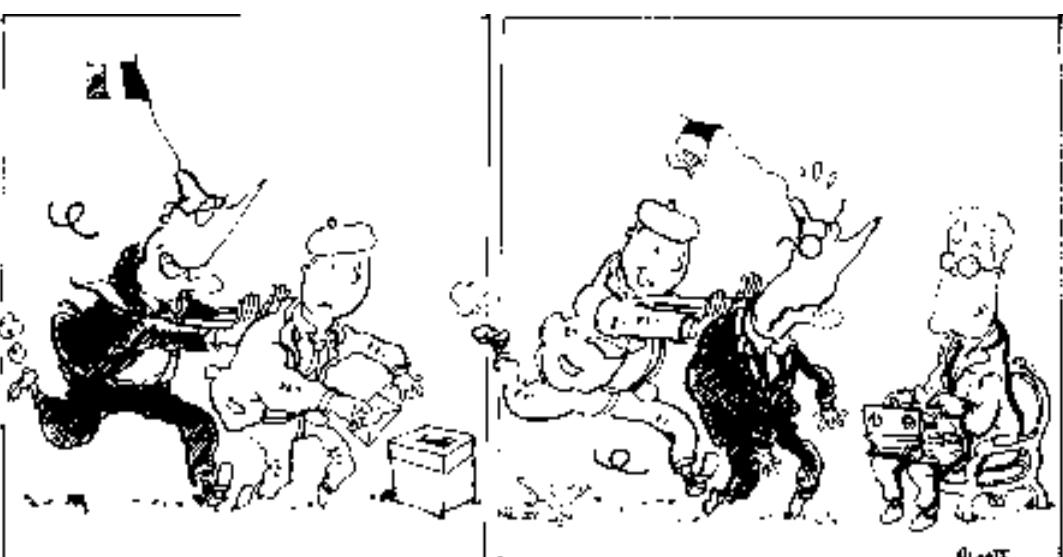
nouvel équilibre des pouvoirs, ainsi qu'en réclamant une nouvelle manière de faire de la politique.

La demande d'équilibre est patente : dans une France politique qui était la propriété quasi exclusive de la droite – Assemblée, Sénat, la plupart des régions et départements –, l'idée de s'enferrer pour cinq ans dans un système déjà si étroitement contrôlé a été récusée. La dissolution référendaire a été repoussée. Le pouvoir absolu que donnent les institutions à un président pourvu d'une majorité absolue a été refusé. A ce constat, il faut ajouter que la défaite est d'abord pour celui qui, par le blanc-seing demandé aux

J.-M. C.
Lire la suite page 14

Français, voulait perpétuer une culture politique, celle de l'Etat-parti, en l'occurrence l'Etat-RPR. Au fond, Jacques Chirac a tenté, et manqué, une restauration, celle de la présidence absolue, dans une période où tout laissait penser que les Français, à travers notamment deux expériences de cohabitation, semblaient devoir préférer une présidence limitée.

Au-delà, c'est une analyse, celle du président, qui est forcée. A ses yeux, l'a-t-il assez répété pendant sa propre campagne électorale, nous étions, et serions encore, en 1958. C'est-à-dire à un moment de notre histoire propice à une remise en ordre générale et tous azimuts. Cela supposait une autre restauration, celle du gaullisme. Mais n'est pas gaulliste qui veut, pas même lorsque l'on se prévaut de cet héritage. La réalité a été celle de dirigeants néo-gaullistes incapables de faire du gaullisme ; ou plutôt, éternelle ironie de l'Histoire, dans le fait qu'il revenait aux héritiers du gaullisme de fermer la parenthèse gaulliste.



LIONEL JOSPIN a été nommé premier ministre par le président de la République, lundi 2 juin, en fin de matinée. Jacques Chirac a ainsi tiré, sans tarder, la conséquence de la nette défaite de la droite aux élections législatives. Le RPR, l'UDF et les divers droite, qui avaient 477 députés sortants, n'en auront plus que 257. Le Front national n'obtient qu'un élu, le maire de Toulon.

La gauche détiendra 319 sièges, soit 30 de plus que la majorité absolue. Cette gauche est « plu-

rielle » : le PS, n'ayant que 245 élus, aura besoin du soutien des ex-radicaux de gauche, des divers gauche, des amis de Jean-Pierre Chevènement, des écologistes – ils sont 8 – et des communistes. Les Verts et le PCF doivent décider, lundi, de leur participation au gouvernement. Le futur gouvernement de gauche devra tenir compte de l'attente des Français. Selon un sondage réalisé par la Sofres pour *Le Monde* et TF 1, la lutte contre le chômage et la rénovation de la vie politique sont en tête de leurs priorités. A droite, Phi-

lippe Séguin et Charles Pasqua demandent une refondation du mouvement néogaulliste. Edouard Balladur préférerait un parti unique de l'opposition ou, à défaut, un pôle des libéraux. François Léotard veut préserver la spécificité de l'UDF. François Bayrou envisage la création d'un groupe centriste dans la nouvelle Assemblée.

Lors des premières transactions entre professionnels, avant l'ouverture des cotations officielles, la Bourse de Paris s'inscrivait en forte baisse lundi matin. L'indice CAC 40

- La gauche « plurielle » victorieuse : reportages, analyses et réactions. **p. 2 et 3**
- L'Elysée veut mettre en place rapidement la cohabitation. **p. 4**
- A la télévision, les prémisses d'une guerre des vaincus. **p. 5**
- La droite menacée d'implosion ; la réélection de Jean Tiberi ; l'hypothèse du FN. **p. 6 à 8**
- Sonde : les attentes des Français, selon la Sofres. **p. 9**
- Dossier : M. Jospin ou le refus du cynisme ; Six visages d'une gauche rose, rouge et verte ; Une pensée économique keynésienne pimentée de marxisme. **p. 10 à 13**
- Résultats complets, cartes électorales, liste des élus, biographies des nouveaux députés. **p. 29 à 55**

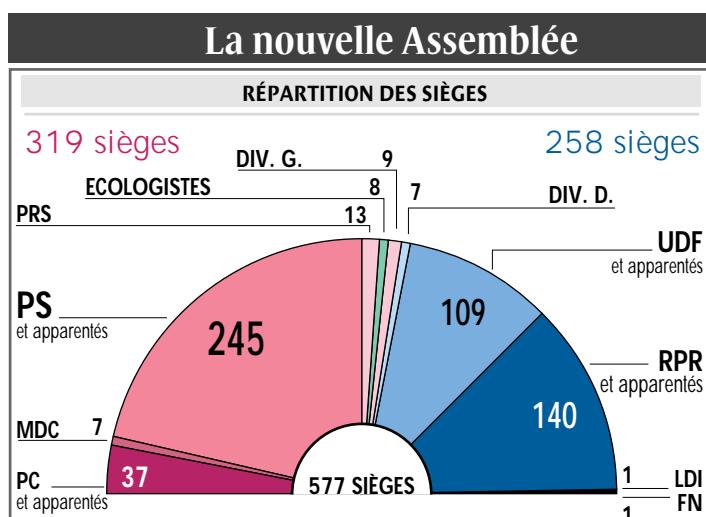
cédait 4,52 %. Le franc reculait face à la monnaie allemande, à 3,3850 francs pour 1 deutschemark. Les opérateurs s'inquiètent de l'absence de majorité absolue pour le PS et de la présence probable de ministres communistes au gouvernement.

L'incertitude sur l'avenir de l'euro domine les commentaires de la presse étrangère. A Bruxelles, les hauts fonctionnaires de la Commission européenne semblent sereins, jugeant acceptables les conditions posées par les socialistes français.

Algérie : campagne sanglante

ALORS QUE les Algériens sont appelés à élire une nouvelle Assemblée nationale, jeudi 5 juin, la campagne a été marquée, dimanche, par l'explosion de bombes en plein cœur d'Alger. Six passants auraient été tués et des dizaines d'autres blessés. La campagne électorale s'est déroulée sous le contrôle des autorités, sans qu'une réelle opposition puisse s'exprimer.

Lire page 15



Le « champ de ruines » de la droite

LA GAUCHE était sortie gagnante du premier tour des élections législatives, le 25 mai. Gagnante, puisqu'elle devançait le RPR et l'UDF, ramenés au plus bas niveau que la droite a connu depuis le début de la V^e République ; mais minoritaire dans le pays, puisque la droite et l'extrême droite totalisaient plus de 60 % des voix. Au second tour, le PS, le PCF, les Verts et le MDC ont pourtant remporté 318 sièges qui, s'ajoutant au député communiste réunionnais élu le 25 mai, leur assurent une majorité confortable à l'Assemblée nationale.

Faut-il pour autant considérer, comme l'a fait Jean-Claude Gaudin, qu'*« en maintenant ses candidats (...) Jean-Marie Le Pen a nommé de facto Lionel Jospin premier ministre »* ? Sur les 76 circonscriptions où s'affrontaient au second tour un candidat de droite, un candidat de gauche et un candidat du Front national, la gauche l'a emporté dans 47 cas (36 PS, 5 PC, 2 MDC, 2 Verts, 1 radical-socialiste, 1 divers gauche) et la droite dans 29 (16 RPR et 13 UDF).

Autrement dit, là où ils avaient la possibilité de voter de nouveau pour leur candidat, au risque de

faire élire celui de la gauche, les électeurs du Front national ont, dans leur grande majorité, choisi de prendre ce risque. Même si cela n'est pas allé sans déperdition de voix – jusqu'à plus de 7 points, d'un tour à l'autre, dans certaines circonscriptions –, la position adoptée par M. Le Pen, qui n'avait pas fait mystère de sa volonté de sanctionner la droite et de contribuer à la victoire de la gauche, a donc été suivie par ses électeurs.

La barrière dressée par le Front national entre lui-même et la droite s'est révélée efficace dans les deux tiers des circonscriptions où se disputait une triangulaire, mais, dans les circonscriptions où deux candidats s'affrontaient au second tour, le constat est beaucoup moins évident. Nombre de députés de droite réélus dans des « duels » face à des candidats de gauche l'ont été grâce à un apport de voix des électeurs Front national du premier tour. Inversement, là où l'extrême droite était seule en lice face à la gauche, elle a bénéficié du renfort d'électeurs de la droite au premier tour.

Patrick Jarreau

La révélation du tennis belge



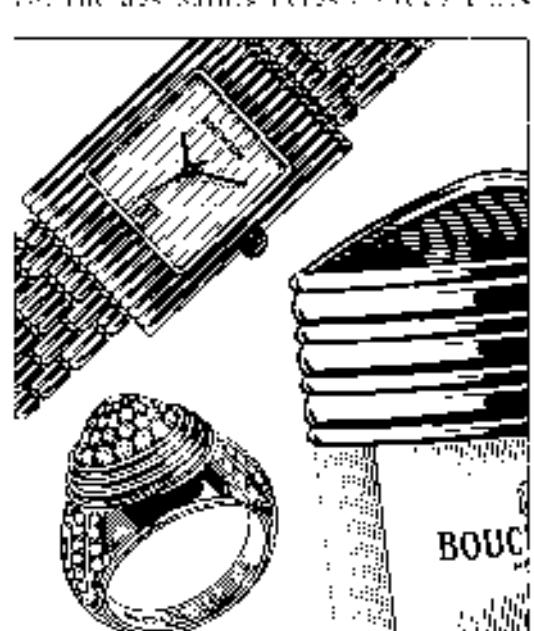
FILIP DEWULF

RÉVÉLATION de la première semaine de Roland-Garros, le Belge Filip Dewulf, issu des qualifications, a accédé aux quarts de finale après avoir battu l'un des favoris, l'Espagnol Alex Corretja. Avec un tel renfort, la Belgique risque de donner du fil à retordre à l'équipe de France de Coupe Davis, qu'elle doit affronter en match barrage pour le maintien dans le groupe mondial, du 19 au 21 septembre.

Lire page 24

France	2	Entreprises	21
Horizons	10	Aujourd'hui	22
International	15	Jeux	24
Société	18	Culture	26
Carnet	19	Radio-Télévision	27
Régions	20	Abonnements	36

NOUVELLE BOUTIQUE
78, rue des Saints-Pères - 75007 Paris



BOUCHERON
PARIS

M 0147 6C3 7,00 F

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2900 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 250 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

p. 18

Passion médiévale

Les musiques du Moyen Age attirent un public de plus en plus large. **p. 26**

Un train régional sans frontières

La ligne du « Regio-S-Bahn », inaugurée dimanche, reliera trois régions, française, suisse et allemande. **p. 20**

Manifestation à Hongkong

Des milliers de Hongkongais ont défilé, dimanche, pour la démocratie. **p. 16**

Le suicide en prison

Un programme de prévention des suicides de prisonniers est expérimenté, pour la première fois, dans onze établissements pénitentiaires. **p. 18**

Turquie : le départ de M. Erbakan

Le premier ministre turc annonce des élections législatives anticipées et son remplacement rapide par Mme Tansu Ciller **p. 17**

La révolution

Des révoltes éclatent dans plusieurs pays, dont l'Algérie, la Tunisie et la Jordanie. **p. 15**

ALTERNANCE Jacques Chirac devait nommer Lionel Jospin premier ministre, lundi 2 juin en fin de matinée. Le président de la République a ainsi tiré très vite les conséquences

de l'échec de la droite lors des élections législatives qu'il avait provoquées en prononçant, le 21 avril, la dissolution de l'Assemblée nationale. ● **LA GAUCHE**, avec 319 sièges,

est majoritaire dans la nouvelle Assemblée. Le RPR, l'UDF et les divers droites sont 257. L'extrême droite a un éléphant. Le PCF et les Verts doivent décider, lundi, de leur participation au

gouvernement que souhaitent Robert Hue et Dominique Voynet. ● **LA DROITE** a étalé ses divisions à l'annonce de ces résultats. Philippe Séguin et Charles Pasqua ont plaidé

pour une recomposition du RPR. Edouard Balladur s'est montré favorable à un parti unique de l'opposition, une idée récusée par François Léotard et par François Bayrou.

La gauche « plurielle » devient majoritaire à l'Assemblée nationale

Avec 319 sièges contre 257 à la droite et 1 à l'extrême droite, le PS, le PCF, les radicaux-socialistes, les écologistes et le MDC se préparent à participer au gouvernement, dont Jacques Chirac devait confier la direction à Lionel Jospin, lundi 2 juin en fin de matinée

LA DÉFAITE est consommée. Nette. Sans appel. Le général en chef responsable de la déroute de ses troupes et, donc, de la sienne, ne pouvait qu'en tirer les conséquences. Très vite. C'est ce qu'a fait Jacques Chirac. Dès lundi 2 juin au matin, il a reçu la démission d'Alain Juppé de son poste de premier ministre et il devait, à midi, nommer Lionel Jospin chef du gouvernement. Ainsi a pris fin ce qui restera comme une tragédie politique, dont la première scène s'était jouée le 21 avril, lorsque le président de la République avait prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale. Lionel Jospin a pu déclarer, au soir du second tour de ces législatives anticipées : « Il y a toujours un risque à donner la parole au peuple ; on la lui a donnée ; il l'a prise, et nous avons gagné ; il nous reste à le servir. »

Quelques chiffres suffisent à mesurer un résultat qui n'avait certainement pas été prévu par ceux qui ont imaginé que la dissolution pourrait donner un « nouvel élan » à une majorité sortante qui ne parvenait plus, depuis de longs mois,

à faire face à ses nombreuses difficultés. Dans l'Assemblée dissoute, il y avait 258 députés RPR, 206 UDF et 13 divers droite. Dans celle qui se réunira le 12 juin, il y aura 140 RPR, 109 UDF et 8 divers droite. Ainsi le total des élus de l'opposition parlementaire – c'est-à-dire non compris le seul député d'extrême droite, Jean-Marie Le Chevallier – ne sera que de 257, inférieur au nombre des seuls élus RPR renvoyés devant les électeurs par celui qui fut longtemps le dirigeant de leur mouvement.

EVITER LES DIVISIONS

La progression de la gauche est, bien entendu, parallèle. Le Parti socialiste n'avait que 56 députés ; il en aura 245. Ses alliés du PRS (ex-radicaux de gauche) étaient 5, ils seront 13. Les divers gauche étaient 9 et conservent ce nombre de sièges. Les écologistes font leur entrée au Palais-Bourbon, où ils détiendront 8 sièges. Le PS peut compter aussi sur le soutien des 7 élus du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement qui n'en comptait que 4 avant le 21 avril. Au total, la gauche non

communiste disposera ainsi de 282 sièges. Certes, ce n'est pas la majorité absolue (289 voix) que lui avaient, un temps, promis les projections du début de la soirée du dimanche 1^{er} juin. Mais c'est beaucoup plus que la droite (25 sièges de plus) et cela permettra donc à Lionel Jospin de gouverner, même si les écologistes et les chevènementistes ne seront pas des alliés faciles ; ils se sont d'ailleurs fait entendre dès dimanche soir pour exiger la réalisation rapide de certaines revendications.

En tout état de cause, les communistes sont bien décidés à soutenir le futur gouvernement

avec leurs 37 élus alors qu'ils n'en comptaient que 24 dans la précédente Assemblée. Leur appui va permettre à la gauche de détenir 319 sièges, donc de dépasser d'exactly 30 voix la majorité absolue. C'est une situation confortable, si personne ne tire à hue et à dia dans la nouvelle majorité. Eviter les divisions sera probablement un des soucis constants de Lionel Jospin. Cela lui sera plus facile si toutes les composantes de la gauche sont représentées au gouvernement. Or, ce n'est pas encore définitivement acquis, même si c'est en bonne voie.

Les Verts doivent réunir, lundi,

leur conseil national pour le décider, mais Dominique Voynet, elle-même brillamment élue à Dole, a dit y être favorable. La situation est semblable au PCF. Robert Hue, qui va aussi faire son entrée à l'Assemblée nationale, a déclaré souhaiter que les communistes « participent au gouvernement de la France ». Mais, en conformité avec les décisions du dernier congrès, tous les adhérents du PCF doivent être consultés ce lundi.

Comme souvent, si ses alliés suscitent quelques inquiétudes chez Lionel Jospin, ses adversaires paraissent décidés, sans le vouloir bien sûr, à lui faciliter la tâche. Lorsque, dimanche soir, les dirigeants du RPR et de l'UDF ont constaté que l'amélioration du taux de participation – l'abstention a été au second tour de 28,87 %, contre 32,04 % au premier tour – ne leur avait pas été profitable, ils n'ont eu de cesse de rejeter sur les autres la responsabilité de la défaite et de proposer des plans concurrents de remise en ordre d'un camp qui donnait l'impression d'être KO debout.

Les mauvaises nouvelles, il est vrai, tombaient les unes après les autres. Sept ministres sur trente-trois battus. Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR, écrasé par l'ancienne chef de cabinet de François Mitterrand. Deux circonscriptions de Corrèze sur trois arrachées par le PS. Quatre sur cinq de Charente qui suivent le même chemin. Le Limousin, l'Auvergne, Midi-Pyrénées, le Langue-doc-Roussillon qui retrouvent leur tradition de gauche. Le Nord-Pas-de-Calais qui réduit à la portion congrue une droite qui avait cru s'y planter durablement en 1993.

Que pèse, face à cela, la bonne résistance en Champagne-Ardenne, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, en Ile-de-France ? Même la réélection de Jean Tiberi ne parvient pas à faire oublier que le RPR et l'UDF ont dû, à Paris, concéder sept nouveaux sièges au PS en plus des deux que la gauche détenait

déjà. Philippe Séguin et Charles Pasqua proposent, chacun à sa manière, de refonder le RPR autour de lui. Edouard Balladur propose, à mi-mot, la création d'un parti unique de l'opposition. François Léotard plaide pour l'unification.

Deux fois plus de femmes au Palais-Bourbon

Le nombre de femmes siégeant à l'Assemblée nationale va quasiment doubler : il passe de 32 à 62. Sur l'ensemble du territoire français, la proportion de femmes était précédemment de 5,3 %. Sur un total de 577 sièges, elle passe à 10,74 %. Le Parti socialiste, qui présentait 27,6 % de candidates, compte 41 députés. Sur un total de 245 sièges, cela donne une proportion de 16,73 %. Quatre élues socialistes seulement sont sortantes, les autres étant de nouvelles candidates. Les Verts ont 2 femmes sur 7 députés ; 3 sur 8, si l'on tient compte de Michèle Rivasi, qui bénéficiait du soutien de la formation écologique et du PS. Le RPR n'a plus que 5 femmes sur 140 élus (3,57 %), et l'UDF 7 sur 109 (6,42 %). Le PC en compte 5 sur 37 (13,51 %), en incluant le Parti communiste réunionnais.

té d'une UDF qu'il avait rangée derrière Alain Juppé. Alain Madelin veut reprendre sa « liberté ». François Bayrou réclame une recomposition de la droite autour de trois familles : la gaulliste, la libérale, la centriste, c'est-à-dire la sienne. Et Nicolas Sarkozy lance :

« Ce ne sont pas nos idées qui ont été battues, mais la manière dont elles ont été défendues. » De M. Chirac, il est à peine évident, comme s'il ne restait pas, à l'Elysée, le meilleur appui de la nouvelle opposition.

Thierry Bréhier

« Une exigence profonde qui vient de notre peuple »

DEPUIS la salle des fêtes de Cintegabelle (Haute-Garonne), dont il est le conseiller général, Lionel Jospin a fait, dimanche 1^{er} juin, une fois connus les résultats des élections législatives, la déclaration suivante :

« Je dis ma gratitude aux Françaises et aux Français qui ont accordé leur confiance à tant de candidats et de candidats du Parti socialiste, de la gauche et des Verts. Qu'ils sachent ma joie, ma fierté, le sentiment de responsabilité à leur égard qui nous habite tous. »

» J'imagine l'immense joie de ceux qui ont voté pour nous. Je mesure et comprends la déception de ceux qui ont fait, le 1^{er} juin, un autre choix. La défaite électorale de la coalition RPR-UDF sanctionne sans doute un échec du gouvernement,

mais plus encore une certaine façon, à mon sens irrémédiablement dépassée, de concevoir la politique.

» La victoire des forces du changement de la majorité nouvelle, à laquelle chacun a pris part – radicaux-socialistes, communistes, Mouvement des citoyens, Verts, Parti socialiste à travers ses très nombreux élus – vient couronner une campagne pendant laquelle nous avons respecté les Français, engagé le dialogue avec eux, fait constamment des propositions positives pour l'avenir.

» Au-delà du bonheur éprouvé par moi et par bien d'autres ce soir, le sentiment fort que m'inspire cette élection très importante est celui d'une exigence profonde qui vient de notre peuple. Ce n'est pas la demande d'un « tout » tout de suite auquel personne ne croit plus. Ce n'est pas la croyance naïve à des promesses qui ont été, à plusieurs reprises, démenties dans le passé. C'est une

exigence raisonnée et pressante de progrès réels dans la durée pour les Françaises et les Français, en particulier pour les moins favorisés d'entre eux.

» Exigence de justice, exigence d'une profonde rénovation de la vie publique et de notre démocratie, exigence d'une politique économique et sociale mise au service de l'homme, exigence d'une réorientation de la construction européenne à laquelle nous tenons, exigence d'une attention scrupuleuse aux problèmes rencontrés par les Français dans leur vie quotidienne.

» Cette exigence, avec méthode, nous y répondrons en écoutant nos concitoyens, en dialoguant avec eux, en leur proposant des démarches novatrices et réalisables. Nous aurons l'obligation de mobiliser toute notre énergie, tout notre cœur, toute notre compétence, pour mettre en œuvre cette politique différente pour laquelle une majorité nouvelle vient d'être élue. Nous le ferons avec le souci de tous, dans l'intérêt de la France. »

AU RENDEZ-VOUS des deux gauches, les CRS montent la garde. Alignés devant la Maison de l'Amérique latine, promue quartier général du PS en cette soirée électorale, ils forment une sorte de barrage, séparant la foule des vainqueurs en deux camps bien distincts. A l'intérieur, dans les salons bourgeois de ce qui fut autrefois l'hôtel de Guercy, quelques centaines de privilégiés célèbrent la victoire autour des buffets, en guettant les « vedettes » socialistes. A l'extérieur, sur le boulevard Saint-Germain, règne une ambiance de kermesse, une sorte de Fête de l'Humanité improvisée au cœur des beaux quartiers. Plusieurs milliers de personnes, la gauche de la gauche, s'agglutinent derrière les barrières de sécurité, à deux pas des vendeurs de mer-

gue. Là, on entend des tam-tam et *L'Internationale*.

La Maison de l'Amérique latine est un endroit coûteux, voire luxueux, décoré de tableaux et de dorures du meilleur goût. D'un salon à l'autre, des écrans de télévision ont été installés. Les invités se promènent, un verre à la main, en prenant soin de ne pas glisser sur le parquet. Les plus jeunes arborent des T-shirts « Changeons d'avenir ». Les élégantes portent des roses, la fleur des soirs de succès. Les messieurs en costume discutent sous les platanes du parc, comme au soir d'un mariage réussi. Noëlle Chatelet, la sœur de Lionel Jospin, se déclare « fière et émue » et raconte que sa mère a préféré rester seule chez elle pour écouter les résultats. « On pouvait parler du pari stupide de Pascal, maintenant on pourra dire le pari stupide de Chirac. Mais c'est tant mieux », lâche un militant âgé.

Une dame bon chic bon genre appelle de son portable : « Venez vite, j'ai des cartons pour vous faire entrer. » « Tiens, commente un militant « gauche réelle » en contemplant la scène, la gauche caviar est de retour. » En moins d'une heure, les buffets dressés dans les jardins et aux étages n'offrent plus ni canapés ni boissons aux invités. Les bouteilles de vin sont désespérément vides. Et il n'y a nulle trace de champagne. Ça et là, des groupes se forment, dans le sillage des caméras, chacun espérant apercevoir « Lionel », puisqu'il a promis de venir. En attendant, on refait le monde, la France et son gouvernement. Y aura-t-il des ministres communistes ? Et des écologistes ? Et Chirac, que va faire Chirac ? Chacun y va de son analyse. Deux mots, reviennent dans

toutes les conversations : « changement » et « avenir ».

Drole de foule, à vrai dire. Heureuse sans être euphorique. Presque surprise d'être là, à fêter l'impensable. Bien sûr, quelques nostalgiques évoquent le 10 mai 1981 et la victoire de François Mitterrand, mais ils se veulent lucides : « C'est différent, il n'y a pas le même espoir », admettent-ils, conscients des « erreurs passées ». « Nous espérons que, cette fois, ils sauront faire ce que les autres n'ont pas su faire », prévient l'écrivain Michel Angel. « Il faut bien admettre qu'avant d'être une victoire de la gauche, glisse une jeune femme, c'est une défaite de la droite. » Pas d'excès, donc. Juste un bonheur sage et quelques vi-

vats à l'annonce de la défaite de Bruno Mégret (FN). Les « on a gagné, on a gagné » entonnés par les plus enthousiastes trouvent un écho limité. « C'est carrément bien, carrément génial ! », insiste pourtant Pascale, une étudiante de vingt-deux ans, membre du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) depuis huit mois.

Il faut en fait attendre l'arrivée des premières têtes connues pour que l'ambiance monte d'un cran. Michel Rocard fait un bref passage. Jack Lang, moins applaudie, répond à quelques questions. Ségolène Royal est l'une des plus sollicitées. « Qu'avez-vous ressenti ce soir ? », demande-t-elle à un jeune homme radieux. « Une odeur de fraîcheur, de pureté », lui explique-

t-il. Un membre du bureau national raconte la réunion de l'état-major socialiste juste avant les résultats de 20 heures alors que, dès 18 h 15, Claude Bartolone, convaincu dès la dissolution de la victoire de la gauche, lançait sur son portable, à partir des premières sorties des urnes : « C'est plié ! » « C'était inédit, dit-il. Cela n'avait rien à voir avec 1981, 1988 ou bien sûr 1993. Vaillant et Fabius étaient très chaleureux l'un avec l'autre. Tout le monde avait conscience de la lourde responsabilité qui nous échoit. »

A Cintegabelle, Lionel Jospin a éclaté de rire quand on lui a raconté qu'un code avait été mis au point avec un présentateur de télévision : si à 19 h 30, il arrive à pla-

cer dans son commentaire le nom de Hitchcock, « c'est que c'est bon pour nous ». A l'heure dite, personne, à l'extérieur, ne comprend le hurlement de joie qui secoue le huis-clos de la permanence. « Il a dit Hitchcock ! Est-ce que vous avez entendu ? »

PAS DE GLORIOLE

Dès lors, le reste n'est plus qu'une confirmation. Lionel Jospin téléphone à ses amis à Paris. La consigne est claire : « Pas d'ironie contre les perdants, pas de gloire. Les Français ont un problème avec la politique, ne l'oubliez pas. » Il descend de son pigeonnier pour entendre à la télévision la confirmation de résultats qu'il connaît déjà. Entre ses dents, face aux lamentos de Nicolas Sarkozy ou d'Edouard Balladur, il glisse : « Ils sont terribles, ils ne changent pas. Ils n'ont rien compris... »

A 21 heures, ils ne sont pas encore très nombreux au carrefour du boulevard Saint-Germain et de la rue du Bac, à Paris, pour saluer à leur manière, à la fois riante et grincante, cette victoire. Déjà les banderoles donnent le ton : le syndicat SUD-PTT demande l'abandon du processus de privatisation de France Télécom ; les militants du DAL (droit au logement) et ceux de Droits devant ! réclament la réquisition des logements vides, la régularisation des sans-papiers, l'égalité d'accès à la justice, à la santé. « Nous ne donnons pas un chèque en blanc à la gauche, prévient Micheline. Elle a la majorité. On attend maintenant des résultats rapides ». Annie Pourre, une autre militante du DAL, se veut prudente : « Le PS a aussi prouvé qu'il est capable d'autocratie. Les mauvaises habitudes, ça se

Lionel Jospin a éclaté de rire quand on lui a dit que le nom de code

NANTES

de notre correspondant

« Nous, on est là pour dénoncer la pratique de l'Etat et leur dire, là-haut, d'arrêter de se foutre de notre gueule. » Dimanche, en fin d'après-midi, Patrick est venu en famille sur le site du Carnet (Loire-Atlantique), manifester son opposition au remblaiement d'une zone humide de la Loire qu'EDF veut effectuer pour pouvoir décider, le moment venu, d'implanter une centrale électrique. Ce qui le choque ? Que l'on puisse envisager de saccager un site naturel sensible, simplement pour se garder un fer au feu, alors qu'aucune décision de construction n'est prise. A midi, Patrick participait avec sa famille et ses enfants à la « chaîne humaine » déployée sur la rive sud de la Loire, à l'appel de la fédération antinucléaire de Loire-Atlantique. Pendant cinq minutes, 20 000 à 30 000 personnes se sont tenu la main, bras tendus, au long des quarante-sept kilomètres séparant Corsept, près du pont de Saint-Nazaire, et Saint-Jean de Boisseau, à l'ouest de l'agglomération nantaise. Les gendarmes ont compté 12 000 maillons humains à cette chaîne antinucléaire, ses organisateurs

teurs 37 000. Pas question de se contenter d'attendre qu'une victoire des socialistes entraîne l'annulation du projet du Carnet, comme l'a promis Lionel Jospin. Sur un dossier défendu successivement par la droite et par la gauche depuis dix ans, les promesses électorales ne suffisent pas. Au sein de la Fédération antinucléaire de Loire-Atlantique, l'apolitisme n'est pas un vague à l'âme, mais un dogme farouchement revendiqué : « La manifestation du Carnet de ce weekend, c'est un rassemblement de citoyens organisé hors des partis politiques pour lutter contre un projet de centrale nucléaire », explique son porte-parole, Pascal Braud. A quelques centaines de mètres de là, plusieurs groupes débarquaient pour organiser une « rave » avec leur sono, leurs groupes électrogènes et leurs « DJ », affolant les oiseaux dans les roselières voisines. Là, il n'était plus question de centrale nucléaire et encore moins de politique, mais de deux jours et deux nuits de dance, et uniquement de dance.

Adrien Favreau



Le PS double le nombre de ses élus dans quarante-quatre départements

AVEC 268 ÉLUS – dont 245 socialistes –, le Parti socialiste et les divers gauches font plus que quadrupler le nombre de sortants (56 membres et 7 apparentés). Pour autant, ils ne retrouvent pas les 276 élus de 1988 qui lui avaient donné une majorité relative. Mais avec les 7 élus du Mouvement des citoyens et les 8 Verts et écologistes, il atteint 282 élus auxquels s'ajoutent pour constituer la majorité « *de changement* » chère à Lionel Jospin les 37 communistes, à la différence de 1988 où les 27 communistes étaient restés en dehors de la majorité.

Pour M. Jospin, qui avait toujours assuré que, même en cas de majorité absolue pour le seul PS, le gouvernement devrait refléter toutes les composantes de cette gauche « *plurielle* », le succès du premier tour s'est transformé en une victoire dont le mérite lui revient largement. Pour autant, cet événement ne se traduit pas par une nouvelle vague rose. Le PS seul compte, en métropole, 189 élus, 50 réélus mais aussi deux battus (Jean-Marc Salinier et Michel Berson dans l'Essonne).

Trois secrétaires nationaux de l'équipe Jospin se trouvent également battus : Adeline Hazan (Marne), Harlem Désir (Seine-Saint-Denis) et, dès le premier tour, Manuel Valls (Val-d'Oise). Autour de Lionel Jospin, six secrétaires nationaux sont élus : Laurence Dumont (Calvados), François Hollande (Corrèze), Pierre Moscovici (Doubs), Bernard Roman (Nord), Daniel Vaillant et Jean-Christophe Cambadélis à Paris, Frédérique Bredin (Seine-Maritime), Elisabeth Guigou (Vau-

cluse), Alain Claeys (Vienne), Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis).

En dehors des huit socialistes qui, seuls en lice, ont été élus avec 100 % des exprimés le 1^{er} juin, Lionel Jospin arrive en vingt-deuxième position parmi les mieux élus avec 63,37 % en Haute-Garonne. Laurent Fabius (72,91 %, Seine-Maritime) trône en première place des dix mieux élus devant Augustin Bonrepaux (69,9 %, Ariège), Bruno Le Roux (68,04 %, Seine-Saint-Denis), Véronique Neiertz (67,94 %, Seine-Saint-Denis), Alain Rodet (67,69 %, Haute-Vienne), Jean-Pierre Balligand (67,32 %, Aisne), Jean-Marc Ayrault (66,73 %, Loire-Atlantique), Michel Liebgott (66,39 %, Moselle), Jean-Claude Bateux (65,28 %, Seine-Maritime) et Bernard Seux (64,91 %, Pas-de-Calais).

DÉCEPTIONS

En revanche, le PS enregistre plusieurs déconvenues avec les échecs de Bernard Poignant dans le Finistère, de Marie-Noëlle Lienemann, dans l'Essonne – ce qui renforce la déception de la gauche socialiste avec les défaites de Laurence Rossignol dans l'Oise et de Harlem Désir, à peine compensées par la réélection de Julien Dray dans l'Essonne et l'élection de Yann Galut dans le Cher –, de Jean-Pierre Sueur, dans le Loiret, et de Jean-Paul Huchon, dans les Yvelines. L'ancien trésorier du PS, André Laignel, est aussi battu dans l'Indre.

Dans quarante-quatre départements, le PS double au moins son nombre d'élus. Il passe de zéro à deux députés en Ardèche, dans les Ardennes, en Charente-Maritime,

en Corrèze, en Dordogne, dans le Haut-Rhin (par contraste avec le Bas-Rhin où seule Catherine Trautmann est élue, de justesse), dans les Yvelines, dans le Vaucluse, dans la Vienne. Il grimpe de zéro à trois dans la Drôme, dans l'Eure, dans le Gard, dans la Sarthe, en Seine-et-Marne, dans la Somme, dans le Val-d'Oise. Il passe de zéro à quatre dans le Doubs, et de zéro à cinq dans l'Hérault, en Moselle, dans le Puy-de-Dôme. Sa progression est de un à trois dans l'Aisne, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, les Pyrénées-Atlantiques, les Pyrénées-Orientales, la Saône-et-Loire, le Tarn, le Val-de-Marne, de un à quatre dans le Calvados, les Côtes-d'Armor, l'Oise, le Rhône.

D'autres progressions sont encore plus fortes : il double ses élus dans les Bouches-du-Rhône (4), passe de un à six dans le Finistère, en Haute-Garonne, de un à huit à Paris, de deux à cinq en Isère et en Meurthe-et-Moselle, de deux à six en Loire-Atlantique, de deux à huit en Gironde, de trois à quinze dans le Nord, de cinq à onze dans le Pas-de-Calais. Il emporte tous les sièges dans neuf départements : Ariège, Aude, Charente, Gers, Landes, Lot-et-Garonne, Meuse, Nièvre, Haute-Vienne. En revanche, dans dix-neuf départements, il n'a aucun élus : Alpes-Maritimes, Aube, Aveyron, Cantal, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Jura, Haute-Loire, Loiret, Maine-et-Loire, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Orne, Haute-Saône, Saône, Haute-Savoie, Vendée et Hauts-de-Seine.

Michel Noblecourt

de la victoire était « Hitchcock »

reprend très vite. » « Nous ne nous fondrons pas dans leur fête, explique Jean-Claude Amara, le fondateur de Droits devant ! Que la gauche soit heureuse d'avoir remplacé une droite stupide et brutale, c'est bien. Mais dès ce soir la gauche doit savoir qu'on la surveille. » À ses yeux, il faut abroger sans attendre les lois Pasqua-Debré. L'un des dirigeants de SUD-PTT, Pierre Khalifa, voit dans la victoire de la gauche « un effet différé du mouvement social de 1995 ». Et de rappeler que la seule garantie des salariés est le rapport de forces qu'ils peuvent créer. Ce qu'ils ont fait, ils pourront le refaire, au cas où... « La gauche a peur de la dynamique de la victoire. Nous sommes séparés d'elle par des grilles et des CRS »,

commente le leader trotskiste de la Ligue communiste révolutionnaire, Alain Krivine.

Derrière une large banderole rouge s'approchent Marina Vlady, Léon Schwartzberg, Mgr Gaillard – « La gauche est condamnée à réussir », dit-il –, Maya Surduts, responsable du collectif pour les femmes. La foule demande encore l'abrogation des lois Debré-Pasqua. Une tribune improvisée accueille les chefs de file des mouvements associatifs. Sono à fond : les socialistes ne pourront pas dire qu'ils n'ont pas entendu le message. « Tenez vos promesses ! », crie Léon Schwartzberg sous les vivats. Ce cortège repart ensuite vers l'Odéon avant de se disperser ou de revenir par petits morceaux

pour attendre, tout de même, l'arrivée du futur nouveau premier ministre.

Dès 19 heures, à Dole, les premiers résultats sont tombés. Assez tangents d'abord, puis de plus en plus favorables à Dominique Voynet. Au siège des Verts, Didier Château, conseiller municipal, comptabilise les voix : « Quelle claque il prend, le Barbier ! » Gilbert Barbier (UDF-AD) est maire de Dole. La porte-parole des Verts arrive en famille, prend connaissance des chiffres et soulève sa fille : « On a gagné, Jeannette ! » Les caméras et les micros l'engloutissent, elle parle du rouge, du rose et du vert qui vont si bien ensemble. « On a vécu une semaine incroyable. Des tracts dégueulasses. On disait que

j'allais abolir la chasse, la pêche. » Elle évoque les voix du Front national et le quartier qu'on appelle « le ghetto », car « un mur passe au milieu ». « Beaucoup de ceux qui votent Front sont plus désespérés que d'extrême droite, ils veulent qu'enfin quelque chose se passe. »

LA VISITE DE MAZARINE

Lui parle-t-on d'un avenir ministériel, elle contient un certain agacement : « J'ai trente-huit ans, ça va vite pour moi. Vivre ce qu'a vécu Laclonde, j'ai pas envie. Si on veut que la gauche et les écologistes ensemble changent quelque chose, il ne faut pas qu'il y ait de parti godillot, aux ordres. » Elle replonge dans la foule qui l'attend, elle embrasse des tas d'enfants.

Avant minuit, Mazarine Pingeot, la fille de François Mitterrand, tente une entrée sur la pelouse de la Maison de l'Amérique latine. Elle fait vite demi-tour, se cachant le visage devant l'assaut des photographes. Laurent Fabius repart sous les vivats. « C'est pas ta victoire, mon bonhomme, c'est celle de Lionel », lance néanmoins un militant. Bernard Kouchner apparaît peu avant que la pluie oblige la foule à quitter le jardin. A 1 h 15, Lionel Jospin est annoncé. Lionel Jospin arrive. Les militants l'ovationnent. Ils crient : « Lionel au balcon ! » Lionel va au balcon. Il ne dit rien, part puis revient. « Je ne vais pas rajouter des déclarations à d'autres déclarations. (...) C'est une chance historique qui est donnée à la gauche de diriger le pays. » La soirée s'achève. Dehors, sur le boulevard Saint-Germain, la fête continue.

A. B.-M.

Les syndicats entendent faire pression

LES ORGANISATIONS syndicales n'ont pas attendu la formation d'un nouveau gouvernement pour livrer leurs réactions et leurs attentes. Elles ont appelé à « prendre à bras le corps la question sociale » et sont prêts à « maintenir la pression » pour que la nouvelle majorité respecte ses engagements. « Le mouvement social ne doit pas regarder passer les trains », a averti Louis Vianet, tandis que Marc Blondel a indiqué qu'il ira « porter les revendications [de FO] au gouvernement » dès que celui-ci sera formé.

Dimanche soir, sur TF 1, le secrétaire général de la CGT a demandé l'arrêt immédiat du processus de privatisation en cours de France Télécom et de Thomson. Selon M. Vianet, ces « dossiers brûlants » appellent « des mesures immédiates ». Sur ce point, il a été rejoint

par la fédération SUD-PTT, selon laquelle « il appartient à la nouvelle majorité de tenir ses engagements ». « Dès lundi, dans les services, SUD-PTT organisera des réunions du personnel pour débattre de la nouvelle situation et des initiatives à prendre », prévoit le syndicat, qui « prendra toutes les initiatives pour que le mouvement social puisse faire entendre sa voix ». L'Union syndicale-Groupe des dix appelle la nouvelle majorité à mettre en œuvre « des mesures rapides et efficaces contre le chômage, les précarités et les inégalités », notamment par la réduction du temps de travail.

Pour M. Blondel, la défaite de la droite aux élections est « l'expression de la fracture sociale ». A la conférence salariale que les socialistes ont prévu de convoquer, Force ouvrière entend demander des

hausses de salaires afin de relancer l'activité économique et le niveau de production nationale.

La CFTC a appelé à « une démarche de négociation et de participation, avec l'emploi comme priorité absolue ». L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) a assigné « un impératif » au prochain gouvernement : « Traiter d'urgence la question sociale », et demandé « la fin du gel des salaires aussi bien dans le secteur public que le secteur privé », ainsi qu'une « forte réduction du temps de travail ». Pour la FEN, « la nouvelle majorité doit redonner la priorité à l'éducation ». Seules la CFDT et la CFE-CGC n'ont pas immédiatement réagi aux résultats des élections législatives.

Robert Hue défend le principe d'une participation au gouvernement

CETTE FOIS, les sourires sont sincères. On sert le champagne. Robert Hue est moins seul. « Personne, ce soir, ne va faire son Pierre Juquin », commente dans un sourire un membre du comité national au siège de *L'Humanité*, où l'on fête, dimanche soir, la victoire de la gauche. Comme toujours, il y a beaucoup de journalistes étrangers, que M. Hue fascine. Les Italiens sont des voisins compréhensifs, les Allemands éberlous : il faut leur expliquer pourquoi, en France, le communisme vit encore. Un rédacteur du *Washington Post* agace M. Hue, brillamment élu à Argenteuil avec plus de 57 % des voix : « Franchement, est-ce que je vous fais peur ? », sourit-il.

La déception de la semaine précédente semble oubliée : malgré ses contorsions arithmétiques, le PC n'a pas dépassé les 10 % de suffrages exprimés. Au second tour, avec 37 députés, auxquels il faudra ajouter le maire de Montreuil, Jean-Pierre Brard (CAP), et au moins un élus apparenté des DOM-TOM, le PC réalise un joli tour de force.

Pour la première fois depuis 1978, il ne réduit pas sa représentation parlementaire. Il atteint son meilleur score depuis 1981 (44 députés) et efface l'inconfortable souvenir de 1993, lorsque, avec 24 députés, il avait fallu modifier le règlement de l'Assemblée

nationale pour qu'il puisse créer son propre groupe.

Symboliquement, comme pour montrer que le PCF aura désormais son mot à dire à la gauche – le PS n'a pas à lui seul la majorité au Palais-Bourbon –, le secrétaire national a devancé, dimanche soir, l'heure prévue pour sa déclaration. Cinq minutes après les résultats, avant que Lionel Jospin ne s'exprime de Cintegabelle, M. Hue, entouré de ses proches, Pierre Blotin et Bernard Vasseur, du directeur de *L'Humanité*, Pierre Zarka, de Jean-Claude Gayssot, chargé des négociations avec le PS, commente la « cuisante » défaite de la droite et affirme qu'un « grand espoir » s'est levé.

QUELQUES RÉTICENCES

« Je suis pour que les communistes puissent contribuer à tous les niveaux des institutions, y compris au gouvernement », indique clairement M. Hue, en précisant qu'il faudra que, « très vite, des mesures soient prises ». « La gauche se doit de répondre aux attentes de notre peuple. Il faut, pour cela, faire le choix d'une politique radicalement nouvelle, résolument à gauche », insiste-t-il, en jugeant que, sur la base de la déclaration commune PS-PCF, « c'est possible ». Il indique qu'il « a fait ces derniers jours des propositions en ce sens à Lionel Jospin et au PS » : MM. Blotin et

Gayssot ont de nouveau rencontré MM. Vaillant et Cambadélis samedi.

Le secrétaire national a toujours été favorable à une participation ministérielle. Il n'a jamais envisagé la formule italienne d'un simple soutien, évoquée en revanche par l'ancien président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, qui fait ainsi écho aux réticences de nombreux militants.

Le bureau national du PC compte d'autres opposants à la participation, comme Annick Mattinghella (Nord) ou Maxime Grenet (Somme). Au secrétariat national, seuls Jean-Claude Gayssot (élu avec 67,4 % des voix) et Marie-George Buffet (65 %) ont tenté leur chance devant les urnes : ni Francis Wurtz, ni Jean-François Gau, ni Jean-Paul Magnon n'étaient candidats à la députation.

Patrick Braouezec, réélu député de Seine-Saint-Denis (70 % des voix), a indiqué dimanche soir qu'il est « favorable » à l'entrée de ministres communistes dans un gouvernement Jospin. « Il ne suffit pas d'un ravalement de façade. Pour vraiment réussir à gauche et changer quelque chose à cette société, le pluralisme sera nécessaire », a expliqué le maire de Saint-Denis.

Ariane Chemin

Les Verts, le PRS et le MDC songent à former un groupe

POUR

POUR la première fois, les Verts entrent à l'Assemblée nationale. Et pas subrepticement. L'écologie peut en effet compter sur huit élus au total, dont six appartiennent à la formation de Dominique Voynet, tandis que deux autres, Noël Mamère, président de Convergence Ecologie Solidarité (CES), et Michèle Rivasi, militante antinucléaire, en sont proches. « C'est l'aboutissement d'une stratégie d'ouverture qui date de dix ans », s'est félicité Yves Cochet, l'initiateur de ce rapprochement avec le PS. « L'alliance rose, rouge, verte a bien fonctionné », a souligné, pour sa part, Dominique Voynet, porte-parole nationale, qui a été élue avec 55,95 % des voix à Dole (Jura).

Les Verts devaient convoquer comme prévu, lundi 2 juin, leur conseil national interrégional (CNIR), qui se réunira à huis clos afin de définir leur stratégie. Le principe d'une participation au

gouvernement devrait y être largement approuvé. Seule l'aile « gauche » du mouvement, emmenée par Philippe Bourquier, candidat malchanceux en Vendée contre Philippe de Villiers, avait en effet exprimé des réticences. Forts de leur entrée à l'Assemblée, les responsables des Verts plaident pour un gouvernement de coalition, intégrant la sensibilité écologique et allant du Parti radical-socialiste au Parti communiste.

La formation de Mme Voynet entend défendre sa spécificité après le second tour. Elle se veut aiguillon, notamment sur la réduction immédiate du temps de travail. Dimanche soir, Mme Voynet réclamait des « changements rapides et de grande ampleur » après la victoire de la gauche. Pour ne pas être réduits au seul rôle de force d'appui, les Verts réfléchissent à des alliances avec d'autres partenaires en vue de constituer un groupe parlementaire autonome. Des contacts vont être pris avec les radicaux de gauche (les treize élus PRS) qui, comme les écologistes, ont passé un accord programmatique et électoral avec le PS. Après la défaite de Jean-Luc Bennahmias, candidat en Seine-Saint-Denis, qui assurait la liaison avec « la gauche de la gauche », les tracta-

tions risquent en revanche d'être plus difficiles avec le Mouvement des citoyens. « Les Verts et le MDC ont chacun intérêt à constituer un groupe pour préserver les différences », a déclaré Jean-Pierre Chevènement. Le MDC compte désormais sept députés – quatre sortants et trois nouveaux – et veut également faire entendre sa voix. Le maire de Belfort n'a pas attendu la formation du gouvernement pour exiger « un mémorandum sur la construction européenne », rappelant que « les quatre conditions mises par le Parti socialiste lui-même à l'entrée en vigueur de la monnaie unique doivent être tenues strictement ». Pour constituer un groupe parlementaire, le MDC doit rallier à sa cause au moins treize députés, objectif qu'il dit pouvoir atteindre avec l'appui de députés d'autre-mérit.

Vert, MDC, PRS et divers gauche, qui représentent au total 35 élus, entendent profiter de l'absence de majorité absolue du PS pour faire avancer leurs idées. Nul doute que le PS suivra avec attention les discussions tactiques autour de la constitution d'un éventuel groupe parlementaire.

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

MASTERES et 3 CYCLES SPÉCIALISÉS

ESC ROUEN

L'EXPERTISE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

Etudes et Décision Marketing

2 options :

• Biens de Grande Consommation

• Marketing Pharmaceutique

Management Logistique/Transport et Échanges Internationaux

Management International et Gestion de Projet

Accessibles aux titulaires d'un Bac + 4 ou 5. Sélection : juin ou septembre 1997. Votre contact : Catherine MORA

Tél. : 02 32 82 74 14

École Supérieure de Commerce de Rouen
Rouen Graduate School of Management
Bd André Siegfried - BP 188
76136 Mont-Saint-Aignan Cedex - France

<http://www.crihan.fr/escr>
e-mail : Catherine.Mora@esc-rouen.fr

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

ESC
ROUEN</

Jacques Chirac compte remettre en ordre la droite autour de lui

Sans tarder, lundi 2 juin au matin, l'Elysée a pris contact avec Lionel Jospin pour organiser sa nomination comme premier ministre après la démission d'Alain Juppé. La présidence minimise les « rodomontades » des responsables de la nouvelle opposition critiquant le chef de l'Etat

Le président de la République s'attendait à la défaite de la majorité sortante depuis le premier tour des élections législatives, le 25 mai, qui l'avait obligé à demander à Alain Juppé d'annoncer qu'il quitterait ses

fonctions de premier ministre. Les résultats du second tour n'ont donc pas surpris l'Elysée, malgré l'espoir d'un « sursaut », censé dans les tout derniers jours de la campagne. Jacques Chirac s'est entretenu

dimanche soir avec M. Juppé, ainsi qu'avec Philippe Séguin et René Monory. Il a décidé très vite de prendre contact avec Lionel Jospin, lundi à la première heure, et de le recevoir en fin de matinée pour le nommer pre-

mier ministre après avoir reçu la démission de M. Juppé. La passation des pouvoirs était prévue lundi après-midi. La présidence de la République estime toujours justifiée la dissolution de l'Assemblée et s'affirme confiante dans la remise en ordre de la nouvelle opposition autour du chef de l'Etat, quelles qu'aient pu être, dimanche soir, les « rodomontades » de ceux qui ont mis en cause implicitement M. Chirac.

TOUT EST ALLÉ très vite, lundi matin 2 juin, à l'Elysée. Dès 8 h 30, le secrétaire général, Dominique de Villepin, a appelé le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, pour convenir d'un rendez-vous avec le président de la République, en fin de matinée. De son côté, Alain Juppé est arrivé vers 9 heures pour présenter la démission de son gouvernement. Avant midi, M. Jospin devait être nommé premier ministre, et la passation de pouvoirs entre M. Juppé et lui était prévue dans l'après-midi. Le chef de l'Etat n'envisageait pas de s'exprimer dans la journée de lundi.

Les réunions et les coups de téléphone se sont succédé, dimanche, à l'Elysée, jusque très tard dans la soirée. Jacques Chirac s'est entretenu, notamment, avec Philippe Séguin, Alain Juppé et René Monory. Il a également reçu un appel du pre-

mier ministre travailliste britannique, Tony Blair. De retour de Sarrazan, en Corrèze, où il était allé voter, en compagnie de son épouse, il avait retrouvé ses collaborateurs à l'Elysée en début d'après-midi. Peu après 17 heures, ils ont su, grâce aux premières estimations dont ils disposaient, que le pari lancé le 21 avril était perdu. *« La dissolution s'imposait. Nous voulions passer une nouvelle étape et il fallait, pour cela, redonner la parole aux Français car on ne peut pas gouverner sans leur aval. Pendant deux ans, Alain Juppé a mené une politique difficile. Ça ne rend pas populaire »,* observait-on, dimanche soir, dans l'entourage du chef de l'Etat.

Officiellement, les crises et les mauvaises nouvelles qui pleuvent depuis une semaine n'entament pas la sérénité des troupes de l'Elysée. Pourtant, rien de ce qui s'est passé

depuis le dimanche noir du 25 mai n'avait été anticipé. On attendait un premier tour médiocre, il s'est révélé terriblement sévère pour la majorité sortante, contraignant M. Juppé à annoncer, dès lundi, qu'il n'était pas le futur premier ministre. A la veille du deuxième tour, samedi en fin d'après-midi, on voulait encore croire à un sursaut des électeurs de droite et à une inversion de tendance dont, paraît-il, témoignaient les derniers sondages qualitatifs parvenus à l'Elysée.

ÉCHEC D'UNE STRATÉGIE

Mais même si l'on pensait encore possible de sauver d'extrême justesse la majorité, la vraie défaite, pour M. Chirac, avait été signée le 26 mai. L'obligation dans laquelle s'est trouvé le chef de l'Etat de demander à M. Juppé d'annoncer prématièrement son remplacement

marquait l'échec de la stratégie de la dissolution, dont l'un des principaux objectifs était, justement, la reconduction à Matignon d'un premier ministre puissant dans la victoire une nouvelle légitimité. Le soutien affiché de M. Chirac au nouveau « ticket » Philippe Séguin-Alain Madelin, à partir de mardi, dissimulait mal, en effet, les réserves qu'il suscitait au plus haut niveau de l'Etat. L'on ne cachait guère, non plus, l'amertume ressentie à l'égard de certaines personnalités de la majorité auxquelles on reprochait d'avoir un peu trop attendu pour se battre. Tout se passait dès lors comme si, quelle que soit l'issue du scrutin, l'Elysée se préparait à une forme de cohabitation, institutionnelle et politique avec M. Jospin, officieuse mais peut-être tout aussi compliquée avec M. Séguin.

La victoire de la gauche, dimanche soir, a ouvert une autre boîte de Pandore, dont la soirée télévisée a donné les prémisses. A l'Elysée, on n'a pas manqué d'entendre la plupart des témoins du RPR et de l'UDF ouvrir l'heure des règlements de compte. En plus de la gestion de ses relations avec la nouvelle majorité socialiste, M. Chirac va devoir faire face à deux fronts : les attaques qui visent son entourage, dont au premier chef, le secrétaire général de l'Elysée. Et, au sein du RPR, celles qui visent le président du mouvement néo-gauliste, M. Juppé. On dit ne s'inquiéter ni des unes, ni des autres. Pour affronter la cohabitation, une équipe plus rassessée pourrait être mise en place autour de M. de Villepin. Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, l'un des chiraquiens venus de la Mairie de

Paris, pourrait être l'un des premiers à faire les frais de cette réorganisation.

Quant aux batailles ouvertes, dès 20 heures et quelques secondes, dimanche, au sein du RPR, pour tenir de s'approprier la rue de Lille, on affirme ne pas les prendre trop au sérieux, en rappelant que, très vite et malgré les « rodomontades », l'opposition aura besoin de se remettre en ordre de marche derrière le président de la République. M. Chirac a en effet tranché très vite le débat qu'il avait lui-même entrouvert, le 6 novembre 1994, lorsque, invité de « 7 sur 7 », il avait observé qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, il serait « amené à réfléchir très sérieusement sur les raisons qui ont amené le général de Gaulle à se retirer en 1969 ».

Pascale Robert-Diard

Une stricte lecture de la Constitution

LA COHABITATION, c'est tout à la fois un retour au texte formel de la Constitution de 1958 et une entorse à la pratique institutionnelle de la V^e République. Les deux expériences qu'a vécues François Mitterrand, avec Jacques Chirac de 1986 à 1988 et avec Edouard Balladur de 1993 à 1995, ont dressé un cadre juridique précis, qui devrait servir de référence.

Apparemment, les choses sont simples. « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », proclame l'article 20 de la Constitution, dont l'article 21 précise : « Le premier ministre dirige l'action du gouvernement. » Ces deux principes qui, dans les faits, n'ont pas cours quand l'hôte de Matignon est du même camp politique que celui de l'Elysée, reprennent toute leur force pendant une cohabitation. Le chef de l'Etat n'est pas, pour autant, réduit à une présidence-potiche. D'abord, il conserve les pouvoirs que la Constitution lui a confiés en propre : l'article 16, en cas de menace grave pour les institutions ou l'indépendance de la nation ; la dissolution de l'Assemblée nationale, mais il ne peut pas le faire dans l'année qui suit une première dissolution ; l'envoi d'un message au Parlement. Théoriquement figure aussi dans cette liste la nomination du premier ministre, mais, politiquement, il ne peut le choisir que dans la majorité parlementaire et il est même pratiquement contraint de désigner celui qu'elle veut voir siéger à Matignon.

Le pouvoir du chef de l'Etat est pourtant, en la matière, limité. Même si les juristes débattent à saisi pour déterminer s'il a l'obligation ou non de signer les décrets délibérés en conseil des ministres, François Mitterrand avait probablement créé un précédent en ne refusant jamais sa signature en bas d'un tel texte. Cependant, le Conseil d'Etat, en décidant en 1992 que tout décret signé par le chef de l'Etat ne

tion trouve une justification dans l'article 15 de la Loi fondamentale, qui indique que « le président de la République est le chef des armées », et dans son article 52, qui prévoit qu'il « négocie et ratifie les traités ». Il est un domaine comparable, qui a eu peu d'influence dans les deux premières expériences, mais qui pourraient en avoir beaucoup cette fois : la justice. L'article 64 prévoit, en effet, que le chef de l'Etat « est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ».

POUVOIRS PARTAGÉS

Tout est plus compliqué pour les pouvoirs partagés. Il en va ainsi pour le choix des ministres. Théoriquement, ils sont nommés par le président de la République « sur la proposition » du chef du gouvernement. En 1986, François Mitterrand en avait déduit qu'il pouvait exercer une sorte de droit de veto sur le choix de ceux qui auraient à gérer la défense et les affaires étrangères. C'est aussi, de par la Constitution, le chef de l'Etat qui préside le conseil des ministres. Il est acquis que c'est lui qui en fixe l'ordre du jour, mais il ne le fait qu'après discussion avec le secrétaire général du gouvernement, voire avec le premier ministre lui-même en cas de difficultés. François Mitterrand avait obtenu ainsi le report de nominations ou de décrets qui ne lui convenaient pas.

Le pouvoir du chef de l'Etat est pourtant, en la matière, limité. Même si les juristes débattent à saisi pour déterminer s'il a l'obligation ou non de signer les décrets délibérés en conseil des ministres, François Mitterrand avait probablement créé un précédent en ne refusant jamais sa signature en bas d'un tel texte. Cependant, le Conseil d'Etat, en décidant en 1992 que tout décret signé par le chef de l'Etat ne

pouvait être modifié que selon la même procédure, a accru le droit de regard de l'hôte de l'Elysée.

Pour les nominations, il en va de même. Le pouvoir général appartient au premier ministre, le président de la République n'en disposant que dans les cas où le choix doit être fait en conseil des ministres. Ils sont strictement limités, par la Constitution, par une loi organique et par un décret pris pour son application. Au fil des ans, le nombre de postes devant être ainsi pourvus n'a fait que croître. M. Chirac, au cours de la campagne présidentielle, avait promis de le réduire considérablement. Il n'en a rien fait, préservant ainsi une des prérogatives d'un président cohabitant.

Pour les autres signatures présidentielles, il n'y a plus de vrais débats. Le chef de l'Etat « promulgue les lois dans les quinze jours » suivant leur vote définitif, précise la Constitution. Même si de nombreux juristes le contestent, il est probable que le refus de François Mitterrand de signer trois ordonnances, prises par le gouvernement Chirac en vertu d'une délégation de pouvoir du Parlement, fera « jurisprudence ».

La cohabitation, en revanche, rend difficilement utilisables deux instruments de la Constitution : le référendum et la révision constitutionnelle. Le président de la République ne peut user du premier que sur proposition du gouvernement ou sur celle, « conjointe, des deux Assemblées ». Le second nécessite, de fait, un accord entre le Sénat, l'Assemblée nationale et le chef de l'Etat. Cet accord, lorsque la gauche ne détient qu'un seul de ces trois lieux de pouvoirs, ne peut être obtenu qu'au terme d'un bras de fer politique.

Thierry Bréhier

« Sale journée » à Roland-Garros

LA FRANCE est coupée en deux jusque dans les travées de Roland-Garros, où téléphones et transistors portables avaient exceptionnellement remplacé les paires de jumelle, dimanche 1^{er} juin en fin d'après-midi. En haut des tribunes du court central, les spectateurs attendent sagement l'heure dite pour obtenir les premiers résultats des élections sur leur baladeur ou sur leur téléphone. Plus bas, dans les loges disposées au ras du terrain sur lequel Mary Pierce donne la réplique à Monica Seles, quelques personnalités pressées cherchent à devancer l'appel. Dès 19 heures, chaque interruption du match est pour elles l'occasion de faire jouer une relation, de solliciter au téléphone un ami bien placé : « J'appelle la sœur d'un ami qui travaille au Nouvel Obs », précise l'un de ces initiés de l'information qui, estimations en tête, s'en va porter la nouvelle jusqu'au « village ».

Dans les tentes des partenaires du tournoi, pratiquement désertes, l'attente est résignée. Chez Lacoste, deux téléviseurs ont été allumés. L'un montre la fin du match de tennis, sans le son, pendant que l'autre est branché sur France 3. On scrute les visages des présentateurs pour confirmer ce qu'on pressent. « Regarde bien à droite de l'écran, à gauche on s'en fout ! », dit une dame au moment où doivent apparaître les « camemberts » illustrant les projections en siège. Même attendus, ces résultats font l'effet d'une douche froide : « Ils sont fous ! » ; « Qu'est-ce qu'on va faire de nous ? » ; « Les Français ne savent vraiment pas ce qu'ils veulent... » « Y a-t-il

un socialiste au village ? », raillent deux jeunes hommes décus, avant de revenir aux choses sérieuses : « Demain, mes actions vont chuter de 500 balles », s'emporte l'un d'eux.

LE CHAMPAGNE AU FRIGO

Un jeune homme en tenue d'employé de l'entreprise lance à la cantonade un énigmatique « Faites marcher la planche à billets ». Un passant joue l'affolement : « L'année prochaine, c'est la grève ! » Sur l'un des rares stands ouverts de l'allée centrale, l'hôtesse range sa bouteille de champagne au frigo. La fête n'a pas lieu.

Sur le court central, Mary Pierce est en mauvaise posture. Elle a perdu le premier set et, à 20 heures tapantes, elle doit défendre son service pour ne pas être définitivement distancée. A ce moment du match, une partie du public soutient distrairement sa favorite, l'oreille collée au téléphone, qui au casque du baladeur, retenant son souffle. Elle prend tout son temps : trop au goût de l'arbitre, qui lui inflige un avertissement. Lorsque la dernière Française en compétition a fini son point, la nouvelle de la victoire de la gauche se répand peu à peu dans les tribunes, mais sans jamais perturber le match. Malgré une « ola » électrique destinée à la relancer, Mary Pierce rend les armes, en deux sets. « J'en ai marre, c'est vraiment une sale journée ! », soupire une de ses fans doublement déçue.

Eric Collier

Les hauts fonctionnaires européens sont sereins

Pour Bruxelles, les « conditions » socialistes sont acceptables

L'Europe à gauche

Après la victoire des socialistes en France et celle des travaillistes en Grande-Bretagne, la gauche dirige dix des quinze gouvernements de l'Union européenne, six toute seule, quatre autres à la tête de coalitions avec des partis centristes ou conservateurs. Elle est représentée au total dans treize gouvernements européens. La droite gouverne en Espagne et en Allemagne. En Belgique, au Luxembourg et en Irlande, elle partage le pouvoir avec des socialistes.

(Pour chaque pays, pourcentage obtenu par le principal parti de gauche)

La gauche ... seule au pouvoir,	dirige une coalition,	participe à une coalition,
SUÈDE Parti social. démocr. / 1994 45,4%		
PORTUGAL Parti socialiste / 1995 43%		
GRÈCE Pasok / 1996 41,5%		
ITALIE PDS / 1996 21,1%		
GRANDE-BRETAGNE Parti travailliste / 1997 43,2%		
FRANCE Parti socialiste / 1997 38,85%		
PAYS-BAS Pvd A P. travailliste / 1994 24%		
DANEMARK Parti social-dém. / 1994 34,6%		
AUTRICHE SPÖ / 1995 38,3%		
FINLANDE Parti social-dém. / 1995 28,3%		
IRLANDE LABOUR / 1992 19,3%		
LUXEMBOURG POS / 1994 24,8%		
BELGIQUE Parti socialiste / 1995 24,5%		
ALLEMAGNE SPD / 1994 36,4%		
ESPAGNE PSOE / 1995 37,5%		

rières, renchérit un haut fonctionnaire de la Commission, n'oublient pas que ce sont les socialistes qui ont signé le traité de Maastricht.

Les socialistes se montrent plutôt favorables à une appréciation « en tendance » des critères du traité et, en particulier, de ceux concernant la réduction des déficits publics et de la dette. M. Kohl et Theo Waigel, son ministre des finances, justifiaient leurs positions de la plus stricte orthodoxie, mais rattrapés par une conjoncture maussade, semblent prêts à les rejoindre : compte tenu du niveau de chômage, du refus catégorique opposé par les libéraux, membres de la coalition, à toute augmentation d'impôts, ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent assurer la validité de la règle de la discipline budgétaire.

Les Français comprendront vite qu'ils seraient complètement isolés s'ils demandaient de modifier les termes du « pacte de stabilité », adopté en décembre par le Conseil européen à Dublin, et dont l'objectif est de garantir sur le long terme la discipline budgétaire.

En revanche, rien n'empêche de mieux organiser la coordination des politiques économiques des pays de la zone « euro », comme l'exige d'ailleurs l'article 103 du traité.

« C'est le bon sens même que les ministres des finances disposant d'une monnaie unique se concertent davantage », commente un banquier belge.

La prochaine échéance européenne se situe les 16 et 17 juin à Amsterdam. Les chefs d'Etat et de gouvernement devraient alors conclure la CIG. Jacques Chirac et le premier ministre socialiste, qui représenteront la France, retarderont-ils l'accord s'ils en estiment le contenu insuffisant, notamment celui du nouveau chapitre du traité sur l'emploi ? Certains n'écartent pas une telle éventualité, mais pas forcément pour s'en désoleter. Après deux ans de travaux, la CIG est en train d'accoucher d'une souris, et plusieurs pays partenaires ne seraient pas fâchés si le président de la République et le nouveau premier ministre s'entendaient pour donner un sérieux coup de pied dans la fourmilière.

Philippe Lemaître

Pour vous aider à réussir Sessions Intensives Pâques / Eté

■ SCIENCES PO Paris/Province

■ DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION

■ M.S.T.C.F. - D.E.C.F.

ISTH 6,

A la télévision, la modestie des vainqueurs et les prémisses d'une guerre des vaincus

Le FN mise sur l'échec de la gauche et une présidentielle anticipée

Sur toutes les chaînes, Edouard Balladur, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Alain Madelin ont proposé leurs services pour la « refonda-

tion » de la droite. Tandis que les socialistes s'efforçaient à l'humilité afin de ne pas décevoir leurs électeurs, les communistes et les Verts

poussaient à des changements rapides et concrets, revendications relayées dans la rue par les sans-papiers et les sans-logis.

QUI sont « les plus à plaindre » ? Les vaincus ou les vainqueurs ? Avant même que Philippe Séguin ne se la pose à haute voix, en direct d'Épinay, cette question avait déjà trouvé une réponse dans la bouche d'Edouard Balladur. L'ancien rival malheureux de Jacques Chirac dans la course à l'Elysée fut en effet le premier à occuper les écrans de France 2 et TF 1. Il était visiblement pressé de déployer le manquement aux promesses de 1995, de tirer un trait sur la faillite électorale de son successeur à l'Hôtel Matignon et de poser sa candidature au leadership de la nouvelle opposition : « Il nous faut être cohérents, ne pas affirmer une chose et son contraire. Tout montre que les formes d'organisation de l'ancienne majorité ne sont plus représentatives des différents courants de pensée qui la composent. »

Premier à régler ses comptes, M. Balladur ne fut pas le dernier. M. Séguin lui-même n'avait pas d'autre but que de briguer la conduite de la nouvelle opposition parlementaire quand, à son tour, il intervint plein écran. Sans emphase, avec une gravité tranquille. Résolu et, bien sûr, volontaire pour rassembler « tous ceux qui partagent » sa « conception de la France ». M. Séguin aura de la concurrence. Charles Pasqua a lancé : « J'entends me consacrer à la nécessaire refondation. » L'UDF non plus ne sera pas en reste. Alain Madelin a pris date : « Je retrouve ma liberté et j'en ferai bon usage pour redonner des raisons d'espérer à ceux qui ont voté pour la majorité comme à ceux qui l'ont quittée. » Valéry Giscard d'Estaing s'est senti rajeunir. Il a renoué



avec... le « nous » de majesté : « Nous, nous serons naturellement toujours là pour espérer qu'un jour l'Espoir nous revienne. » Il n'y eut que François Léotard pour aborder sans biaiser la question majeure, en récusant, au nom de l'UDF, « toute hypothèse d'alliance ou de rapprochement avec le Front national. » Ravis d'avoir précipité la défaite du RPR et de l'UDF, les préposés à la parole lépéniste ne faisaient d'ailleurs pas mystère de leur stratégie : « Le résultat de ces élections sonne le temps du Front national », a dit Bruno Mégret. Il misera sur l'échec de la gauche et sur les difficultés de la cohabitation. Dans l'Espoir d'une élection présidentielle anticipée, ainsi qu'en témoigne l'appel au « regroupement des forces saines de la nation » lancé par Jean-Marie

Le Pen. La « perle » de la soirée fut l'œuvre de Bruno Gollnisch, invité de TF 1, qui eut le raisonnement suivant : « Si le processus du traité de Maastricht va jusqu'à son terme, l'Assemblée nationale n'aura plus de pouvoir qu'un conseil de sous-préfecture, et, par conséquent, ce traité, d'une certaine façon, c'est la revanche d'Adolf Hitler : nous allons être gouvernés depuis l'Allemagne. » Sagement, les vrais vainqueurs ne croyaient pas victoire. Et même s'ils en avaient éprouvé l'envie, les images en provenance du boulevard Saint-Germain les en auraient dissuadés. La fête improvisée devant la Maison de l'Amérique latine avait déjà des accents protestataires annonciateurs de lendemains turbulents : « Urgent ! Des papiers pour les

sans-papiers ! », « Des papiers pour tous. Jospin, tes promesses, tu les tiens ! »

Tous les porte-parole du PS manifestèrent donc une humilité calquée sur celle de Lionel Jospin en se déclarant d'emblée conscients de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs électeurs. Ils le proclamèrent sur tous les tons de la modestie : « Il va de soi, par exemple, que l'engagement pris pour l'emploi de jeunes sera tenu. » (Jack Lang). « Il faut des gestes significatifs, car les gens ont voté pour une certaine relance de la consommation qui, elle-même, amènera un certain développement de la croissance. » (Laurent Fabius). « Nous ferons ce que nous avons dit. » (Martine Aubry). « Les Français ne veulent plus de promesses non tenues. » (Ségolène Royal). Etc.

Tous furent si convaincants que leurs partenaires les prirent au mot sur-le-champ. On vit les communistes réclamer par la voix de Jean-Claude Gayssot, un « relèvement sensible des bas salaires » et le vote « tout de suite » d'une loi-cadre visant à réduire la semaine hebdomadaire de travail « à trente-cinq heures sans perte de salaire ». Tandis que les Verts, par l'intermédiaire d'Yves Cochet, souhaitaient « l'arrêt immédiat de l'extension de l'aéroport de Roissy » ainsi que des restrictions à la circulation « pour diminuer la place de la bagnole en ville ». C'est ainsi que le « changement » nouvelle formule commença par des préoccupations terre-à-terre, ce qui ne constitue pas forcément la plus mauvaise façon de commencer à progresser.

Alain Rollat

Courtoisie à France 3 Bretagne : « Normal, ce n'est pas 1981 »

L'avertissement de Pierre Méhaignerie

RENNES

de notre correspondante régionale

Dans les couloirs de France 3 Bretagne, à Rennes, il est de bon ton de rester sur son quant-à-soi au moment des estimations de 20 heures. Tout juste se permet-on quelques plaisanteries sur « TF 1, qui va pouvoir diffuser son film de bonne heure », tant les résultats se révèlent nets. Il faut attendre les premières données régionales pour que fusent les points d'exclamation : « L'UDF Ambroise Guellec est vaincu ! Mais alors, il ne va pas vouloir venir pour le direct de Quimper ! »

Les journalistes craignent de voir les représentants de la droite bouder leur soirée électorale. Au moins ont-ils pris soin d'inviter Pierre Méhaignerie (UDF-FD), réélu dès le premier tour, à ce débat de soir de second tour. Après avoir regretté le moment choisi par Jacques Chirac pour dissoudre l'Assemblée nationale, l'ancien ministre en vient rapidement à évoquer le changement du mode de scrutin des élections régionales. « Attention, la roue tourne vite », lance-t-il à ses adversaires réunis sur le plateau, tout en leur souhaitant « bon courage ».

A tout cela, Charles Josselin (PS) acquiesce. Malgré son score de plus de 60 % dans la circonscription de Dinan, le président du conseil général des Côtes-d'Armor a le triomphe plus modeste que ses alliés communistes, venus en nombre.

« Le plus surpris aurait été François Mitterrand », sourit-il néanmoins autour du buffet. On avait mal mesuré la performance de Lionel Jospin à la présidentielle : elle a

cautérisé la plaine. » Pour autant, il estime que les vraies difficultés commencent demain. C'est ce qui explique, sans doute, les profils modestes des visages socialistes sur les images qui arrivent de Lorient, Lannion ou Brest, où le nouveau député de gauche est déjà invité à rassurer, à l'antenne, les salariés de l'arsenal.

SOURIRES

Seuls les nouveaux, comme Kofi Yamgnane à Châteaulin, dans le Finistère, laissent pointer leur joie. Son adversaire malheureux, Jean-Yves Cozan (UDF), soupçonne cet originaire du Togo d'avoir « récupéré toutes les voix du FN ». A Douarnenez, Françoise Lazard arbore un sourire radieux. Adjoint au maire du bourg de Penmarch, totalement inconnue jusqu'à présent, elle remercie Lionel Jospin « d'avoir envoyé des femmes à l'Assemblée nationale ». En duplex de Paris, Alain Madelin (UDF) sourit lui aussi, comme souvent, pour annoncer qu'il a « envie de reprendre [sa] liberté » avec ses « amis de la majorité ».

Interrogés sur le cumul des mandats, les ténors comme Edmond Hervé, maire de Rennes, bottent en touche. « Vous croyez que c'est la première mesure que va prendre Jospin ? », s'inquiète Charles Josselin depuis la cabine de maquillage.

Progressivement, les équipes de journalistes rentrent de leurs tournages. A les entendre, les villes bretonnes, massivement socialistes, n'ont guère fêté l'événement : « Normal, ce n'est pas 1981. »

Martine Valo

ET SI LES GAZ
D'ÉCHAPPEMENT ÉTAIENT
AUSSI RESPIRABLES
QUE LES FLEURS ?

Ce serait le rêve. En attendant d'y parvenir, les hommes d'Elf Aquitaine

ont inventé Diesel Evolution. Un carburant qui, par rapport à un diesel ordinaire,

réduit de 25-30 % les émissions de particules et de fumées noires.

elf

L'énergie humaine

La droite est menacée d'implosion après une défaite qu'elle n'avait pas prévue

L'ampleur du recul a pris de court les dirigeants du RPR et de l'UDF. Chacun a déjà sa solution pour construire une force d'opposition. Philippe Séguin et Charles Pasqua plaident pour une refondation de leur mouvement. Edouard Balladur envisage un regroupement des libéraux

Renvoyés dans l'opposition après quatre ans au pouvoir, les dirigeants de la droite divergent profondément sur la manière de reconstruire une force capable de s'opposer à la nouvelle majorité. Philippe Séguin

et Charles Pasqua sont tous deux décidés à « refonder » le mouvement néogaulliste, mais chacun à sa manière. Alain Juppé, qui reste président du RPR, n'entend pas être oublié. Edouard Balladur, qui doit réunir

lundi 2 juin ses amis, semble préférer un parti unique de l'opposition, ou à défaut un pôle libéral. L'UDF est tout autant divisée. Alain Madelin a déjà annoncé qu'il reprendrait sa « liberté ». François Léotard, qui

est un des rares dirigeants de la droite à avoir rendu hommage à Alain Juppé, tient à conserver l'unité et la spécificité de l'UDF, qu'il préside. Mais François Bayrou plaide pour une distinction organique

entre les trois familles de la droite qu'il distingue : les gaullistes, les libéraux et les centristes. Son parti, Force démocrate, pourrait créer son propre groupe dans la nouvelle Assemblée.

CETTE FOIS, au moins, les deux hommes sont tombés d'accord. Philippe Séguin s'est dit « déterminé, définitivement déterminé, à (...) créer les conditions politiques » d'un rebond pour la droite. Pour Alain Juppé, il faut « entamer la reconstruction d'une force politique ». Il n'est pas sûr que leurs projets convergent, mais le sentiment de l'urgence est le même. Après avoir rempli sa mission originelle – permettre le retour d'un héritier du gaullisme à l'Elysée –, le RPR est promis, depuis dimanche 1^{er} juin, au mieux, à un nouveau destin, au pis, à un éclatement.

La tâche se présente mal pour son président en titre, M. Juppé. Lui-même est affaibli par son retrait contraint du gouvernement, et la direction, qu'il avait mise en place en 1995, est durement affectée par le résultat des élections législatives. Le

secrétaire général du Rassemblement, Jean-François Mancel, est battu dans l'Oise, dont il préside le conseil général, par une candidate socialiste parachutée. Le secrétaire général adjoint, Patrick Stefanini, l'un des proches conseillers de M. Juppé, lui-même parachuté dans le 18^e arrondissement de Paris, est victime de l'anticipation du scrutin. Les délégués généraux du RPR chargés des fédérations, Pierre Bédier, des élections, Frédéric de Saint-Sernin, des élus, Jérôme Bignon, sont battus, tout comme le porte-parole de la campagne, Jean-François Copé. Au total, quatre-vingt-seize députés sortants du RPR sont battus.

Sévèrement jugée par les poids lourds du mouvement, cette jeune génération de cadres néogaullistes, qui s'appelaient eux-mêmes la « task force » dans les couloirs de l'Assemblée nationale, était totale-

ment dévouée au premier ministre. Pour faire un essai de voix, dimanche soir, au QG de campagne, avant d'intervenir sur une chaîne de télévision, l'un d'eux a eu cette réflexion : « On va essayer de survivre. » Non loin de là, une jeune militante constatait : « Ils ont sorti Séguin du placard, il y a trois jours. Ça ne pouvait pas marcher. La droite s'est sanctionnée elle-même, dimanche dernier. »

« UNE PAGE EST TOURNÉE »

Bien que très populaire chez les militants, M. Séguin avait considéré, en octobre 1995, cinq mois seulement après l'élection présidentielle, qu'il ne pouvait pas aller à l'affrontement avec M. Juppé, lors de la désignation du successeur de Jacques Chirac à la tête du RPR. Sauf à précipiter les échéances, comme les statuts le prévoient, les prochaines assises nationales du RPR n'auront lieu qu'en 1998. Le débat pourra-t-il attendre un an ? C'est peu probable. Dès lundi matin, l'état-major balladurien devait se réunir. Plusieurs hypothèses, de ce côté-ci, sont envisagées : une véritable rénovation du mouvement, une réorganisation des deux formations de la majorité, voire la constitution d'un pôle libéral. Il faudra aussi compter avec Charles Pasqua, cofondateur du mouvement, qui n'a jamais fait mystère que, le moment venu, il faudrait refonder un autre parti.

Au soir du second tour, les têtes se sont aussi échauffées à l'UDF. Le bureau politique devait se réunir dès lundi matin. Son président, François Léotard, s'est certes voulu aussi exemplaire, à l'égard de M. Juppé, dans la défaite, qu'il

l'avait été au cours de la campagne. Rendant hommage à la « détermination » d'un premier ministre auquel l'histoire « rendra raison », il a affirmé la « solidarité » de l'UDF avec M. Chirac, qu'elle se promet d'aider « dans sa tâche jusqu'à la fin de son septennat ». En revanche, les pôles libéral et centriste de la confédération ont manifesté des velléités de remettre en question l'organisation actuelle de la majorité, et donc de l'UDF. François Bayrou, président de Force démocrate, veut éviter de parler d'*« implosion »*, mais il a souhaité que la majorité sortante construise « des forces politiques nouvelles ».

Le président délégué de l'UDF a ainsi souhaité que, dans le futur, la droite permette l'expression de ses trois courants politiques : gaulliste, libéral et centriste. L'une des manières de faire entendre le pôle cen-

triste, déjà expérimenté dans le passé, pourrait consister à créer un groupe indépendant à l'Assemblée nationale. Force démocrate en a la possibilité, puisqu'elle conserve quarante-trois élus au Palais-Bourbon.

Cette décision, toutefois, ne ferait sans doute pas l'unanimité. Claude Goasguen, nouveau député de Paris, secrétaire général de FD et de l'UDF, y est hostile. « La vocation de Force démocrate est l'élargissement, pas l'enfermement », fait-il valoir. De fait, cette stratégie constituerait un changement de cap pour M. Bayrou, qui ambitionnait de conquérir, à partir de sa propre compositrice, l'ensemble de la confédération. D'autant que les centristes ont mieux résisté que le Parti républicain, dont les effectifs, qui étaient de quatre-vingt-un avant la dissolution, ont fondu presque de moitié

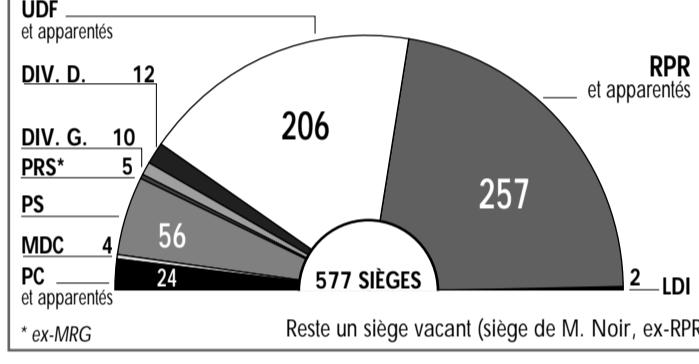
dans la nouvelle Assemblée. Les centristes pourraient donc avoir intérêt à faire prévaloir leurs forces.

A l'autre extrémité de l'UDF, Alain Madelin a dressé un constat qui l'éloigne un peu plus de ses anciens amis. La majorité sortante n'exprimant pas toujours ses propres convictions, l'ancien ministre a jugé, dimanche, qu'*« une page est tournée »*. Il « retrouve sa liberté » pour défendre ses idées. Comment ? La constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale requiert un minimum de vingt députés. Or M. Madelin a perdu quelques-uns de ses amis dans la bataille. Si les marges de manœuvre semblent étroites à l'UDF, M. Léotard devra tenir compte de ces aspirations au renouveau.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

L'Assemblée dissoute

RÉPARTITION DES 576 SIÈGES AU 21 AVRIL 1997



Sept ministres battus, seize élus parfois sans gloire

IL Y A les battus, bien sûr, mais aussi ceux qui ont été élus sans gloire dans des circonscriptions où ils faisaient d'habitude des scores bien supérieurs. Pour les vingt-trois ministres sortants qui se présentaient (sur trente-deux), le second tour des législatives a été à l'image des résultats de l'ensemble de la droite : périlleux et, pour certains, catastrophique. Huit ministres ont été éliminés : sept ont été battus et un – Pierre Pasquini (anciens combattants) – avait décidé de ne pas se représenter à l'issue du premier tour. Seize ministres ont été élus, auxquels s'ajoute Alain Juppé, réélu à Bordeaux.

Jacques Toubon, ministre de la justice, symbolise, à lui seul, cette défaite de la droite, puisqu'il a été battu à Paris (48,53 %), dans une circonscription où il avait toujours été élu, difficilement, depuis 1981. Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi, n'a pas retrouvé le siège gagné en 1993 (44,98 %) et Corinne Lepage (environnement) a été battue (45,49 %). Dans la capitale, seul Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, échappe à l'hécatombe, puisqu'il a été réélu dès le premier tour, non

plus que Michel Barnier en 1988 et 1993. Plusieurs membres de l'équipe de M. Juppé sont certes réélus, mais sans faire des scores de 1988 ou de 1993, comme François Bayrou, ministre de l'éducation, dans les Pyrénées-Atlantiques, avec seulement 50,92 % des suffrages. Charles Millon (défense) et Hervé de Charette (affaires étrangères) ont été réélus, respectivement dans l'Ain (55,41 %) et dans le Maine-et-Loire (62,12 %), mais au second tour, contrairement aux deux scrutins précédents. En Savoie, avec 53,87 % des voix, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, a fait beaucoup moins bien que Michel Barnier en 1988 et 1993.

Guy Drut (jeunesse et sport) est réélu en Seine-et-Marne (45,31 %) dans le cadre d'une triangulaire RPR-PS-FN, ainsi que Jean-Louis Debré (intérieur) dans l'Eure (53,65 %), Philippe Douste-Blazy (culture) dans les Hautes-Pyrénées (52,85 %) et François Fillon (poste et télécommunications) dans la Sarthe (52,73 %). Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, garde sa circonscription de Haute-Loire (54,71 %) avec près de trois points de plus qu'en 1993, mais il est en net recul par rapport à 1988.

François d'Aubert (recherche) conserve sa circonscription de Mayenne (53,63 %), Philippe Vasseur (agriculture) est réélu dans le Pas-de-Calais (53,42 %), Dominique Perben (fonction publique) de justesse en Saône-et-Loire (51,03 %) et Jacques Godfrain (coopération) dans l'Aveyron (56,17 %). Frank Brottra (industrie) retrouve son siège dans le même département (60,60 %), tandis qu'Anne-Marie Idrac (transports), dont c'était le baptême du feu, a été brillamment élue dans les Yvelines (69,88 %).

Jean-Michel Bezat

A Marseille, les bonheurs de Jean-Claude Gaudin

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Il est 21 h 50 dans le magnifique bureau du maire de Marseille. Jean-Claude Gaudin, visage rayonnant et verbe haut, évoque « la situation nationale de défaite », mais dit son « importante satisfaction », car ses amis ont gagné : Jean Roatta (UDF), Roland Blum (UDF), Guy Tessier (UDF) et Renaud Muselier (RPR), rescapés de triangulaires délicates, sans oublier Jean-François Mattéi (UDF), très net vainqueur d'un duel droite-extrême droite avec 79,24 % des voix. Les raisons de cette exception marseillaise tiennent, selon l'ancien ministre de la ville, à quelques raisons simples : « Depuis huit jours, j'entends qu'il faut faire de la politique autrement. Eh bien (...) les Marseillais ont reconnu le travail accompli par des élus de terrain qui sont des hommes de conviction, des hommes d'honneur, à qui on ne peut rien reprocher (...) et des élus de proximité. »

« Et maintenant, on va boire un coup », lance-t-il en se levant. Débarque Renaud Muselier, qui dépasse le candidat socialiste de 355 voix sur 32 165 suffrages exprimés. Il arrive de sa permanence qui vient de vivre trois heures d'attente insoutenable. Le jeune député sortant et reconduit jubile et ne trouve rien d'autre à dire que « On a gagné ! ». Dans cette étrange euphorie, ces faibles mots suffisent.

La joie de la droite marseillaise est d'autant plus grande qu'arithmétiquement la plupart de ses candidats étaient pris dans des ballottages défavorables au terme du premier tour. L'addition des voix du PS, du PC et des divers gauche plaçait le maire de secteur Jean Roatta dans une posture quasi désespérée dans la 3^e circonscription. Une campagne acharnée entre les deux tours, un travail intense de mobilisation vers des abstentionnistes les a sauvés. De plus, certains électeurs égarés qui avaient manifesté au premier tour un agacement contre la politique gouvernementale sont rentrés au bercail. Exemple parmi d'autres, les professionnels de la santé, singulièrement des médecins que Renaud Muselier, lui-même médecin, a systématiquement fait appeler entre les deux tours à l'aide des annuaires de la profession.

Claude Bertrand, directeur de cabinet du maire et connaisseur exceptionnel de la carte électorale marseillaise, estime que l'implantation de la droite est stable et à peu près définitive dans la ville ; selon lui, la droite classique est capable d'endiguer le FN, qui est apte à capter le vote protestataire mais incapable de franchir le saut qui lui permettrait de venir aux affaires.

Michel Samson

Philippe Séguin, grognon : « J'ai eu trois jours... »

ÉPINAL

de notre envoyée spéciale

« Je ne veux pas jouer les pythies, mais ça me paraît plié. » Philippe Séguin, dimanche soir, cache sous un sourire l'amère satisfaction du décret. Sa réélection dans les Vosges, la cinquième en dix-neuf ans, n'est qu'une maigre consolation. Son suppléant, Jean-Luc Cuny, plaisante : « Je vais pouvoir me remettre au golf. » Puis se reprend, sérieux : « Il faut faire tout péter au RPR. Et tout de suite ! » Dans les studios d'Image Plus, la chaîne locale, Philippe Séguin n'a pas dit autre chose : « Avec tous ceux qui partagent la même conception de la France, et de la France dans l'Europe, pour préparer d'autres lendemains, je suis déterminé, définitivement déterminé, à en créer les conditions politiques. »

NOUS MANQUONS DE COHÉRENCE

Dans l'après-midi, lors d'un match de football amical opposant l'équipe d'Epinal à celle de Metz, il avait commenté, grinçant : « Nous manquons de cohésion... Des garçons qui jouent pour la première fois ensemble. » A la soixante-septième minute, Epinal égalise. Un but partout. « La cohésion a été trouvée. Bien tardivement ! » Aux questions sérieuses, il ne répond guère. Quelques grognements – « J'ai trois jours... » –, beaucoup de pirouettes et un formidable scepticisme : « Pas la peine de rêver... »

Le temps s'est couvert. Il faut repartir avant la fin du match. Un jeune homme l'encourage : « Alors, monsieur Séguin, en forme pour prendre... » Il s'arrête, intimidé. Le maire d'Epinal a souri en haussant les épaules d'un geste fataliste. A l'évidence, il s'attendait à une victoire. Il n'a pas été déçu. Dans la ville déserte, après l'annonce des résultats, ses derniers supporters ne désespèrent pas : « Après tout, il valait mieux laisser passer ce train-là. Philou, il peut viser autre chose que premier ministre. »

Véronique Maurus

Les propos divergents des dirigeants du RPR et de l'UDF

LES DIRIGEANTS de la droite se sont exprimés, dimanche 1^{er} juin, après l'annonce de leur défaite. Voici des extraits de leurs déclarations.

● Philippe Séguin (RPR) :

« C'est tout notre système politique qui est en crise. Cette réalité ce soir s'impose à tous, vainqueurs et vaincus. (...) Je suis

résolu à mettre toutes mes forces au service de mon pays, dans l'opposition parlementaire, (...) avec tous ceux qui partagent la même conception de la France, de la France dans l'Europe, pour préparer d'autres lendemains. Je suis définitivement déterminé à en créer les conditions politiques. »

● Alain Juppé, président du RPR :

« Je souhaite maintenant bonne chance à ceux qui vont à présent gouverner la France, et je souhaite bonne chance à la France (...). Il nous faut maintenant analyser les raisons de cet échec, et en tirer toutes les conséquences. Il nous faut entamer la reconstruction d'une force politique capable

de porter des idées auxquelles croient des millions de nos compatriotes. »

faite que se préparent les victoires. »

● Valéry Giscard d'Estaing (UDF) :

« Pendant toute cette campagne, peut-être avons-nous commis des erreurs, nous les reconnaissons le moment venu. (...) Nous devrons demander à ceux qui gouverneront la France de faire très attention à ne pas causer de très graves dommages, notamment à la situation européenne de la France. (...) Je souhaite que les nouveaux dirigeants épargnent à la France des dommages inutiles. (...) Nous, nous serons naturellement toujours là pour espérer qu'un jour, l'espérance nous reviendra. »

● François Léotard, président de l'UDF :

« La République française a un problème d'institutions. On ne peut pas se permettre de rouler d'un bord sur l'autre à chaque élection (...). Il y a une réflexion à conduire sur ce point. On a un problème d'organisation de ce qui était jusqu'à ce soir la majorité (...). On ne peut pas continuer comme ça (...). Il y a un courant républicain gaulliste, un courant libéral et un courant démocrate, c'est-à-dire du centre. On a besoin de l'expression de ces trois courants-là (...). Je ne parle pas d'implosion mais de construction. On a besoin de construire des forces politiques nouvelles. Ayons le courage de poser le problème de notre organisation. (...) Ce sont les soirs de dé-

A Paris, Jean Tiberi est réélu mais Jacques Toubon est battu

La gauche prend sept sièges à la droite

La droite parisienne fait bloc derrière le maire de la capitale, Jean Tiberi, qui conserve son siège. Au regard de la poussée nationale de la gauche, elle se félicite de n'avoir

laissé au Parti socialiste que sept nouveaux sièges. Ces derniers s'ajoutent aux deux déjà détenus par la gauche dans une ville qui compte vingt et un députés.

JEAN TIBERI a sauvé son siège, dimanche 1^{er} juin, et ceux qui, au sein de la majorité municipale, fourbissaient déjà leurs armes contre lui sont rentrés dans le rang. Du moins le temps d'une soirée électorale intense et tendue. Avec 53,52 % des voix au second tour, le maire de Paris frôle son score de 1993 (53,66 %), obtenu, cette année-là, dès le premier tour. L'avertissement a été sévère pour le député de la 2^e circonscription, toujours élu au premier tour depuis son entrée à l'Assemblée nationale en 1968, excepté en 1973. Le soulagement a été à la mesure de l'inquiétude d'une campagne d'entre-deux-tours particulièrement difficile pour le premier magistrat de la capitale.

Dimanche soir, la perte de sept sièges – s'ajoutant aux deux que la gauche détenait depuis 1993 – par la droite parlementaire à Paris était commentée par le proche entourage du maire comme un résultat moins mauvais que ceux de cette même droite au plan national. De fait, Paris et l'Île-de-France ont mieux résisté que le reste de la France à la vague de gauche. Edouard Balladur lui-même, lors d'une courte apparition à l'Hôtel de Ville, a déclaré que les résultats parisiens étaient « bien meilleurs que ce qu'on avait dit ». M. Tiberi, lui, avait choisi la ligne la plus neutre en déclarant : « A Paris, les résultats que nous constatons sont le reflet des résultats nationaux. » Quant à son propre résultat, il l'attribue à « la reconnaissance de [son] intégrité » que « les électeurs des 5^e et 6^e arrondissements qui [le] connaissent bien [lui] ont à nouveau exprimé » (lire ci-contre).

Autour de lui, pour une prestation destinée à montrer aux télévisions la

cohésion de la droite parisienne, se tenaient, lors de cette déclaration, Jacques Dominati, président de l'UDF Paris et du groupe UDF au Conseil de Paris, et Roger Romani, président du groupe RPR. Il n'empêche que, dans les rangs de l'UDF parisienne, certains se sont montrés en désaccord avec cette interprétation, parlant même d'un risque d'« autodéfense » pour les prochaines municipales si les élus RPR et UDF ne se livraient pas à une redistribution en profondeur de la donne politique parisienne.

Si redistribution il y a, ce ne sera pas au profit de l'ancien ministre de la justice, Jacques Toubon. Le principal rival de M. Tiberi à la mairie, lorsque fut ouverte la succession de Jacques Chirac, a été battu séchement par le socialiste Serge Blisko (51,46 %). Une de ses proches, Anne-Marie Couderc, a subi le même sort face à Jean-Marie Le Guen (55,01 %), premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris, dans une circonscription, il est vrai, favorable à la gauche.

« REVERS POLITIQUE »

La défaite de M. Toubon a encore plus alimenté les commentaires que la réélection de M. Tiberi. « Il y a des défaites qui font très mal au cœur. M. Toubon va beaucoup manquer à Paris et à l'Assemblée nationale », a déclaré Pierre Lellouche, nouveau député RPR de Paris. « La catastrophe, sur Paris, c'est que Jacques Toubon ait perdu. J'ai de la peine, c'est une profonde injustice », a repris en écho Claude Goasguen (UDF-FD), ancien suppléant de M. Toubon dans la 9^e circonscription, désormais élu dans la 14^e.

M. Goasguen, secrétaire général

de l'UDF au plan national, estime que le rapport de douze députés pour la droite contre neuf à la gauche est « un revers politique à Paris ». « Ce n'est pas plus alarmant qu'ailleurs », se reprend-il aussitôt, exprimant au passage sa satisfaction que « M. Tiberi ait été réélu dans sa circonscription ». « Son poste de maire n'est pas remis en cause », a-t-il précisé. Jacques Dominati s'est gardé de toute déclaration, même une fois confirmée la réélection de son fils Laurent, par 234 voix d'avance, dans la 1^e circonscription.

M. Tiberi réélu, chacun retrouve ses marques habituelles. L'UDF, forte de trois députés au lieu de quatre sortants, souligne sobrement, par la voix de M. Goasguen, que « cette bataille politique a montré que certains changements sont nécessaires dans la gestion de Paris ». Désormais, même le plus solide des fiefs de l'ancienne chiriquiste apparaît à portée de main de la gauche. « Il faut repartir, retravailler pour convaincre les Parisiens que nos positions sont les bonnes », poursuit Mme Couderc, qui attribue sa défaite au mouvement national de rejet de la droite parlementaire, et en aucun cas à un « effet Tiberi ». « Il ne faut pas confondre législatives et municipales », reprend M. Toubon, qui, interrogé sur ce même « effet Tiberi », se refuse à « exprimer une position particulière envers telle ou telle personne ».

La victoire de la gauche est d'une telle ampleur au niveau national que la droite parisienne, à chaud, préfère compter ses sièges et se satisfaire d'une même voix d'en conserver douze sur vingt et un.

Pascale Sauvage

Des socialistes émettent des doutes sur la régularité du succès du maire

Jean Tiberi affirme que son intégrité a été « reconnue » par les électeurs de la 2^e circonscription, qui l'ont réélu avec 2 710 voix d'avance sur sa concurrente, Lyne Cohen-Solal

UN COUPLE d'électeurs de Rueil-Malmaison s'est déplacé place du Panthéon « pour savourer le symbole ». Des jeunes socialistes commencent à se chauffer la voix en

REPORTAGE

« Ici, c'est chez nous, c'est notre village. Prenez Matignon, nous, on garde le 5^e »

imitant les trémolos de Charles de Gaulle : « Paris outragé, Paris bafoué mais Paris libéré ! » Une rose rouge a été accrochée à une barrière de sécurité. Les bons résultats du premier tour de Lyne Cohen-Solal, la candidate du PS, conjugués aux estimations nationales, laissent espérer. A 20 heures, les partisans du maire de Paris ont la mine des jours sombres. Seule Odette, retraitée, semble affirmative ; elle le dit à ses copines : « Je le sais, je l'ai vu cet après-midi, Jean-Jean est à 52 %. » « Oui, c'est vrai. Toi, tu le sais », se rassure l'une d'elles, qui explique qu'Odette lit dans une boule de cristal. « Les gens sont vraiment trop méchants, s'indignent les vieilles dames. Quelle est cette époque ? C'est l'Inquisition. Les magistrats se prennent pour l'archange du Jugement dernier. »

Les premiers résultats arrivent, les écarts sont serrés. Des voitures de police, gyrophares allumés, traversent à toute vitesse la place du Panthéon. Des jeunes leur crient : « Emmenez Tiberi, emmenez Tiberi ! » Sur les affiches électorales du maire, on a collé, entre les deux tours, la liste d'un comité de soutien présidé par Jean Dutourd, avec entre autres Claudia Cardinale, le recteur

de la Mosquée de Paris, un Compagnon de la chanson.

Des assesseurs socialistes entrent, le visage grave. A l'intérieur de la mairie, ces derniers refusent de signer les procès-verbaux entérinant les résultats. Les premières estimations donnent une légère avance à Jean Tiberi. Ce n'est qu'une demi-surface. « Depuis trente ans, ça ne change pas », se lamentent des habitants du Quartier latin. Les socialistes confirment publiquement des soupçons d'irrégularité dans les bureaux de vote n° 21, 23, 34, avec des écarts, qu'ils estiment « surprenants », de 500 voix. « Ce sont des quartiers où l'on trouve beaucoup de résidences de personnes âgées. Leur a-t-on fait peur en invoquant une fermeture de leur établissement si Tiberi n'était pas élu, comme cela nous a été rapporté ? », s'interroge Alain Morell, candidat suppléant de Lyne Cohen-Solal. « Plusieurs assesseurs ont vu des personnes âgées, accompagnées, entrant dans l'isolement avec un seul bulletin à la main », précise-t-il.

Se pose également le problème, soulevé par *Le Canard enchaîné*, des fausses domiciliations de plusieurs milliers d'électeurs dans le 5^e arrondissement.

RÉSULTATS PROVISOIRES

L'arrivée de Lyne Cohen-Solal est acclamée par des jeunes à qui l'on a refusé l'entrée dans la mairie. « Tiberi, sans Toubon, c'est tout droit la prison », crient-ils. Devant le Panthéon, la candidate socialiste déclare seulement : « J'ai fait campagne pour dénoncer certaines pratiques dans cette circonscription. Je constate que ces pratiques n'ont pas changé. Nous allons continuer », espérant que « la démocratie légale va un jour s'installer

ici ». Un jeune socialiste ouvre une bouteille de champagne. Un militant lui suggère de faire chanter *L'Internationale*. « Non, pas *L'Internationale* ! », s'offusque-t-il. Lyne Cohen-Solal boit maladroitement une gorgée « à la gauche ».

Dans la salle des fêtes, les partisans du maire de Paris commencent à être soulagés : « La rumeur est bonne. » Certains reprennent assez d'assurance pour lancer aux rares sympathisants socialistes qui ont pu entrer : « Qu'est-ce que vous faites là ? Vous voyez, ici, c'est chez nous, c'est notre village. Prenez Matignon, nous, on garde le 5^e. » Des militants tentent de donner un parfum de victoire en scandant « Tiberi ! Tiberi ! ». Quelques Parisiens ajoutent « corruption ! » ou « en prison ».

A 23 heures, le maire du 5^e, Jean-Charles Bardon, annonce des « résultats provisoires mais qui seront confirmés demain » : 17 950 voix pour Lyne Cohen-Solal, 20 660 pour Jean Tiberi. Le maire de Paris monte sur l'estrade, acclamé ou insulté. « Les habitants du Quartier latin m'ont donné le témoignage de leur fidélité. Ils ont aussi exprimé la reconnaissance de mon intégrité [...] », déclare-t-il. J'en suis, chers amis, d'autant plus heureux que j'ai été victime depuis des mois d'attaques et de calomnies inqualifiables, et notamment par ceux qui, dans les domaines qu'ils ont évoqués, devraient faire acte de pudeur. » La salle des fêtes entend *La Marseillaise*. Une vieille dame apprend que la gauche est devenue majoritaire à l'Assemblée : « Mais on m'a dit toute la soirée qu'on avait gagné », s'étonne-t-elle, contrariée.

Dominique Le Guilledoux

Mesdames et Messieurs les Députés

Le transport public est-il une priorité ?

Vous êtes aujourd'hui élus députés et, dans vos programmes respectifs, vous avez tous reconnu le transport public comme une priorité. Vous avez la conviction que faciliter la mobilité des hommes est une des conditions de la cohésion sociale, de la qualité de vie des citoyens et du développement du territoire.

Or l'année 1996 aura fait clairement apparaître la situation paradoxale du transport public. Confronté à une crise grave - baisse ou stagnation de la fréquentation, problèmes de sécurité -, jamais il n'a été autant plébiscité : filière créatrice d'emplois, protection de l'environnement, solution reconnue de tous les spécialistes pour le développement urbain, la qualité de la vie et la solidarité du territoire... et 89 % des citoyens estiment qu'il est « l'avenir des villes » (enquête SOFRES d'octobre 1996). Force est de constater que le développement du transport public est au cœur des grandes questions qui font l'objet du débat politique national et qui donneront lieu, dans les mois et années à venir, à des orientations de politique générale et à des projets ou propositions de loi.

L'emploi : développer le transport public, c'est développer l'emploi.

Toute augmentation de l'offre de transport public génère des emplois nouveaux à durée indéterminée et non délocalisables : emplois de conduite, mais aussi nouveaux emplois de services aux voyageurs permettant d'améliorer la qualité des prestations offertes et donc la fréquentation. Rappelons que

l'emploi dans les entreprises de transport public s'est accru de 1 % par an depuis 10 ans mais que 1996 marque à cet égard un retournement de tendance avec une baisse de 0,2 %.

La sécurité : assurer la sécurité des voyageurs et des salariés du transport public.

C'est le problème le plus urgent auquel les entreprises et leurs salariés sont confrontés. Il n'y aura pas de progression de la fréquentation si les voyageurs n'ont pas la garantie d'être transportés « en toute sécurité ». Il y a risque de dégradation de l'offre de transport si les salariés des entreprises n'ont pas l'assurance qu'ils peuvent exercer leur métier « en toute sécurité ». Les entreprises de transport et leurs salariés sont déjà largement engagés dans des actions préventives en partenariat avec les milieux associatifs et les collectivités locales.

Mais il n'y a pas de prévention efficace sans des mesures efficaces en matière de police et de justice, qui relèvent des pouvoirs régaliens de l'Etat. Le transport public, comme l'école, parce qu'il est des services publics et des lieux de socialisation, doivent être particulièrement protégés.

L'environnement : le transport public préserve la santé publique.

En produisant dix à vingt fois moins de gaz toxiques que la voiture par personne transportée, le transport public limite les conséquences de la congestion urbaine et constitue une alternative à la voiture particulière. Les pays

de l'Europe du Nord nous donnent l'exemple avec un taux de fréquentation du transport public deux à trois fois supérieur au nôtre et un taux d'équipement des ménages en voiture particulière égal ou supérieur au nôtre.

Le développement du transport public va de pair avec l'usage rationnel et raisonnable de la voiture.

La qualité des services publics : le transport public apporte des solutions rationnelles aux déplacements, à des coûts raisonnables pour la collectivité.

Depuis des années les entreprises de transport public s'adaptent : elles ont innové pour proposer une offre flexible qui répond à la morphologie complexe des agglomérations, à l'individualisme des comportements de déplacement et à la désynchronisation des rythmes de vie. Mais elles ont aussi mesuré l'impact désastreux sur le plan financier et commercial d'une évolution urbaine non maîtrisée.

S'il y a aujourd'hui un problème de transport public, c'est d'abord en amont un problème lié à des incohérences dans les choix de planification urbaine et d'aménagement du territoire. En densifiant et en structurant les espaces éclatés, le transport public contribue à redonner sa cohésion au territoire et à la ville, à retrouver les repères identitaires nécessaires.

formation des voyageurs est améliorée, en organisant les correspondances les temps d'attente sont réduits, des solutions simplifiées de tarification sont possibles. Si l'ensemble des entreprises de transport public s'est d'ores et déjà engagé dans cette voie de l'intermodalité, sa mise en oeuvre ne sera effective qu'avec la volonté des différents niveaux d'autorités responsables - Etat, régions, départements, collectivités locales - de se coordonner et de prendre ensemble les décisions nécessaires.

La lutte contre l'exclusion : le transport public favorise l'intégration.

50 % des ménages qui vivent dans les quartiers sensibles ne possèdent pas de voiture particulière. En redonnant à tous les citoyens le droit d'accès aux équipements collectifs, aux emplois, aux loisirs, en permettant aux quartiers d'être mieux reliés entre eux et au centre-ville, le transport public favorise l'intégration des banlieues. Un bon niveau d'équipement en transport collectif contribue à la requalification du cadre de vie et à la renaissance du lien social.

La construction européenne : le transport public accroît la compétitivité des territoires urbains.

La bonne desserte d'une agglomération facilite son développement économique : la qualité des transports publics compte à égalité avec les équipements scolaires et universitaires dans le choix des investisseurs et celui des implantations d'entreprises. C'est un avantage concurrentiel décisif dans la compétition européenne.

Pour cette raison, l'Union des Transports Publics a déjà pris position au niveau européen pour défendre un modèle de service public qui préserve l'intérêt général. Mais elle doit impérativement être soutenue dans son action par la représentation nationale tant à Bruxelles qu'à Strasbourg.

Les entreprises de transport public réunies au sein de l'Union des Transports Publics ont la conviction que la cohésion sociale de notre pays et sa compétitivité au sein de l'Europe se jouera à l'échelle des villes, des communautés urbaines, des bassins de vie. Elles mesurent ainsi l'urgence d'inscrire pour les cinq ans à venir les problèmes de mobilité dans une perspective globale et cohérente.

L'avenir des transports publics est indissociable du développement durable des villes et des territoires. Vous avez, Mesdames et Messieurs les Députés, une part importante de responsabilité dans les choix qui seront faits.

L'ensemble des entreprises de transport public s'engage à vous soutenir dans les politiques que vous inspirerez et les actions que vous conduirez.

L'Union des Transports Publics

L'Union des Transports Publics est l'organisation professionnelle nationale qui regroupe l'ensemble des entreprises de transport public urbain de voyageurs. UTP - 5-7, rue d'Aumale - 75009 Paris.

Jean-Marie Le Pen réclame à nouveau la démission de Jacques Chirac

Le FN veut rassembler « tous ceux qui ne se sentent pas bien, notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF »

Avec finalement un seul élu à l'Assemblée nationale, le Front national a accusé, dimanche 1^{er} juin, une perte de voix par rapport au premier

tour. Mais, en maintenant au second tour quasi systématiquement ses candidats face à la droite parlementaire, le parti de Jean-Marie Le Pen a

marqué des points dans sa stratégie de briser la majorité sortante, avec l'espoir de récupérer les mécontents.

EN TRINQUANT, dimanche soir 1^{er} juin, « à la santé de Jean-Marie Le Chevallier » – le maire de Toulon (Var) qui venait d'emporter le seul et unique siège de député que le Front national occuperait dans la nouvelle Assemblée –, Jean-Marie Le Pen accusait le coup. A force de voir son entourage en rêver, il avait fini par croire à une poignée d'élus lépénistes qui auraient fait la pluie et le beau temps au Palais-Bourbon.

Les hommes et les femmes en qui le parti d'extrême droite avait placé ses espoirs ont échoué, parfois même sans atteindre leurs scores de 1993. Le premier d'entre eux, le délégué général du parti, Bruno Mégré, a obtenu 45,89 % des suffrages, alors qu'il atteignait les 49,52 % il y a quatre ans. De même, Marie France Stirbois, qui, une fois encore, affrontait en duel Gérard Hamel (RPR), recueille 43,81 % des voix contre 49,86 en 1993. Quant à Marie-Caroline Le Pen, arrivée en tête dimanche 25 mai, elle accuse une perte de 840 voix. Elle se demandera sans doute longtemps si elle ne doit pas sa défaite à l'affrontement physique,

vendredi 30 juin, entre son père et la candidate socialiste, heureuse gagnante du deuxième tour. Autre vaincu, le maire d'Orange (Vaucluse), Jacques Bompard.

Un grand nombre de candidats du Front national accusent une perte de voix entre les deux tours. Et les soutiens accordés à des représentants de la droite n'ont pas toujours marché. Le « baiser » lépéniste a ainsi tué au moins deux députés, Lucien Brenot (LDI-CNIP) en Côte-d'Or, en faveur duquel Charles Calvin (FN) s'était désisté, et Yves Bonnet (UDF-PPDF) dans la Manche. De même, si le FN peut penser avoir contribué à la perte de Michel Hannoun (RPR) ou de Gérard Longuet (UDF-PR), il n'a pas pu empêcher l'élection de Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg.

Il y a deux façons d'apprécier le poids du Front national. En s'arrêtant sur son seul et unique élu ou en retenant les 15 % de voix obtenues au premier tour. Force est de constater qu'avec ce score le parti de Jean-Marie Le Pen a pu provoquer soixante-seize « triangulaires » et

contribuer, en se maintenant systématiquement, partout où il pouvait le faire, à la défaite de la droite. Rejeté par les partis traditionnels, qui accusent ses responsables de racisme et de xénophobie, le FN a appliqué la stratégie du « sortons les sortants » dans l'espoir de casser la droite et de récupérer les mécontents. « Nous assistons à l'implémentation du bloc RPR-UDF », commentait, au soir du second tour, Jean-Yves Le Gallou, et la faute en revient, selon M. Le Pen, à la majorité, qui « recueille les fruits de sa diaabolisation du Front national et de sa stratégie de "front républicain" ».

Ne perdant pas de temps, le président du parti d'extrême droite a demandé la démission du président de la République, qui a été « battu deux fois, à la majorité des suffrages exprimés au premier tour et à la majorité de députés du second tour ». Dans ce scrutin, les Français ont montré, selon lui, qu'ils désapprouvaient la politique de M. Chirac et n'acceptaient pas de lui donner un « blanc-seing pour l'Europe ». Il a ensuite lancé un « appel au regroupement [avec le Front national] des forces saines de la population pour définir une politique nouvelle : populaire, sociale et nationale ». Appel que Bruno Mégré lançait de son côté « à tous ceux qui ne se sentent pas bien [...] notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF [...] », électeurs, cadres ou élus, à se retrouver autour d'un rassemblement nouveau qui peut se faire sur la base de ce que le Front national a déjà construit », car, selon lui, « la pitoyable défaite du RPR-UDF » augure « une recomposition politique de grande envergure ».

« Il y aura un troisième tour avec les régionales et les cantonales », faisait remarquer le secrétaire général, Bruno Gollnisch. Et le FN entend peser de tout son poids dans ces scrutins. Il espère d'ailleurs emporter au moins la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En attendant, Jean-Marie Le Pen se repaît du retour de la gauche, qui, il en est persuadé, représente, en cas d'échec, le scénario le plus favorable pour son parti.

Christiane Chombeau

Le maire de Toulon entend parler au nom de 4 millions de Français

M. Le Chevallier sera le seul député lépéniste

TOLON

de notre correspondant

Dans le grand hall du quatrième étage de la préfecture du Var, transformé en salle de presse, le préfet, Jean-Charles Marchiani, affirme : « Il y aura deux députés du Front national. » « Dont un dans le Var », risque un journaliste. Le préfet ne s'arrête pas à cette remarque. M. Marchiani est en joie à l'idée de « passer enfin dans l'opposition ». « On va pouvoir castagner », promet-il.

En réalité, la victoire du maire, Jean-Marie le Chevallier, dans la première circonscription de Toulon, donnera au Front national son seul député dans la nouvelle Assemblée. A la mairie, où l'on n'est pas encore sûr, alors, de ce résultat, l'ambiance est moins détendue qu'à la préfecture. On vit dans l'expectative jusqu'aux alentours de 20 h 30, heure à laquelle les pourcentages indiqués par les bulletins dépouillés deviennent fiables. On évoque le score très honorable de François Léotard, qui s'est sérieusement redressé avec près de 63 % des suffrages, mais « le Var, c'est Toulon », se lamente à l'extérieur un responsable du PR pour lequel « la messe est dite ».

« ÉTHIQUE ET MORALE »
Le ton est à peine différent au siège du Parti socialiste, bien que l'élection de Robert Gaïa, dans la deuxième circonscription, ne fasse pas de doute. L'ambiance est étrange : les uns se réjouissent de sa victoire mais n'osent exprimer leur joie devant les autres, qui digèrent mal le score d'Odette Casanova face à M. Le Chevallier. Ceux-là sont amers d'une défaite dans laquelle, disent-ils, la droite départementale a une lourde responsabilité.

Ils mettent en cause Hubert Falco, sénateur et président (UDF) du conseil général, pour avoir mis en balance front républicain et Front

national, ou François Léotard, qui a récusé et le Front national et le Front populaire tout en brillant par son silence entre les deux tours.

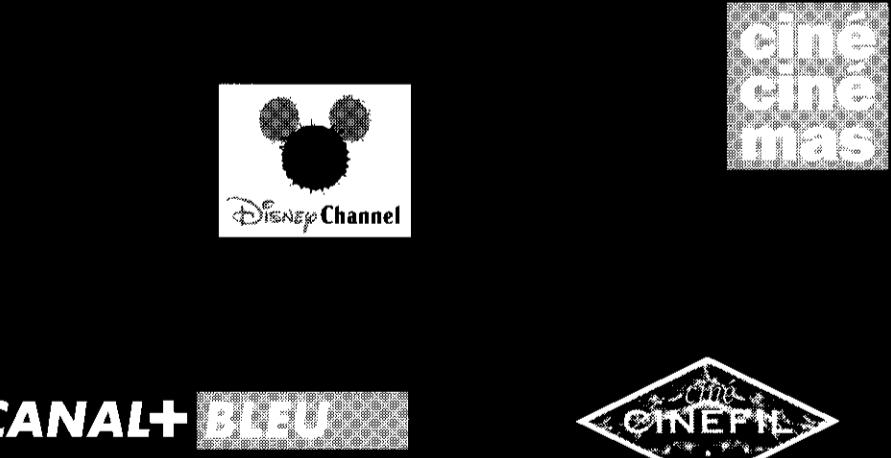
Même s'il savoure sa victoire, M. Gaïa « souhaite élire le débat ». « Il est reconfortant, dit-il, de constater qu'on peut gagner des élections à Toulon en parlant d'éthique et de morale. » Dans le même temps, cloîtré dans son bureau du deuxième étage de la mairie, M. Le Chevallier patiente en préparant quelques notes, un œil sur un écran de télévision, l'autre sur les résultats de plus en plus encourageants qui lui sont transmis. A 20 h 30, il quitte l'hôtel de ville pour la proche mairie annexe, qui se trouve sur le port, là où l'attendent une centaine de ses partisans trempés et transis de froid.

Au balcon du premier étage, il apparaît en compagnie de son épouse et adjointe, Cendrine, pour fustiger l'électeurat qui lui a échappé : « Je suis stupéfait de voir que les Français se sont donnés à nouveau à ceux qui les ont terrassés sur le plan de l'économie, de la sécurité et de l'immigration. » Et de se livrer à une attaque contre « le mode de scrutin injuste qui prive 15 % des Français d'une juste représentation à l'Assemblée nationale ». « Je devrai de ce fait, annonce-t-il, représenter 4 millions de Français à moi seul, mais notre absence de députés à l'Assemblée ne nous empêchera pas de progresser de façon importante. Le résultat de Toulon est symbolique. »

La pluie redouble, le couple Le Chevallier s'efface. M. Falco s'est montré discret. Dans un bref communiqué, il estime que « la majorité départementale a bien résisté » malgré « l'indiscipline des candidats "sauvages" à l'origine de deux échecs sur Toulon ». Le vent souffle. Les rues sont vides.

José Lenzini

NUMÉRIQUE VOICI DÉJÀ 10 BONNES RAISONS DE PRÉFÉRER LE CÂBLE.



Lyonnaise Câble lance sur ses réseaux câblés son offre de télévision numérique et, avec elle à terme, le plus grand choix de chaînes jamais offert en France. Ainsi, dès aujourd'hui, Lyonnaise Câble triple son offre de cinéma : sur le câble, vous pouvez désormais accéder en numérique aussi bien aux trois chaînes de TPS Cinéma, à CinéCinémas et CinéCinéfil, Disney Channel ou encore aux quatre chaînes de Canal + numérique et, bientôt, à tous les programmes avec paiement à la séance de Multivision et à CinéCinéfil prime et seconde. L'offre numérique de Lyonnaise Câble sera enrichie progressivement et proposera jusqu'à 70 chaînes et services d'ici à la fin de l'année. Cinéma, sport, information, découverte, jeunesse, musique : avec une simple prise câble, une seule télécommande et un seul décodeur, vous pourrez choisir entre un grand nombre de chaînes à thème, pour vivre sans contrainte vos passions.

Paris, Neuilly s/Seine, Levallois Perret, Boulogne Billancourt, Vincennes, Saint Mandé, Saint Germain en Laye et les communes environnantes, Strasbourg, Epinal, Le Mans, Orléans, Besançon, Dijon, Châlons, Clermont Ferrand, Annecy, Chambéry, Pau, Tarbes, Montauban, Menton, Cannes, Liévin.

ABONNEZ-VOUS AU
0 800 25 8000

LE NUMÉRIQUE SUR LE CÂBLE : C'EST SIMPLE, IL N'Y A PAS MIEUX.

LYONNAISE
CÂBLE

La « triangulaire » de Mulhouse a tourné à l'avantage du maire

MULHOUSE

de notre correspondant régional

« C'est la campagne la plus dure que j'ai connue en vingt ans d'élections. » Les premières réactions du maire socialiste de Mulhouse, Jean-Marie Bockel, candidat dans la cinquième circonscription du Haut-Rhin, ont de quoi surprendre après sa nette victoire contre Joseph Klifa (UDF), le député sortant, et Gérard Freulet, le représentant du Front national. Celui qui perdait son siège à l'Assemblée nationale en 1993 pour 102 voix garde les traces des « tensions fortes qui existent chez les gens ». « Même les Mulhousiens qui votent pour moi m'engueulent, c'est pourquoi la nouvelle majorité ne doit pas décevoir, autrement, je ne réponds plus de rien », explique M. Bockel.

Aux législatives, depuis 1988, il a toujours trouvé en face de lui les deux mêmes adversaires au second tour, mais cette fois M. Freulet était arrivé le 25 mai juste derrière M. Bockel, avec 826 voix de retard. Autant dire qu'il avait des chances de l'emporter. Une plus forte participation et un bon rapport des voix de gauche ont fourni au vainqueur « un succès au-delà de tout ce qu'on pouvait imaginer », commentait Michel Samuel-Weis, adjoint au maire. M. Klifa a aussi bénéficié de la mobilisation des abstentionnistes du premier tour et d'un regroupement des voix de droite, qui lui ont permis de devancer M. Freulet. Résultat que le nouveau député n'a pas manqué de saluer : « Je suis satisfait que les deux candidats républicains soient devant le Front national », a lancé M. Bockel.

Le candidat du Front national accuse M. Klifa d'avoir joué la carte d'un « front républicain déguisé », faisant ainsi allusion à l'alliance qu'avaient conclue la gauche et la droite après le premier tour des municipales de 1995. « Vous avez beaucoup d'humour », réplique l'ancien maire. Plus sérieusement, il se réjouit que la vie politique à Mulhouse ne se limite pas à « une confrontation entre le PS et le Front national ». Pugnace, M. Freulet lui « donne rendez-vous aux régionales de l'année prochaine ». M. Bockel ne relève pas ce nouveau défi et va dans le sens de M. Klifa en appelant de ses vœux un débat entre une « gauche forte » et « une droite qui se recompose ». M. Freulet veut croire qu'il n'a pas dit son dernier mot.

Au fil de la soirée, l'enthousiasme de ses partisans aidant, le maire a pris la mesure de sa victoire. L'écart de 5 342 suffrages enregistré aux dépens de M. Freulet finit par lui faire oublier ses angoisses. Il s'excuse auprès de son entourage pour tout ce qui lui a

Marcel Scotto

Emploi et rénovation de la vie politique au cœur des attentes des Français

Selon un sondage de la Sofres pour « Le Monde » et TF 1, les Français se montrent sans illusions sur les conséquences du scrutin quant à leur vie quotidienne. Mais ils attendent de la gauche, en priorité, des mesures de lutte contre le chômage et le cumul des mandats

Au soir du second tour des élections législatives, les Français portent un jugement réaliste sur le retour de la gauche au pouvoir, selon un sondage réalisé par la Sofres pour *Le Monde* et TF 1. Ainsi, pour la

grande majorité d'entre eux, la période de cohabitation qui s'ouvre place le futur premier ministre de gauche en position de chef de l'exécutif. Près des deux tiers, cependant, souhaitent que Jacques Chirac

reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat. De même, les personnes interrogées se montrent sans illusions sur la solidité du couple que vont devoir former Jacques Chirac et Lionel

Jospin : trois sur cinq sont persuadées que cet attelage ne pourra pas tenir pendant cinq ans. Sceptiques sur la capacité de la gauche de changer leur vie de tous les jours, les Français n'en fixent pas moins

clairement les mesures prioritaires qu'ils attendent, au premier rang desquelles la lutte contre le chômage, le relèvement des bas salaires et la rénovation de la vie politique.

ESPOIR MESURÉ, réalisme, lucidité : ainsi peut se résumer l'attitude des Français au soir du second tour des élections législatives qui ont ramené une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Qu'il s'agisse, en effet, du bilan de l'élection et des motivations du vote, de la cohabitation qui s'engage entre un président de la République de droite et un premier ministre de gauche – cas de figure encore inédit sous la V^e République –, ou encore de ce que les électeurs attendent de l'alternance, le jugement des personnes interrogées par la Sofres est remarquablement équilibré.

Le constat s'impose, tout d'abord, quand on analyse les raisons invoquées par les Français pour expliquer leur choix. Le vote-sancion contre la majorité sortante et l'action menée par le gouvernement d'Alain Juppé n'a été déterminant que pour 25 % des personnes interrogées. Il ne l'a pas été davantage pour les électeurs du Parti communiste du premier tour (22 %) et guère plus pour ceux du Parti socialiste (29 %) ; le

vote négatif, contre la majorité sortante, n'est dominant (42 %) que parmi les électeurs qui ont voté pour le Front national, le 25 mai. Inversement, la gauche a bénéficié, dans son électorat, d'un fort vote d'adhésion, particulièrement chez les électeurs communistes, dont 71 % déclarent avoir voulu exprimer leur « soutien aux partis de gauche ». Au total, pour l'ensemble des personnes interrogées, le vote de soutien à la gauche (30 %) est sensiblement plus fort que le vote-sancion.

De la même manière, pour les deux tiers des Français (63 %), le résultat final de ces élections législatives correspond « à ce que veulent vraiment les Français ». C'est un score encore plus fort qu'au soir des élections législatives de 1993, qui avaient pourtant provoqué un raz de marée de la droite. Ce sentiment d'adéquation entre le résultat du scrutin et le souhait des Français est même partagé par 40 % des électeurs de l'UDF et du RPR du premier tour.

La période de cohabitation qui s'ouvre – la troisième en onze

ans – n'est pas davantage de nature à plonger les Français dans l'incertitude. Ils font preuve, sur ce point, d'une grande placidité. Jacques Chirac a beau être le premier responsable de la dissolution de l'Assemblée nationale, et par conséquent de la mésaventure de sa majorité, les personnes interrogées ne semblent pas lui en tenir rigueur : 61 % d'entre elles souhaitent qu'il reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat, contre 31 % seulement (et 50 % parmi les électeurs communistes ou socialistes) qui souhaitent qu'il se démette.

ALTERNANCES À RÉPÉTITION

En 1993, près de la moitié des Français (47 %) souhaitaient le départ de François Mitterrand. De même, une majorité de personnes interrogées (48 % contre 45 % d'avis contraire) estiment que cette cohabitation sera une période plutôt positive pour la France ; elles n'étaient que 35 % au seuil de la première cohabitation, en 1986.

Cette banalisation de la coabi-

tation est un sérieux atout pour Lionel Jospin et la gauche. Si 37 % des Français estiment que Jacques Chirac reste le vrai chef de l'exécutif, il ne fait pas de doute, pour 58 % des personnes interrogées, que ce rôle revient au premier ministre socialiste. Ils n'étaient que 55 % en 1993 à faire d'Edouard Balladur le patron de l'exécutif, face, pourtant, à un chef de l'Etat affaibli à la fois par la maladie et la déroute de son camp. Il se trouve même, aujourd'hui, 49 % des sympathisants de l'UDF (contre 45 % d'avis contraire) à accorder la prééminence au futur premier ministre de gauche ; seuls les sympathisants du RPR (à 75 %) continuent à accorder le premier rôle à Jacques Chirac.

Pour autant, les Français sont lucides. Un tiers d'entre eux seulement (35 %), surtout parmi les personnes âgées de plus de cinquante ans, pensent que la cohabitation pourra durer le temps normal de la législature qui commence. Trois sur cinq, au contraire, sont persuadés qu'elle ne pourra durer cinq ans. Ce senti-

ment est évidemment partagé par 70 % des sympathisants de la droite, mais également par 55 % de ceux de la gauche. 1986 et 1993 avaient déjà accoutumé les Français à ces alternances à répétition. La situation créée aujourd'hui leur laisse encore moins d'illusions sur la possibilité que l'attelage Chirac-Jospin puisse tenir très longtemps. Et ils sont tout aussi sceptiques sur la nouvelle majorité socialiste et communiste : pour les deux tiers d'entre eux (64 %), PS et PC « ne sont pas d'accord sur la politique à mener pour le pays », même si une courte majorité (49 % contre 46 %) est plutôt favorable à l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Enfin, le résultat des élections législatives ne fait pas rêver les Français. 30 % seulement pensent que la victoire de la gauche aura des conséquences plutôt favorables sur leur « vie de tous les jours ». 21 % craignent, au contraire, des effets plutôt défavorables. Mais 46 % estiment que ce scrutin n'aura pratiquement pas de conséquences pour eux. Il faut

remonter à 1981 pour trouver une majorité de Français convaincus qu'un changement de majorité peut changer la vie.

Cela n'empêche pas les personnes interrogées de fixer clairement les priorités qu'elles attendent du futur gouvernement de gauche. Pour 70 % d'entre elles (et jusqu'à 80 % chez les moins de 25 ans), la mesure à prendre d'urgence est la création de 350 000 emplois pour les jeunes, et, pour 55 %, l'augmentation du SMIC, des bas salaires et des petites retraites. 35 % jugent prioritaire la réforme de la vie politique, à travers l'interdiction du cumul des mandats. La réduction du temps de travail apparaît beaucoup moins urgente (28 %), tout comme l'abrogation des lois Pasqua-Debré (13 %). Voilà donc Lionel Jospin prévenu : les électeurs n'attendent pas mûrs et merveilleux de la gauche. Mais ils la jugeront sur sa capacité à s'attaquer sérieusement au chômage et à rénover la vie politique.

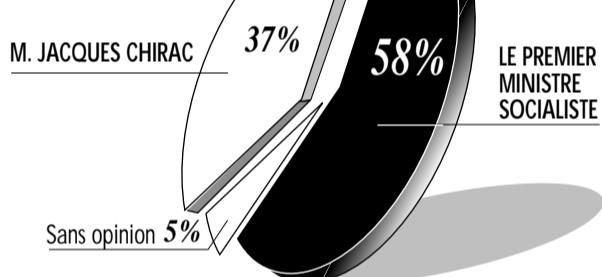
Gérard Courtois

Lionel Jospin, chef de l'exécutif

Avec la victoire de la gauche, souhaitez-vous que ...

Jacques Chirac reste président de la République	61%
Jacques Chirac démissionne	31%
sans opinion	8%

En cas de cohabitation, qui doit être le vrai chef de l'exécutif ?



Pensez-vous qu'une cohabitation entre Jacques Chirac et un gouvernement de gauche ...

pourra durer cinq ans	35%
ne pourra pas durer cinq ans	60%
sans opinion	5%

Dans votre vote aux élections législatives, qu'avez-vous voulu d'abord exprimer?

Votre soutien à Jacques Chirac et à la majorité RPR-UDF	25%
Votre volonté de sanctionner l'action menée au pouvoir par le RPR et l'UDF	25%
Votre soutien aux partis de gauche	30%
Votre opposition à la gauche	10%
Sans opinion	10%

Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles que le nouveau gouvernement de gauche devrait prendre en priorité?

L'augmentation du SMIC, des bas salaires et des petites retraites	55%
La création de 350 000 emplois pour les jeunes dans les collectivités locales et les services publics	70%
La réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures sans réduction des salaires	28%
L'arrêt des privatisations	10%
L'abrogation des lois Pasqua-Debré	13%
Le contrôle des licenciements économiques	23%
L'interdiction du cumul des mandats	35%
La renégociation de certains critères pour le passage à la monnaie unique	19%
Sans opinion	2%

Pensez-vous que le résultat des élections législatives aura sur votre vie de tous les jours, sur votre niveau de vie, des conséquences...

Plutôt favorables	Plutôt défavorables	Pratiquement pas de conséquences	Sans opinion
30%	21%	46%	3%

Réalisé par la Sofres pour *Le Monde* et TF1, ce sondage a été réalisé le 1^{er} juin à partir de 20 heures, par téléphone, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes.

AXA Patrimoine Equilibre

+15,55 % sur un an*

Voilà ce qu'on appelle une performance bien équilibrée.

Fonds Commun de Placement diversifié de la gamme AXA Patrimoine, AXA Patrimoine Equilibre répond à vos besoins de placements : obtenir une bonne performance avec une part de risques mesurés.

En choisissant AXA Patrimoine Equilibre :

- vous disposez d'une répartition équilibrée entre les différents marchés actions, obligations et monétaires
- vous déléguez votre gestion auprès des experts d'AXA
- vous bénéficiez des avantages de la gamme AXA Patrimoine : vous êtes libérés de tous soucis de gestion et vous choisissez une gestion en franchise d'impôt
- vous profitez de la puissance et de l'expertise du 2^{ème} gestionnaire d'actifs au monde (Groupe AXA-UAP)
- vous bénéficiez d'un conseil et d'un service privilégié

Pour souscrire dès aujourd'hui ou obtenir plus de renseignements :

Téléphone : 01 40 75 73 90

Télécopie : 01 40 75 73 18



Allez-y nous nous engageons

* source Micropal au 13/05/1997 (performance sur un an cumulé)

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part une documentation sur AXA Patrimoine Equilibre

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. Dom. _____ Tél. Bur. _____

A compléter et renvoyer à AXA Asset Management, Service des Placements, 16, avenue Matignon, 75008 Paris.



Le premier secrétaire peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire de dimanche est plus la sienne que celle d'un PS encore à mi-chemin de sa mutation.

Lionel Jospin, ou le refus du cynisme en politique

L'homme de la synthèse socialiste, qui a engagé la rénovation de son parti, recueille les fruits de sa ténacité

LA scène se déroule au soir du 13 mai. Lionel Jospin, qui vient de tenir un meeting à Clermont-Ferrand, ramène dans son avion Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme. Le premier secrétaire du Parti socialiste a forcé un peu sa politesse naturelle. Sans doute n'a-t-il pas oublié qu'au moment de l'élection présidentielle de 1995, ce proche de l'ancien chef de l'Etat redisait à qui voulait l'entendre : « Jospin président, ce n'est pas sérieux. »

Autour de plateaux-repas, la conversation roule péniblement. L'avion tangue sous l'orage. Non sans malice, Lionel Jospin interroge André Sainjon, radical-socialiste, sur sa cohabitation avec Bernard Tapie au Parlement européen de Strasbourg. L'ancien syndicaliste articule quelques mots. Le premier secrétaire se tourne alors vers Michel Charasse : « Je ne pardonnerai jamais qu'on en ait fait un ministre de la République. »

Lionel Jospin, c'est d'abord une certaine conception de l'action publique, d'une certaine éthique de la République. Sa rigueur est légendaire. Du coup, l'ancien candidat à la présidence de la République est souvent apparu solitaire ou, même, isolé. Après un septennat à la tête du PS, de 1981 à 1988, où il a toujours privilégié la recherche de l'unité et de la synthèse, recueillant plus de 70 % des mandats aux motions qu'il présentait ou obtenait même, comme au congrès de Lille en 1987, l'unanimité des courants, il a fini par intriguer, ses amis comme ses adversaires. Répugnait-il, au nom de sa conception de l'action publique, à entrer dans une guerre de couvents qui ne l'a jamais inspiré ? Ou

se posait-il déjà en recours ? Celui que Jacques Chirac va devoir nommer premier ministre remettra à plus tard le livre qu'il avait commencé et qui devait sortir en septembre. Dans un ouvrage précédent, *L'invention du possible* (Flammarion, 1992), il revenait déjà sur son refus du « cynisme » en politique, thème martelé dans la bonne quinzaine de meetings qu'il a tenus pendant cette campagne. « J'ai appris (...) des événements de ce siècle et de l'action politique les vertus du réalisme et, même, du relativisme. »

Loïc de priser les coteries et les petits complots concoctés à l'aube des fins de congrès, Lionel Jospin a cultivé son originalité au sein du PS, après avoir quitté le poste de premier secrétaire en janvier 1988, troqué pour une fonction de ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale. Il s'est autonomisé, certains diraient marginalisé, par la singularité de son parcours au sein du parti d'Epinay. « On m'a toujours secondarisé », se plaignait-il alors.

REMIER des socialistes de 1981 à 1988, il tenait son parti ; mais les vrais maîtres étaient ailleurs avec, à l'Elysée, François Mitterrand, à Matignon, Pierre Mauroy puis Laurent Fabius, auquel il lui faudra disputer la conduite de la campagne législative de 1986. Dès qu'il retrouve sa liberté, début 1988, en abandonnant la direction de la maison socialiste, il manifeste son goût pour l'indépendance.

Au même moment, il amorce ce qui apparaîtra comme une prise de distance avec François Mitterrand, avant d'inventer, en 1995, un « droit d'inventaire » qui se transformera ensuite en « bilan contrasté ». Alors que l'Elysée fait le maximum pour que Laurent Fabius,

card. Dépositaire de l'héritage de François Mitterrand, symbolisé davantage à ses yeux par les 110 propositions de 1981 que par la *Lettre aux Français* de 1988, il ne le soutient pas, mais ne s'y oppose pas. Déjà convaincu que le PS ne se ressourcera qu'en se rénovant, il laisse faire l'inventeur du « big bang » jusqu'au congrès du Bourget, en octobre 1993.

Lionel Jospin a alors déjà amorcé son retour au sein du PS après avoir, en avril 1993, décidé de se tenir « éloigné pour un temps de l'action publique » et s'être démis de tous ses mandats au sein du parti. Le « cynisme » en politique

aurait-il alors eu raison de sa volonté de rénovation ? Il s'adresse à Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Edouard Balladur, pour lui demander très officiellement de reprendre le fil de sa carrière au Quai d'Orsay, où il s'était occupé, de 1965 à 1969, des relations avec les organisations économiques mondiales des Nations unies, et d'obtenir un poste d'ambassadeur.

Le futur premier ministre de Jacques Chirac ne donne pas suite à cette requête, sans pouvoir imaginer que cet ancien dirigeant socialiste, sur l'avenir duquel nul ne mise alors, deviendra, quatre ans plus tard, son successeur à Matignon. Lionel Jospin retrouve donc le chemin de Solférino et des déjeuners de courant du mercredi – ses détracteurs parlent ironiquement de traversée, non du désert, mais du « bac à sable ».

Pourtant, Lionel Jospin renoue avec la singularité de son parcours. Il se tient aux marges, à distance des jeux internes. Deux épisodes illustrent sa particularité. Le 19 juin 1994, dans une sorte de putsch interne, Michel Rocard est limogé de ses fonctions de premier secrétaire. Neutre lors de l'élec-

l'autre héritier, devienne premier secrétaire du PS, Lionel Jospin soutient ostensiblement son ami Pierre Mauroy, qui reste, pour lui, en tant que premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, le symbole de la volonté de rassemblement.

En avril 1992, quand Lionel Jospin se trouve mis à l'écart du gouvernement de Pierre Bérégovoy, lui qui n'avait jamais fait de « l'ouverture » sa tasse de thé, il fait contre mauvaise fortune bon cœur. N'évite-t-il pas ainsi de côtoyer... Bernard Tapie ? Après sa défaite – mal vécue – aux élections législatives de 1993, dans la 7^e circonscription de la Haute-Garonne, il prend de la distance.

Il joue la carte du non-interventionnisme dans le processus de prise de pouvoir de Michel Ro-

tion de l'ancien premier ministre, il reste neutre au moment de son éviction. Plus étrange apparaît son attitude dans l'élection du nouveau premier secrétaire. Le choix se limite à un duel entre deux anciennes figures jospiniennes, incarnant déjà deux lignes bien distinctes : d'un côté, Dominique Strauss-Kahn, l'ancien ministre de l'Industrie, qui défend un certain modernisme ; de l'autre, Henri Emmanuelli, l'ancien président de l'Assemblée nationale, défenseur de la tradition socialiste. Le conseiller général de Cintegabelle choisit de ne pas choisir entre ses ex-lieutenants.

NUL ne peut encore imaginer que Lionel Jospin se prépare à être un éventuel recours. Au congrès de Liévin, il présente sa propre contribution – alors que ses amis jospiniens se dispersent – et lorsqu'il la défend à la tribune, le 19 novembre 1994, en fin de journée, il capte à peine l'attention. La critique du pouvoir mitterrandien y est pourtant singulière. « Le constat est clair : on a trop peu débattu, pendant le deuxième septennat de François Mitterrand, des grandes orientations de notre politique. »

Dans ce texte, où il parle du « président sortant », il note au passage que « les responsables de parti peuvent être également membres du gouvernement » et veut déjà « faire revivre la démocratie, changer le style du pouvoir ». « J'ai voulu être positif, écrit-il. Car, s'il est nécessaire de critiquer le passé, il est plus utile encore d'en tirer des leçons et d'avancer des propositions. » L'essentiel du message du futur candidat à l'élection présidentielle et du futur premier ministre est déjà là, en condensé.

Nul ne l'attend encore quand, le 4 janvier 1995, il annonce à un bu-

reau national ébahi, après le retrait de Jacques Delors, sa candidature à la candidature à l'Elysée. Le premier secrétaire se met sur les rangs pour lui faire barrage, mais Lionel Jospin s'en sort un mois plus tard avec plus de 60 % des voix des militants. « Les trois ou quatre pestiférés » de Liévin, selon la formule de son ami Daniel Vaillant, sont loin.

Lionel Jospin s'impose en seul recours, comme si son vol au-dessus des petites guerres internes avait montré sa détermination à faire de la politique autrement et à combattre le « cynisme ». Tout naturellement, le succès de sa campagne présidentielle le rend incontournable pour reprendre la tête du PS le 14 octobre 1995. Lionel Jospin choisit de le gouverner au-dessus des courants, refuse de reconstituer le sien, entreprend un laborieux travail de rénovation programmatique, à travers trois conventions (sur l'Europe, la démocratie et l'économie). Le recours est redevenu homme de synthèse, ce qui, pour un PS encore convalescent, reste singulier.

Libéré de l'ombre tutélaire de François Mitterrand, Lionel Jospin, qui fêtera ses soixante ans le 12 juillet, peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire du 1^{er} juin est davantage la sienne que celle d'un PS encore à mi-parcours de la rénovation. « Je suis désormais comptable de ce que nous [les socialistes] ferons dans les années qui viennent de notre société et de notre monde, expliquait-il le 1^{er} septembre 1996. Je ne veux pas qu'on puisse porter sur ma génération politique le même jugement que celui qui avait été porté sur la génération politique des années 30. » Le voilà à pied d'œuvre.

Michel Noblecourt



Un symbole de la génération « mutante » du PC de Robert Hue

MARIE-GEORGE BUFFET
membre du secrétariat national du PC

■ Grande, élégante, le regard bleu, Marie-George Buffet tient davantage d'une Marie-Claude Vaillant-Couturier qu'elle vénérera que de Madeleine Vincent. Inconnue du grand public, voire des « vieux » militants, Marie-George Buffet, quarante-huit ans, membre du secrétariat national du PC depuis janvier, réalise depuis un an une ascension remarquée place du Colonel-Fabien. Signes qui ne trompent pas, c'est elle qui avait été chargée du discours final de la fête de *L'Humanité*, en septembre 1996. C'est aussi l'heureuse candidate de la 4^e circonscription de la Seine-Saint-Denis, elle qu'on a vue dans la campagne télévisée officielle et sur les plateaux de télévision, au soir du premier et du second tour de ces élections législatives.

Marie-George Buffet compte parmi les plus fidèles soutiens du nouveau secrétaire national. Elle l'a connu en 1993, dans la « commission du Manifeste », alors qu'ils préparaient ce 28^e congrès, où Robert Hue allait être élu. « Une intégriste de l'ouverture », disaient perfidement les plus conservateurs du parti. Un an plus tard, elle entraînait au « secrétariat » resserré de sept membres. Une consécration.

Responsable de la « vie du parti », Marie-George Buffet est à la fois le symbole de cette nouvelle génération « mutante » qui tente de s'imposer place du Colonel-Fabien, et, avec son beau score du 1^{er} tour dans la circonscription laissée par Louis Pierna, où la militante des Hauts-de-Seine était inconnue, de cette nouvelle vague de candidates féminines qu'elle a largement participé à imposer.

Marie-George Buffet repousse avec vigueur le profil de la dirigeante biberonnée. « Si je suis montée, c'est aussi parce que les femmes m'ont poussée. » Permanente du parti depuis son entrée au comité national, elle s'applique aussi à se dégager de l'image d'apparatchik qu'on pourrait lui coller. Etudiante en licence d'histoire et de géographie à la faculté de Cen-

sier, elle adhère au PC en 1969, « à cause de la guerre du Vietnam ». Sa famille – sept frères et sœurs, un grand-père compagnon ébéniste émigré de Pologne – était plutôt attirée par... le royalisme. Ex-présidente de la fédération des résidences universitaires de France, Marie-George Buffet a ensuite travaillé comme employée à la mairie du Plessis-Robinson. Elle a été adjointe au maire de Châtenay-Malabry, chargée des affaires sociales de 1977 à 1983. « Elle a une vie avant le parti, et en dehors », assure ses proches.

Ancienne collaboratrice de Gisèle Moreau, au secteur « femmes » du parti, Marie-George Buffet est une vraie féministe. Elle évoque avec bonheur la « belle » manifestation pour le droit des femmes, le 25 novembre 1995, ou encore le succès de leurs assises nationales, à la mi-mars 1996. Tout son matériel électoral et ses discours témoignent de son souci de parler d'abord à ses « électrices » ou ses « concitoyennes ». Avec ses amis, elle s'amuse de la « misogynie » de Georges Marchais, qui n'a pas voulu laisser sa circonscription du Val-de-Marne à une femme au prétexte que la circonscription était « trop difficile ». Avec Madeleine Vincent, elle travaillait, avant la dissolution, à la création d'une association loi de 1901 sur l'histoire des femmes et du parti...

Ariane Chemin

Un spécialiste de l'expertise

CHRISTIAN SAUTTER
inspecteur général des finances

■ Depuis bientôt vingt ans, Christian Sautter promène sa haute et mince silhouette dans les couloirs du PS et les coulisses des pouvoirs socialistes. S'il en connaît sans aucun doute tous les arcanes, l'homme a opté une fois pour toutes pour la discrétion, opposant un sourire ironique à toute question susceptible de déranger. Christian Sautter, cinquante-sept ans, n'aime guère se confier, prend soin de haïr les jeux de pouvoir et les combats d'appareil qui ont traumatisé le PS des années du congrès de Rennes. Un congrès auquel il a justement assisté en mars 1990 comme observateur pour François Mitterrand et dont il a gardé un goût de cendre.

Mitterrandiste tempéré, Christian Sautter ne s'est jamais véritablement éloigné de Lionel Jospin, qui lui avait confié de 1985 à 1988 l'animation du groupe d'experts du Parti socialiste. En 1995, il est du staff de la campagne présidentielle et s'occupe du chiffrage budgétaire des propositions du candidat socialiste. Deux ans plus tard, le voici de nouveau dans le premier cercle des fidèles de Lionel Jospin. Son nom est avancé comme possible directeur de cabinet si le premier secrétaire du PS s'installe à Matignon.

Ayant rejoint l'inspection des finances en 1985, M. Sautter affine un parcours typique de haut fonctionnaire. Economiste, ancien administrateur de l'Insee, polytechnicien, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales,

Six nouveaux visages d'hommes et de femmes de la « gauche plurielle »

Il est aussi un spécialiste incontesté du Japon, sur lequel il a écrit une dizaine d'ouvrages. En 1982, il devient secrétaire général adjoint à l'Elysée, poste qu'il quitte en 1985 pour le retrouver de 1988 à 1990.

Cet homme courtois, dont le carburant est la distance et l'humour apparaît alors en première ligne. En juillet 1989, Michel Rocard lance le grand chantier du réaménagement de la région parisienne. L'Elysée le propulse quelques mois plus tard préfet de la région Ile-de-France. A charge pour lui, dans cette région largement dominée par le RPR et où le PC malmène le PS, de mener à bien la révision du schéma directeur d'Ile-de-France. Avec un stoïcisme certain, Christian Sautter s'attellera à cette tâche, suivant les assauts de la droite et la colère des communistes.

Christian Sautter saura néanmoins faire preuve d'une solide obstination, et de réelles capacités diplomatiques, pour finalement mener à bien la révision du schéma directeur, dont la droite – Jacques Chirac et Charles Pasqua en tête – ne voulait à aucun prix. Négociant avec Pierre-Charles Krieg, puis avec Michel Giraud, les deux présidents successifs du conseil régional d'Ile-de-France, un avant-projet pourra être finalisé. Son adoption définitive n'interviendra qu'après son départ de la préfecture de région, en 1993, lorsque Charles Pasqua retrouve le ministère de l'intérieur.

Christian Sautter renoue alors avec sa passion – le Japon –, l'économie internationale et l'« expertise » au sein de l'équipe Jospin.

Une « grosse tête » bien faite qui connaît déjà Matignon

MARISOL TOURAINE
maître des requêtes au Conseil d'Etat

■ Marisol Touraine est ce qu'on appelle communément une « grosse tête ». Il se trouve que cette tête bien pleine est aussi bien faite. Jolie brune mince et élancée, à l'air parfois effarouché quand elle n'arbore pas un grand et lumineux sourire – on ne s'appelle pas impunément Marisol, c'est-à-dire Marie-Soleil en espagnol –, la nouvelle élue est la fille d'Alain Touraine et, comme lui, universitaire : ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, elle est agrégée de sciences sociales et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, où elle enseigne.

A trente-huit ans, mariée et mère de trois enfants, Marisol Touraine est une « vieille » militante. En 1988, elle entre au cabinet de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon, grâce à son appartenance au « groupe d'experts » : autour de M. Rocard, principal prévisible du PS, gravite alors une nouvelle génération de rocardiens, qui mettent leurs réflexions à son profit et s'emploient à allier sens politique et compétence technique. Dans son cas, il s'agit des questions stratégiques et de défense, dont elle s'occupera à Matignon. Elle ne s'en laisse pas conter par les soldats de haut rang qui composent l'entourage militaire du premier ministre.

Son passage au cabinet de Matignon lui permet, en 1991, d'être « recasée » au Conseil d'Etat, où elle est maître des requêtes. Elle tire les conséquences des bouleversements que connaît le monde en général et le Parti socialiste français en particulier : aujourd'hui, au sein du PS, elle se définit comme « rocardo-jospiniste ». Depuis 1994, elle avait envie de sauter le pas, – « quitte à faire de la politique, autant en faire directement, sur le terrain » – de n'être plus seulement experte, mais aussi élue. Le choix, par le PS, du système de quotas de femmes candidates aux législatives lui en fournit l'occasion : elle est parachutée dans la 3^e circonscription d'Indre-et-Loire, où elle n'a d'autre attaché que... son nom. Apparemment, le parachutage se passe plutôt bien : choisie à 82 % par les militants, au terme d'une campagne interne contre une autre candidate, elle passe à l'étape suivante, la rencontre avec les électeurs, pour découvrir que « les gens veulent qu'on les écoute et veulent parler de choses importantes ». « J'aime bien », dit-elle simplement de l'expérience.

Quant à sa « compétence », Marisol Touraine a « toujours eu la volonté de refléchir à l'ensemble des relations internationales ». Ce fut, avant l'effondrement du bloc de l'Est, à travers le prisme des questions stratégiques. Aujourd'hui, elle pense que l'une des « clés » des relations internationales est de « constituer des régions dotées d'identités culturelles relativement fortes », de penser en termes de « va-et-vient entre la régionalisation et la mondialisation ».

Pendant la campagne, il se murmure qu'en cas de succès, dans une circonscription loin d'être gagnée d'avance, elle pourrait ne pas rester un simple député de base. La réponse de l'intéressée est d'un classicisme éprouvé : si elle fait de la politique, c'est pour servir un « engagement collectif ». Au poste qu'on voudra lui donner.

Jean-Louis Andreani

Un socialiste épris de sécurité

BRUNO LE ROUX
maire (PS) d'Epinay-sur-Seine

■ Ni chauffeur ni escorte. Il est arrivé à pied, comme en balade. Il s'est présenté : Bruno Le Roux, maire d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Il a souri. Ça suffisait. La simplicité fait des miracles. Bruno Le Roux a beau n'avoir que trente-deux ans et un visage encore marqué des rondeurs de l'adolescence, il s'impose dans l'instant. Solide, tranquille, sûr de ses convictions et de son métier. La politique, il en a toujours fait. En 1983, il a dix-huit ans lorsqu'au hasard d'une campagne municipale il fraternise avec des militants socialistes et rencontre Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay-sur-Seine, une « figure » du parti, spécialiste de la prévention de la délinquance, qui deviendra, des années plus tard, son mentor.

En attendant, Bruno s'inscrit au Mouvement des jeunes socialistes (MJS), dont il rejoindra bientôt la direction nationale, et poursuit sageusement des études de gestion à HEC. Fils d'ouvrier, il est surveillant de collège pour payer sa scolarité. Il est nommé en 1988 chargé de cours à l'Université Paris-XIII (et vice-président de la MNEF), mais sa carrière universitaire est brève. Un an plus tard, à vingt-quatre ans, il est élu conseiller municipal et maire adjoint aux côtés de Gilbert Bonnemaison, qui l'introduit auprès de Pierre Mauroy. Ce dernier, premier secrétaire du PS, le choisit comme directeur adjoint de cabinet. En

« Ce sera un gouvernement de travail, pas de remerciements »

1992, il se présente aux cantonales – « ma première vraie élection tout seul », dit-il – et devient secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Saint-Denis.

En 1995, à trente ans, il est mûr pour l'action en première ligne : Gilbert Bonnemaison, malade, renonce à se présenter à la mairie d'Epinay et l'INTRONISE comme successeur. Élu maire sans difficulté dans un contexte périlleux, il se coule aussitôt dans les habits de son prédécesseur, dont il reprend la spécialité – la sécurité – au sein du PS.

Quelques mois après son élection, c'est le drame. Le 23 août 1995, une femme de vingt-cinq ans est tuée dans le quartier d'Orgeval : « Des années de travail réduites à néant. » Il multiplie les innovations locales, se mêle aux débats sur les emplois de ville et suggère au PS de présenter un projet de loi sur la prohibition des armes à feu. En 1997, c'est la consécration : désigné « élu local de l'année », il est chargé par Lionel Jospin d'un rapport sur « la sécurité pour garantir la cohésion sociale ». Deux idées-force : un, développer, à côté de la police, une présence sécuritaire dans les transports, les centres commerciaux, à proximité des écoles ; deux, accroître les moyens judiciaires afin que tous les petits délits soient sanctionnés dès le premier faux pas et casser ainsi l'engrenage de la délinquance.

Ses idées séduisent l'état-major du PS. Bruno Le Roux se présente pour la première fois aux législatives. Symbole de ces socialistes nouveaux, cuvée 1997, il entend bien « ne pas se laisser voler la victoire ». Thème connu. Mais il a confiance. « Lionel » ne laissera pas l'histoire bégayer. « Il nous a rendu la capacité de faire de la politique, dit-il. Ce sera un gouvernement de travail, pas de remerciements. »

Un actif partisan de l'union des Verts avec le PS

GUY HASCOËT
vice-président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais

■ Il avait l'appui du PS, qui lui a cédé la difficile circonscription de Roubaix, autrefois celle de Jules Guesde. Arrivé en tête, contre toute attente, il s'est acquis entre les deux tours la sympathie et le soutien du maire UDF de la ville, René Vandierendonck, qui l'a jugé plus apte à résister au Front national que le député RPR sortant, Michel Ghysel. Malgré son « parachutage » tardif dans ce bastion historique du socialisme en déshérence, Guy Hascoët n'a pas tardé à imposer sa personnalité. Le verbe fort ponctué d'un humour caustique, un embonpoint de bon vivant, un sens aigu du contact, et surtout un flair politique reconnu par ses adversaires : ce militant des Verts de la première heure – il fut l'un des fondateurs du mouvement en 1984 – n'est pas une découverte pour ceux qui le fréquentent depuis 1989 au conseil municipal de Lille et, depuis 1992, au conseil régional Nord-Pas-de-Calais, dont il est l'un des vice-présidents.

A trente-sept ans, cet « écolo-social » a déjà une longue pratique de la « cohabitation » avec les socialistes. Elle est devenue, pour lui, une expérience du renouvellement de la culture politique de gauche. « Non pas la culture hédonistique d'un parti qui est bien morte, assure-t-il, mais celle de la différence fondée sur un pacte de respect des identités. » Aujourd'hui, il mesure le « formidable chemin de progression » accompli. Ce parcours, parsemé d'embûches et de conflits, lui a fourni autant de raisons d'oeuvrer en faveur d'un rapprochement national avec le PS, dont, au sein des Verts, il a été l'un des plus actifs partisans.

Originaire de la Sarthe, Guy Hascoët découvre le Nord en 1981. Avec en poche un DUT d'hygiène de l'environnement, il effectue un stage de jeune volontaire à la Maison de la nature et de l'environnement, lieu de rassemblement de toutes les associations « alternatives ». Le premier, Pierre Mauroy vérifie l'apport de ces nouveaux alliés qui bousculent les habitudes et les traditions. Au conseil municipal de Lille, Guy Hascoët fait déjà figure de « stratège », débordant d'idées pour transformer « l'utopie écologique » sur le terrain.

Cette influence tactique lui est définitivement reconnaissée, en mars 1992, lors de la signature d'un accord surprise avec le PS. Avec l'élection de Marie-Christine Blardin à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais, les Verts, pour la première fois en France, ont trouvé un « laboratoire » d'engouement. Nommé vice-président chargé des transports, Guy Hascoët ne se prive pas d'agir. Les discussions sont souvent après avec les élus des autres collectivités locales, les représentants de divers groupes de pression, notamment les « intégristes de la route », à qui il tente d'imposer ses visions et ses propositions alternatives en faveur du rail et des voies navigables.

Depuis 1995 qu'il assume la responsabilité de l'emploi et de la solidarité, Guy Hascoët laboure le « champ de l'utilité sociale », la réduction du temps de travail, la création d'emplois de proximité, la reconnaissance des associations de chômeurs... Plus qu'ailleurs, Roubaix, où 50 % des jeunes (dont 60 % issus de l'immigration) ont moins de vingt-cinq ans, renforce ses convictions sur l'urgence de solutions nouvelles.

Michel Delberge

Une ex-figure du Syndicat de la magistrature

ADELINE HAZAN
secrétaire nationale du PS aux questions de société

■ Pour sa première campagne électorale, Adeline Hazan, qui défendait les couleurs du PS dans la 3^e circonscription de la Marne, n'était pas en terrain inconnu : au début de sa carrière de magistrat, elle était restée pendant trois ans juge de l'application des peines à Châlons-sur-Marne. Aujourd'hui, elle parcourt le département dans un tout autre rôle. « En fait, je ne me sens pas du tout déphasée, surtout dans les quartiers urbains, raconte-t-elle. Je retrouve dans cette campagne électorale les gens que je vois habituellement dans mon cabinet de juge des enfants, à Paris. Leurs problèmes me sont familiers. »

Avant de devenir secrétaire nationale du PS, Adeline Hazan était l'une des figures du Syndicat de la magistrature (SM). En 1986, six mois après la victoire de Jacques Chirac aux élections législatives, elle avait accédé à la présidence de ce syndicat, qui incarne depuis 1968 la gauche judiciaire. Elle s'était alors opposée aux projets-symboles d'Albin Chalandon : des « centres fermés » pour les mineurs et des nouvelles places de prison en gestion semi-privée. En 1988, François Mitterrand avait été réélu à l'Elysée, mais le Syndicat n'avait pas pour autant perdu tout sens critique : dans un texte paru

« C'est en réaffirmant nos valeurs, et non en les abandonnant, que nous récupérerons nos électeurs »

en 1989, Adeline Hazan dénonçait une gauche « décevante ».

Pour beaucoup de syndiqués, ces positions étaient cependant trop timides. Sous la pression d'une jeune garde qui critiquait vivement la direction du SM, plus proche, à ses yeux, des cabinets ministériels que de la base, le syndicat frôlait l'éclatement. Les rancœurs s'accumulaient, et Adeline Hazan, qui faisait partie des « anciens », s'éloignait peu à peu. En 1990, elle rejoignait le secrétariat général à l'intégration, puis, l'année suivante, la délégation interministérielle à la ville (DIV), où elle suivait les problèmes de prévention de la délinquance.

En plus de son cabinet de juge des enfants, au palais de justice de Paris, Adeline Hazan, qui a adhéré au PS en 1992, est aujourd'hui secrétaire nationale aux questions de société. « C'est en réaffirmant nos valeurs, et non en les abandonnant, que nous récupérerons nos électeurs, y compris ceux qui fuient vers l'extrême droite », répète volontiers cette femme qui fait partie de la liste des candidats « pros » par le Front national. Au début de l'année, dans un rapport sur l'immigration, elle affirmait ainsi clairement vouloir rompre avec le mythe de « l'immigration zéro », un objectif qui n'est, à ses yeux, « ni réalisable ni souhaitable ». « Nous voulons rompre avec la politique actuelle, qui fait de l'étranger un suspect en puissance », concluait-elle alors.

Anne Chemin

Ariane Chemin

François Bonnet

Véronique Maurus

Une pensée économique keynésienne pimentée de marxisme

C'EST une devinette que Lionel Jospin ne répugne pas à raconter : qu'a-t-il fait, le mardi 12 mai 1981, au lendemain de la victoire historique des socialistes ? Professeur d'économie à l'IUT de Sceaux, il a, tout bonnement, été assurer ses cours. Aux étudiants de première année, il a parlé du rôle de l'Etat dans l'économie, puis, devant ceux de deuxième année, il a évoqué la réforme du système monétaire international.

L'anecdote est révélatrice. Si François Mitterrand a longtemps affiché son désintérêt – pour ne pas dire son mépris – pour les questions strictement économiques, si Jacques Chirac a fortement fluctué au cours des ans – travailliste en 1975, libéral en 1986, quasi keynésien en 1995 –, M. Jospin, lui, a sur ces sujets une véritable expertise et, de surcroît, une pensée qui lui est propre. Plus que cela ! Malgré toutes les sinuosités de la politique économique socialiste au cours des deux derniers septennats, il n'a guère varié dans ses convictions économiques, et la plate-forme du PS, concoctée pour ces législatives, porte aussi sa marque, autant que celle des « économistes » du PS, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici ou François Hollande.

Le fil de la pensée jospinienne est, certes, parfois difficile à suivre. Premier secrétaire du PS lors du premier septennat de François Mitterrand, ministre de l'éducation nationale au début du second, il est tenu à une sorte d'obligation de réserve et ne dit les choses qu'à demi-mot. Pourtant, il les dit, et l'on peut suivre son cheminement. C'est clai-

rement celui d'une génération de militants de gauche qui, ne pouvant plus se réclamer du marxisme, du fait de l'effondrement du communisme, se réfugie, en partie par défaut, dans les théories keynésiennes, comme pour résister à la vague libérale qui gagne du terrain, au cours des années 80, jusque dans les rangs socialistes.

Ainsi, quand le gouvernement de Pierre Mauroy négocie le dououreux virage de la rigueur, en 1982-1983, M. Jospin n'a pas d'états d'âme. Il estime que son rôle est de le faire accepter par le PS, et il ne ménage pas sa peine. Il s'oppose

donc à Jean-Pierre Chevènement, pour lequel la nouvelle politique économique n'est pas « socialiste », et lâche, dans *L'Unité* (28 octobre 1983), sa fameuse formule : « *Est-ce une "parenthèse" ? Je dirais plutôt que c'est un passage obligé, qui nous a amenés à inféliciter notre politique, et il est trop tôt pour dire quand cette parenthèse sera refermée.* »

Pourtant, si M. Jospin se convertit à la rigueur, il ne se rallie pas à la politique de l'offre, chère aux libéraux. Dès cette époque, il y a dans son propos, aussi contradictoire soit-il, comme une résistance à la « culture de gouvernement » qui submerge alors le PS. La notion même de « parenthèse » est en elle-même explicite. Alors que Pierre Bérégovoy va construire sa politique économique autour du credo de la « désinflation », M. Jospin est dans un autre état d'esprit. « *Si nous arrivons à rétablir nos grands équilibres - commerce extérieur, monnaie, inflation -, je crois que nous pourrons envisager à nouveau une phase de croissance relative. Pourquoi ne pas imaginer un modèle économique empruntant à la fois à Keynes - distribuer mieux - et à Marx - réformer les structures ?* », écrit-il ainsi le 22 juillet 1983, dans l'hebdomadaire socialiste *Vendredi*.

Cette référence épisodique à Marx, dont François Mitterrand cesse de jouer au lendemain de 1981, est d'ailleurs symptomatique de ce refus du premier secrétaire du PS de se plier au conformisme économique du moment. « *Redécouvrir l'économie classique, c'est être aussi plus près de Marx. Voilà le paradoxe...* », confie-t-il à *Libération* le 5 octobre 1985. Le marxisme, poursuit-il, « *c'est un instrument d'analyse, pas la bible du PS.* »

Un moment, certes, M. Jospin

semble se plier à la nouvelle doctrine à laquelle le PS s'est rallié, et son propos ne se distingue guère de ceux, d'une tonalité très libérale, qu'affectionnent tous les dirigeants socialistes, défendant la politique du franc fort. Au milieu des années 80, le premier secrétaire semble même en venir à des convictions mi-réalistes, mi-résignées. « *Il faut éviter deux écueils : le premier est de reprendre le discours trop optimiste de 1981 ; le second est de se résigner au chômage. Il faut dire, avec plus de modestie qu'auparavant, que l'on va prendre le harnais et tirer* », confie-t-il au *Point* le 30 mars 1987.

Mais lorsque commence le second septennat de M. Mitterrand, les partisans de M. Jospin sont aux avant-postes pour reprocher à M. Bérégovoy de ne se préoccuper que des grands équilibres économiques, pas des équilibres sociaux, et de creuser ainsi les inégalités. Dans ce débat autour du règne de « l'argent fou » et des « années-fric », M. Jospin, qui est alors ministre de l'éducation nationale, ne peut tenir les premiers rôles. Mais par de petites phrases savamment distillées, il suggère épisodiquement que la politique économique suivie n'est pas la bonne.

Dans un « *apport à la discussion* » publié, le 26 juillet 1989, en vue du congrès de Rennes, il préconise que l'on aille « *vers une économie de partage* ». Il souhaite, en particulier, que l'on donne « *aux salaires une dynamique plus forte que celle des revenus non salariaux* » et que l'on conduise « *une grande réforme de notre fiscalité* ». Quelques semaines plus tard, réunissant ses partisans le 30 septembre 1989, il brocarde de nouveau implicitement son collègue du gouvernement, Pierre Bérégovoy, en soulevant cette question : « *Dans une politique d'inspiration libérale,*

quelle part voulons-nous faire aux idées, aux instruments socialistes ? »

Par petites touches successives, M. Jospin, à qui les proches de Pierre Bérégovoy reprochent de conduire une politique budgétaire beaucoup trop coûteuse pour l'éducation nationale, va ainsi prendre de plus en plus ses distances avec cette politique libérale qu'il dénonce et poser les fondements d'une politique qui, si elle n'est pas hétérodoxe sur le plan monétaire, l'est fortement sur d'autres. Autrement dit, il commence progressivement – et il est l'un des premiers au PS à le faire – à dire qu'il faut revenir à une politique favorisant la demande, sans pour autant tomber dans les errements de 1981.

Cette « autre » politique, il en dessine les contours alors qu'il n'a pas même quitté le gouvernement. Depuis le virage de la rigueur, proteste-t-il ainsi dans *L'Événement du jeudi* (12-18 septembre 1991), « *l'orthodoxie dominante a étouffé le débat* ». Dans *Vendredi*, le 27 septembre suivant, il se démarque du gouvernement en soulignant cette question iconoclaste : « *Le temps n'est-il pas venu de desserrer l'étau ?* »

Ne participant pas au gouvernement de M. Bérégovoy, M. Jospin, qui a émis des réserves sur le traité de Maastricht et qui, dans une formule lourde de sens, a appelé à dire « *non au non* », plutôt qu'à dire un « *oui* » enthousiaste à l'Europe libérale qui se dessine, prend alors de plus en plus de libertés. Dans *La Tribune-Desfossés*, le 15 février 1993, il n'exclut pas « *une politique monétaire moins stricte* ».

Après l'effondrement de la gauche aux élections de 1993, M. Jospin va donc jusqu'au bout de sa pensée et tourne complètement le dos aux dogmes économiques des années

antérieures. « *Le moment est venu de rompre avec l'orthodoxie économique* », proclame-t-il dans *Libération* le 13 septembre 1993.

Admettant que sa démarche est un peu identique à celle de Philippe Séguin, il appelle à « *la définition d'une nouvelle pensée économique* » : « *Je précise bien qu'il ne s'agit pas de substituer la dévaluation compétitive à la désinflation compétitive, ou encore de revenir à 1981. Mais il faut inverser nos priorités de politique économique. Aujourd'hui, on fixe des objectifs quantifiables pour les prix, le déficit budgétaire, et le chômage va comme on peut. Fixons des objectifs quantifiables pour l'emploi et voyons comment les atteindre ! (...) Le modèle dominant, avec lequel je propose une rupture, ce ne sont pas les socialistes qui l'ont inventé. Ils s'y sont ralliés. Ce modèle n'est pas le nôtre, et nous perdrons notre identité à vouloir nous y accrocher.* »

Déclaration prémonitoire ! Le basculement de la conjoncture explique en partie ces propos hétérodoxes. Alors que l'inflation a été vaincue, que le commerce extérieur est devenu fortement excédentaire, et que l'économie s'enfonce dans la récession, M. Jospin a de bonnes raisons d'enterrer le « bérégovisme » pour préconiser une politique de relance. Mais ce propos n'est pas seulement de circonstance. Rompt avec la politique de l'offre, d'inspiration fortement libérale, défendue pendant près de dix ans par Pierre Bérégovoy, M. Jospin affiche alors ouvertement une doctrine économique d'inspiration franchement keynésienne, qu'il n'a en fait jamais reniée. La plate-forme que le PS a présentée aux élections législatives trouve ici sa source.

Laurent Mauduit

Un agenda surchargé

Le nouveau premier ministre devra s'atteler en priorité à quelques dossiers importants

donner des signes forts. M. Jospin a indiqué que sa priorité sera de réunir une conférence (Etat, patronat, syndicats) sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail. Son gouvernement pourrait décider très rapidement de remplacer une partie de la cotisation maladie des salariés par la CSG élargie à tous les revenus. Enfin, il a l'intention de mettre très vite en chantier la loi-cadre sur les trente-cinq heures (payées trente-neuf), les partenaires sociaux ayant trois ans pour en négocier les modalités.

4 SÉCURITÉ SOCIALE

LA LOI LUI FAIT OBLIGATION DE RÉUNIR LA COMMISSION DES COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE COURANT JUIN

Cette dernière devrait, logiquement, annoncer un déficit cumulé d'environ 72 milliards sur la période 1996-1997. M. Jospin, qui a exclu toute diminution des remboursements et toute hausse des cotisations, est resté elliptique sur les moyens de réduire le déficit actuel.

5 FRANCE TÉLÉCOM ET THOMSON

LE PS A FAIT SAVOIR QU'IL CONSULTERA LES SALARIÉS DE L'OPÉRATEUR PUBLIC

La période de réservation des actions de France Télécom devait s'ouvrir le 6 juin et l'introduction en Bourse intervenir le 7 juillet. M. Jospin a annoncé son intention de consulter les 165 000 salariés du quatrième opérateur téléphonique mondial et confirmé, ces derniers jours, sa décision de ne pas privatiser. Mais l'Etat attendait 30 à 50 milliards de cette opération pour financer les dotations en capital d'autres entreprises publiques. Le problème de cette manne perdue devra donc trouver une réponse très rapide. Quant à Thomson, le PS n'envisage pas sa privatisation.

3 SALAIRES ET EMPLOI

LE CALENDRIER N'IMPOSE À LA NOUVELLE ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE QU'UN AJUSTEMENT DU SMIC AU 1^{ER} JUILLET

Il lui sera difficile de refuser un « coup de pouce ». Mais l'attente suscitée par sa victoire l'oblige à



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. Les socialistes ont voulu placer leur campagne sous le signe « *du sympathique et du chaleureux* », selon l'expression de Jean-Christophe Cambadélis. Ci-dessus, vendredi 30 mai à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), Lionel Jospin et Dominique Voynet célèbrent l'alliance vert et rose sous l'œil des caméras. Ci-dessous, les jeunes militants du PS, jeudi 29 mai à Lille, accueillent leur chef de file dans la liesse, lors de l'ultime meeting unitaire de la gauche.



Jean-Michel Bezat

2 COLLECTIF BUDGÉTAIRE ET PROJET DE LOI DE FINANCES 1998

M. JOSPIN FERA D'ABORD RÉALISER UN « AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES »

Il lui faut évaluer le plus précisément possible les marges de manœuvre budgétaires dont le nouveau gouvernement dispose pour financer ses priorités. Une loi de fi-

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
 Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
 Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

A l'étranger, un président affaibli

La spectaculaire défaite de la droite ne conduit pas seulement à un changement de majorité en France ; elle se traduit aussi et peut-être surtout par un affaiblissement considérable de Jacques Chirac sur la scène internationale. Déjà, à la veille du scrutin, la tonalité de la presse étrangère révélait une méfiance croissante des observateurs à l'égard d'un chef d'Etat qui ne semble pas capable d'apprécier l'évolution de l'opinion dans son propre pays. Dans les grandes capitales, en Europe comme ailleurs, l'échec de ce « pari fou » qu'était cette dissolution anticipée risque d'amener les principaux partenaires de la France à regarder d'un autre œil un homme qui va désormais devoir partager sa politique étrangère avec celui qui fut, lors de l'élection présidentielle, son principal adversaire.

Dès son arrivée à l'Elysée, à l'été 1995, Jacques Chirac avait clairement fait savoir au monde qu'il allait devoir, désormais, compter sur lui et, avec lui, sur la France. Quelques coups d'éclat y suffirent pour faire comprendre aux autres Grands de la planète que la France était de retour. Ce furent notamment la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, une diplomatie plus active dans le bourbier bosniaque ou un numéro très volontariste au G7, lors du sommet des sept grands pays industrialisés de Halifax au Canada, en juillet 1995. Le revirement specta-

culaire, le 25 octobre 1995, en faveur de l'euro et de la rigueur propulsua enfin le président français au centre de la construction européenne. Après le couple Kohl-Mitterrand, le tandem Kohl-Chirac allait redevenir le moteur de l'Europe.

Par son dynamisme et son discours, Jacques Chirac était parvenu à impressionner ses pairs. Il avait, sur beaucoup d'entre eux, l'avantage de disposer dans son pays de toutes les manettes du pouvoir. Il avait aussi pour lui la durée. Ses grands partenaires avaient fini par croire qu'il avait aussi une vision, une détermination et une grande intelligence politique. Aujourd'hui, le scrutin révèle à la face du monde qu'il n'en était peut-être rien.

Jacques Chirac avait justifié la dissolution en expliquant qu'il voulait une nouvelle majorité pour que « la France parle d'une seule voix ». Il se faisait fort d'obtenir des électeurs un mandat européen plus clair. Il souhaitait une majorité resserrée, plus unie, pour aborder la dernière ligne de l'union économique et monétaire. Il entendait ainsi participer aux prochains grands rendez-vous internationaux de la France en position de force. L'échec est patent.

Le président français se rassurera peut-être en observant les difficultés que rencontre chez lui le chancelier Helmut Kohl. Leur temps sera-t-il passé ? La suite dira si un couple Blair-Jospin est en train de prendre, en Europe, la relève du couple Kohl-Chirac...

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
 Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
 Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
 Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
 Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonneau, Robert Solé
 Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Grellsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre

Rédacteur artistique : Dominique Roynette

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
 Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
 Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
 Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA **Le Monde**

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance

Ne pas décevoir

Suite de la première page

Pour ouvrir la voie, fût-ce dans la défaite, à une adaptation libérale, à une vision de la droite inspirée du conservatisme éclairé qui règne par exemple en Allemagne, et que prône désormais ouvertement Edouard Balladur. Au reste, le test de la forclusion du gaullisme réside bel et bien dans l'incapacité à faire reculer l'extrême droite. Des origines du gaullisme à sa refondation, son histoire est jalonnée – entre autres – par une lutte victorieuse contre les formes françaises du fascisme, Vichy puis l'OAS. Les gaullistes d'aujourd'hui se seraient perpétués s'ils avaient réussi à écarter la menace du néo-fascisme.

Les Français ont aussi accordé leurs suffrages à qui paraissait le plus enclin à favoriser une nouvelle manière de faire de la politique. Là se trouve une bonne partie de la promesse faite au pays par Lionel Jospin. L'homme a une image – rigoureuse – et a forgé une alliance – arc-en-ciel – qui l'une et l'autre, l'une au service de l'autre, peuvent aider à une perception plus positive, ou moins négative, de l'action publique. Au seuil de cette cohabitation, et naturellement sous réserve d'inventaire, il n'est pas interdit de penser que le leader socialiste s'attachera à tenir ses

engagements. Il n'est pas exclu que cet homme soit au rendez-vous ; il n'est pas interdit de le souhaiter : en soi, une telle performance constituerait dans notre vie publique une véritable et salutaire révolution.

Sans doute devra-t-il considérer que le temps d'une approche modeste de la politique est venu : la société qui a refusé un chèque en blanc à la droite n'en a pas délivré un à la gauche. Ayant pris la parole à l'occasion de cette dissolution, il est probable qu'elle voudra la garder à travers mille et une manifestations qui imposeront au nouveau pouvoir de réhabiliter, d'abord et avant tout, un véritable dialogue social. A condition que la société cesse de tout attendre de l'Etat, et que ce dernier, en retour, s'attache à ses missions essentielles : sa propre réforme, la réduction de la « fracture sociale » et, avec la remise en marche du pays, une action significative contre le chômage dont il faut rappeler que la majorité sortante l'a laissé à un niveau sans précédent dans notre histoire économique et sociale.

TROIS EXIGENCES

Dans ce contexte, trois exigences apparaissent : ne pas décevoir ; restaurer ce que M. Jospin a appelé la « vertu républicaine » ; revivifier l'idéal européen.

Ne pas décevoir signifie affronter une difficulté que les socialistes français ne pa-

APRÈS UN ÉPOUVANTABLE CAUCHEMAR JE ME RÉVEILLAI GAULLISTE DE GAUCHE



Le « champ de ruines » de la droite

Suite de la première page

Si le Front national, qui ne comptera qu'un élus dans la nouvelle Assemblée en la personne du maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, a donc réussi mieux qu'il n'avait jamais pu le faire jusqu'alors à détruire son électorat de la droite, la cloison qui les sépare n'est pas hermétique. Là où le Front national n'était pas présent au second tour, le report de ses voix s'est fait très majoritairement en faveur de la droite. Un tiers des électeurs de l'extrême droite a préféré s'abstenir. Un cinquième a choisi de voter pour la gauche : le « gauchiste-légitimisme » reste un phénomène controversé, mais le mouvement d'une frange de l'électorat vers le Front national au premier tour, puis vers la gauche au second, n'est pas contestable.

La deuxième explication de la victoire de la gauche réside dans l'abstention, qui a régressé au second tour – passant de 32,04 % le 25 mai à 28,87 % le 1er juin –, mais dans une proportion insuffisante pour rétablir la situation de l'ex-majorité. Plus exactement, le surcroît de participation enregistré d'un tour à l'autre semble avoir servi la droite, mais aussi la gauche, la crainte de la défaite mobilisant les électeurs de l'une, et le parfum de la victoire, les autres.

raissent pas avoir, à ce stade, suffisamment appréhendée : comment inventer une nouvelle social-démocratie, préférable à l'ultra-libéralisme, dans une économie mondialisée ? Comment adapter les instruments de l'Etat-Providence lorsque l'Etat manque si cruellement de ressources ? Comment susciter plus de croissance, clé de tout progrès à venir, ce qui signifie allier haut niveau de confiance et bas taux d'intérêts, et donner plus de sécurité alors même que les pays qui font aujourd'hui plus de croissance obtiennent par davantage de « flexibilité », donc d'insécurité ? Plus généralement, le principal défi pour le PS de Lionel Jospin est le suivant : il a gagné en réhabilitant l'idée d'un parti « réformiste », dans une période qui ne l'est pas. Pourra-t-il, appuyé sur une géographie politique de l'Europe plus favorable depuis l'élection des travaillistes, être vraiment réformiste et s'opposer à la tyrannie des marchés ?

Dans l'immédiat, concédera-t-il un temps d'observation : la gauche revient au pouvoir alors que le pays est dans une situation difficile. La croissance est encore hésitante, les rentrées fiscales très inférieures aux prévisions et le niveau des cotisations fait craindre une aggravation des déficits sociaux. Au-delà de l'organisation d'un « audit » des finances publiques, qui est de tradition et de bonne guerre, le problème

des déficits va se poser de façon urgente. Au chapitre de la vertu, donc de la réforme des institutions, la voie est tracée. Le programme énoncé par le groupe des cinq constitutionnalistes dans nos colonnes est de nature à répondre aux attentes des Français : « réviser la Constitution » afin de ramener le mandat présidentiel à cinq ans, de « vivifier » le référendum, d'interdire tout cumul des mandats, d'achever la décentralisation et de « rendre l'Etat impartial ». Le débat est ouvert : on peut encore faire mieux... Dans tous les cas, au moment où M. Jospin s'apprête à former son gouvernement, il faut y ajouter le nécessaire renouvellement des acteurs et des actrices de la vie publique.

L'IDÉAL EUROPÉEN

Ranimer l'idéal européen est enfin une nécessité absolue. Après la victoire du travailliste Tony Blair en Grande-Bretagne, celle de la gauche en France peut ouvrir une nouvelle ère pour la construction européenne. Conscients des enjeux de la mondialisation, les peuples européens souhaitent l'Europe, mais comme en témoignent tous les scrutins récents, ils veulent une Europe qui soit aussi celle de la démocratie, de la croissance et de l'emploi. Le risque nécessaire de bousculer l'orthodoxie doit être sur ce sujet très précisément mesuré : européens convaincus, les socialistes fran-

droite pour refuser la « fatalité de l'échec » – comme disait aussi Michel Rocard, il y a vingt ans, parlant de la gauche – ne peuvent en effet laisser de doute à M. Chirac sur ce qui ressemble à l'ouverture prémature d'une compétition pour la direction du bloc conservateur. La co-habitation qui commence sera marquée d'abord par la tension que feront régner à droite la mise en cause du chef de l'Etat et l'obligation pour celui-ci d'y rétablir sa position. Élu à contre-courant en 1995, ayant permis à la gauche de revenir au pouvoir à contre-temps, voilà M. Chirac condamné au contre-emploi d'un président-arbitre, alors qu'il demandait aux Français les moyens de redevenir un président de plein exercice s'appuyant, à la mode gaullienne, sur une majorité à sa main.

Non seulement cette majorité n'existe plus, mais l'heure est revenue, à droite, à la recherche d'une « reconstruction » maintes fois évoquée, depuis dix ans, de fondation libérale en « rénovation », de « primaires à la française » en rêve d'un « grand parti conservateur » à l'anglo-saxonne. Jusqu'à maintenant, la maladie chronique de la droite était attribuée par sa jeune génération aux effets délétères d'une vieille querelle entre ses chefs « historiques », Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. Cette explication n'est plus de saison, et la jeune génération, d'Alain Juppé à François Léotard en passant par Philippe Séguin, Nicolas Sarkozy ou François Bayrou, doit désormais porter le poids de ses responsabilités.

Les voix qui se sont fait entendre à

M. CHIRAC À CONTRE-EMPLOI

Défaite une nouvelle fois, comme en 1981 et comme en 1988, la droite présente aujourd'hui le spectacle du « champ de ruines » que Michel Rocard avait constaté à gauche en 1994. Pour le président de la République, affaibli par un revers électoral qu'il a lui-même provoqué en convoquant les électeurs un an avant l'échéance normale, l'effondrement de son camp comporte un risque grave : celui de le laisser sans soutien parlementaire face au gouvernement qu'il devait demander à Lionel Jospin, dès lundi matin, de former.

Les voix qui se sont fait entendre à

Pourtant un doute subsiste : il concerne les institutions. « S'il faut imaginer quelque chose qui ferait repartir la France en quête d'un nouveau régime, on peut forger un conte plausible : un président de rencontre, gérant mal sa légitimité, perdant le contrôle de la majorité présidentielle, abandonnant à des maires du Palais changeants ses bras vaincus, jetés comme de vaines armes : il serait temps alors de se demander si la Ve République a vécu » : ce scénario date de 1992, il émane de l'éminent Georges Vedel et résume à lui seul le doute qui, après avoir longtemps entouré le candidat Chirac, atteint désormais le président, et à travers lui, sa fonction.

L'histoire de nos cinq prochaines années dira s'il revenait ou non à un gaulliste de dynamiter par erreur les institutions de la Ve République.

J.-M. C.

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

TERRORISME La violence a endeuillé la fin de la campagne électorale en Algérie. Dimanche 1^{er} juin, un double attentat à la bombe dans le centre d'Alger a fait au moins six

morts et soixante-cinq blessés. ● **JEUDI 5 JUIN**, près de 17 millions d'électeurs sont appelés à élire, pour la première fois au scrutin proportionnel, l'Assemblée populaire nationale algé-

rienne. ● **PRÈS D'UNE QUARANTINE** de partis politiques ont fait campagne, mais ceux qui peuvent espérer entrer en force dans la future Assemblée ne sont qu'une poignée. Le

mieux placé est le Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual. ● **LA PERSPECTIVE** d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités

algériennes. « *Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures* » entre l'Algérie et la France, a averti le quotidien *El Watan*.

Plusieurs attentats endeuillent la fin de la campagne électorale en Algérie

Alors que les Algériens désignent, jeudi 5 juin, leurs députés, deux bombes ont fait, dimanche, au moins six morts et soixante-cinq blessés dans la capitale.

Le nouveau parti du président Zeroual est donné largement favori, avec les islamistes « modérés » du cheikh Mahfoud Nahnah

ALGER

de notre envoyé spécial

Un brusque embouteillage dans un quartier de la banlieue est d'Alger, une rue barrée où attendent des ambulances, gyrophares allumés. « *Ça ne finira jamais* », lâche un automobiliste. Attentat ou accident banal ? Qu'importe ce qui s'est passé, il y a trois jours, en fin d'après-midi aux Anassers, un quartier populaire de la capitale. La violence fait partie du décor depuis des années, comme les sirènes des ambulances et des voitures de police. Samedi, un colis piégé a explosé dans un cinéma du centre d'Alger. Tandis que les policiers recherchaient des indices, le film continuait à se dérouler sur l'écran. Le lendemain, toujours au cœur de la capitale, deux explosions successives ont tué au moins six personnes (*lire ci-dessous*).

Pourtant, à écouter certains responsables politiques, à lire les éditorialistes, le pays a un « *rendez-vous historique* », jeudi 5 juin. Le fait est qu'à l'issue du scrutin, de type proportionnel, le pays va être doté d'une Chambre des députés pluraliste. Près d'une quarantaine de partis politiques ont fait campagne, mais ceux qui peuvent espérer entrer en force dans la future Chambre ne sont qu'une poignée.

Le mieux placé est paradoxalement le plus jeune d'entre eux, le Rassemblement national démocratique (RND), parti du président Zeroual. Créé dans l'urgence il y a un peu plus de trois mois (après l'assassinat de celui qui devait en prendre la tête, le syndicaliste Abdellah Benhamouda), pour récupérer la clientèle du Front de libération nationale (FLN) – l'ancien parti unique – démonétisé aux yeux de l'opinion publique, le RND est « *un nouveau-né avec des moustaches* », ironisent ses détracteurs. Les Algériens l'ont aimablement baptisé « *parti Taiwan* » pour dire qu'il ne semble pas très solide.

FIGURATION

Si le FLN peut compter sur ses bastions traditionnels dans le sud du pays, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) vont se disputer les voix de la Kabylie. Mais il ne s'agit pas que de cela. Entre eux, le clivage est également politique. Le FFS d'Hocine Aït Ahmed (qui réside à l'étranger) a fait sa campagne sur le thème : « *Une chance pour la paix* ». Il milite pour une solution politique à la crise, un dialogue avec le FIS, ce dont ne veut pas le RCD de Saïd Sadi. Dans sa dénonciation du « *péril islamiste* » incarné par cheikh Nahnah, le RCD est très proche de l'ANR de l'ancien premier ministre Redha Malek, chef de file des « *éradiateurs* » (avec son mot d'ordre : « *La peur doit changer de camp* »).

Qu'il s'agisse du PRA de Nourreddine Boukrouh, du Parti des travailleurs (PT, extrême gauche)

Son principal adversaire sera le MSP (ex-Hamas), le parti des islamistes « modérés » de cheikh Mahfoud Nahnah. Candidat à l'élection présidentielle en 1995, celui-ci avait recueilli, selon les résultats officiels, le quart des suffrages. Habilé et disposant d'un réseau d'associations sans équivalent en Algérie, cheikh Nahnah a fait de la récupération de l'électorat de l'ex-Front islamique du salut (FIS) son objectif principal. Il peut compter sur les voix des commerçants, mais les couches les plus démunies n'accordent, semble-t-il, qu'un crédit limité à cet ancien acteur de théâtre qui pratique à l'égard du pouvoir un jeu ambigu (deux des représentants du MSP siègent au gouvernement). Pourtant, l'audience de cheikh Nahnah inquiète le régime qui n'a pas hésité, relayé par la presse, à ressortir contre lui de vieilles affaires politiques et à le diaboliser.

Une centaine d'observateurs des Nations unies

Sous l'égide des Nations unies, cent quatre personnes sont chargées d'observer le scrutin. De l'Italie aux Etats-Unis en passant par la Roumanie et la Corée, trente-trois pays (mais pas la France) ont finalement accepté d'envoyer des représentants dont le nombre varie de deux (c'est le cas de la Grande-Bretagne) à plus d'une dizaine (comme la Grèce). La Ligue arabe et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) ont envoyé une autre centaine d'observateurs. Les trois organismes travailleront indépendamment les uns des autres. Les observateurs de l'ONU ambitionnent d'être présents, au moins une fois dans la journée, dans près de 10 % des bureaux de vote. Ils devront vérifier que les urnes arrivent vides, puis surveiller le vote et le dépouillement. Si la fiabilité des listes électorales (16 773 087 électeurs inscrits dont 743 237 à l'étranger) est mise en doute par certains partis de l'opposition, d'autres possibilités de fraude existent.

Outre le fait que les observateurs ne surveilleront qu'une partie des bureaux (ceux où votent l'armée, les gardes communautaires, les policiers leur échapperont en grande partie), les résultats globaux seront collectés en dehors de la présence de représentants de l'ONU malgré leur demande. Le 8 juin, la mission de l'ONU publiera un rapport où elle rapportera les infractions éventuelles constatées.

dictoire n'a eu lieu à la télévision d'Etat où sont venus défiler les candidats avec, en toile de fond, un décor unique, une carte de l'Algérie stylisée. Ceux dont les messages étaient trop critiques à l'encontre du régime, comme ce fut le cas du FFS et du PT, ont été censurés. Souvent difficiles à organiser pour les adversaires du pouvoir, les réunions publiques ont attiré leur lot de militants et de curieux que ne rebutaient ni la présence des forces de sécurité ni les fouilles à l'entrée. Et comme jadis le FLN, son héritier, le RND a bénéficié de l'appui efficace de l'administration.

Peu de candidats avaient les moyens de Djilali Mehri. Candidat

à El Oued, dans le sud, où 12 listes s'y disputent 6 sièges, avec le soutien des islamistes du MSP, le milliardaire, un temps propriétaire en France de l'entreprise Chaffoteaux et Maury, a annoncé à ses électeurs la prochaine implantation d'une usine de traitement des dattes, promis, même en cas de défaite, de construire un club sportif, distribué

cailloux, de bois, de sable, interdit tout comme celle de « *tous véhicules de transport de marchandises et de citernes à carburant* », a décreté le ministère de l'intérieur. De son côté, la Commission indépendante de surveillance des élections législatives (Cnisel) a interdit, également à compter du 2 juin et jusqu'à la fin du scrutin, la publication de sondages. Or personne ne se souvient à quand remonte dans le pays la publication du dernier sondage...

En cette fin de campagne irréelle, qui oscille entre drame et comédie, le résultat des législatives fait l'objet de spéculations infinies. Lors des dernières élections législatives véritablement libres, le 26 décembre 1991, à l'issue du premier tour de scrutin (le second allait être annulé par l'armée), le FIS avait raflé la mise en s'adjugeant 44 % des sièges tandis que le FLN s'efforçait et que les partis « *démocratiques* », à l'exception du FFS, ne réussissaient pas à percer.

Un peu plus de cinq ans après, la victoire du RND, en dépit du peu d'engouement qu'il suscite parmi les Algériens, ne fait de doute pour personne. Avec le renfort du FLN et de l'ANR de Redha Malek, le pouvoir disposera probablement, au sein de la future Chambre, d'une confortable majorité. La victoire, avec 61 % des suffrages exprimés, du président Zeroual à l'élection présidentielle, le plébiscite en faveur de la nouvelle Constitution, approuvée par 85 % des votants, laisse peu de place à l'opposition.

Jean-Pierre Tuquoi

Nouvelles scènes d'horreur à Alger

VICTIMES aux jambes arrachées, enfants en sang, blessés évacués dans des voitures particulières : le centre d'Alger a vécu, de nouveau, des scènes d'horreur et de panique, dimanche 1^{er} juin, lors de deux sanglants attentats à la bombe dans des bus. Ces attaques, en plein centre, ont fait au moins 6 morts et 65 blessés, selon les autorités, mais les témoignages recueillis laissent présager un bilan beaucoup plus lourd. En début de soirée, une nette tension était perceptible en ville, et les rues du centre étaient largement désertées, les habitants préférant rentrer plus tôt.

Pendant plus de deux heures, le centre et ses rues animées proches du port avaient retenti sans interruption du vacarme des sirènes de police et des ambulances.

En début de soirée, à l'hôpital central Mustapha, de vieilles femmes se lamentaient et suppliaient le personnel de leur donner des nouvelles d'un membre de leur fa-

mille ou d'un proche. Des témoins du second attentat ont raconté à un journaliste de l'AFP qu'ils avaient vu une femme, le corps à demi sorti d'une fenêtre de l'autobus, les jambes arrachées. « *Lorsque des gens l'ont tirée vers l'extérieur, il n'y avait plus qu'un tronc sans jambes* ». Ils ont également indiqué avoir vu un homme transformé en torche vivante, tandis qu'un autre, complètement affolé, courrait dans la rue en hurlant.

La bombe avait apparemment été déposée au milieu de l'autobus. Le premier attentat, place des Martyrs, a créé un grand mouvement de panique. Un autre autobus a entièrement brûlé et a été éventré par l'explosion. Dans une clinique du centre, une journaliste de l'AFP a vu arriver deux femmes les jambes arrachées. Une vieille femme, le visage en sang, choquée, attendait des soins. « *C'est une catastrophe* », se lamentait un jeune homme. – (AFP)

Le retour au pouvoir de la gauche en France inquiète les autorités

LA PERSPECTIVE d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités algériennes, si l'on en juge par les premières réactions de la presse écrite, laquelle ne brille pas par son indépendance. « *Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures* » entre l'Algérie et la France, a averti *El Watan*.

Dans son édition du dimanche 1^{er} juin, le principal quotidien franco-phone privé regrette que les socialistes ne se soient pas démarqués de ce que fut, selon le journal, la ligne politique suivie par François Mitterrand pendant ses deux septennats. « *En prenant fait et cause pour l'ex-FIS, après l'annulation du second tour électoral des législatives de 1992, en courant l'implantation sur le sol français d'une multitude d'associations religieuses algériennes dites caritatives, en réalité des relais de réseaux intégristes, l'ancien chef d'Etat français s'est impliqué dans le vaste plan de déstabilisation de l'Algérie* », juge *El Watan*.

Oraison funèbre

Il n'empêche : ce qui n'était alors que la « *probable* » victoire de la gauche française n'est pas « *une bonne nouvelle* », et les « *craintes algériennes* » sont justifiées pour le pouvoir. « *Très récemment, en relation avec les thèses de l'Internationale socialiste, Lionel Jospin a eu à tenir des propos très ambigus sur la question du terrorisme, prêchant la réhabilitation du FIS en des termes à peine voilés* », rappelait *Le Matin*. « *Très discrets sur*

la question et soucieux de ne pas s'ingérer dans une situation interne », les dirigeants algériens « *ont toujours évité de parler du sujet* », ajoutait le quotidien avant de noter que « *sur le plan économique comme sur la question de l'émigration, l'Algérie a pu à craindre d'un gouvernement de gauche* ». Et de rappeler : « *C'est sous Mitterrand que les plus importants contrats commerciaux ont été signés [et que] la législation de la gauche en matière d'émigration a toujours été empreinte de plus d'humanité* ».

Inquiète de voir revenir au pouvoir les socialistes, la presse algérienne ne s'apitoie pas pour autant sur la défaite d'une droite qui a déçu Alger. Elle a surtout « *géré le détestable statu quo légué par ses adversaires, se gardant de prendre toute initiative hardie à l'égard de l'Algérie, optant pour la confortable position de l'attente post-législatives* », écrit *El Watan* en guise d'oraison funèbre.

J.-P. T.



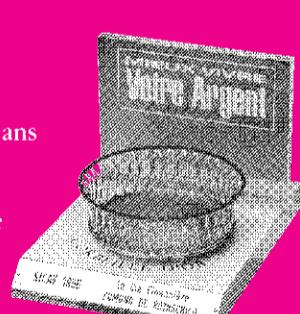
**La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque**

LA GESTION LA PLUS PRIMÉE À VOTRE DISPOSITION



1996 Meilleur gestionnaire sur 5 ans
1996 Corbeille d'or
1994 Corbeille d'or
1992 2ème meilleur gestionnaire
1990 3ème meilleur gestionnaire
1987 Corbeille d'or

Corbeilles "Mieux Vivre Votre Argent / Europerformance"

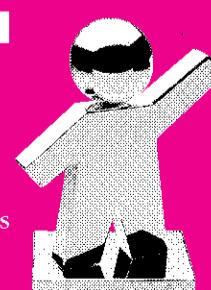


1996 Meilleur gestionnaire actions et obligations
1996 Meilleur gestionnaire actions

Victoires des Sicav "La Tribune / Micropal"

1995 Meilleur produit d'assurance
"Corbeille Sélection" Euralliance-Fortis
Unités de Compte gérées par la Banque

Trophées de la Nuit des Services



Vous pouvez envoyer votre carte de visite ou téléphoner
à Mlle Nathalie Bourgois au 01 40 17 24 97

47 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Fax : 01 40 17 24 42

Ehoud Barak a toutes les chances d'être élu président du Parti travailliste israélien

L'ancien général devrait succéder, mardi 3 juin, à Shimon Pérès

Ehoud Barak, ancien généralissime de Tsahal d'avril 1991 à fin 1994, est quasiment assuré de prendre, mardi 3 juin, la tête du Parti travailliste

israélien, lors des élections auxquelles participeront les 167 000 militants du parti. Pour succéder à l'ancien premier ministre, Shimon Pérès, trois

autres candidats sont en lice : les députés Ephraïm Sneh, Shlomo Ben-Ami et l'ancien vice-ministre des affaires étrangères, Yossi Beilin.

JÉRUSALEM de notre correspondant

« Bi-bi ! Bi-bi ! » Convention nationale travailliste, le 17 mai à Tel Aviv. Au fond de la salle, un petit groupe d'hommes entonne le slogan favori de la droite : « Bi-bi ! Bi-bi ! ». Des trahirs infiltrés par le Likoud pour hurler le sobriquet du premier ministre Nétanyahou et saboter la réunion du plus grand parti de l'opposition ? Non. L'ancien général Ehoud Barak vient simplement d'entrer dans la salle. Et les caciques de l'aile gauche travailliste manifestent leur opposition à celui qui a toutes les chances de succéder à Shimon Pérès, mardi 3 juin. « Bibi » ou Barak, pour eux, c'est la même chose. Ils le font savoir et chacun prend la mesure des divisions au sein de la direction d'un parti en déchéance, depuis son échec électoral il y a un an.

Tous les sondages le démontrent : l'impétrant le mieux placé pour battre Benyamin Nétanyahou en l'an 2000, c'est lui, Ehoud Barak, cinquante-cinq ans, le plus décoré des soldats d'Israël. Les trois autres candidats à la présidence du parti n'espèrent plus qu'une chose : obtenir à eux trois plus de 60 % des voix le 3 juin, ce qui empêcherait le général en retraite d'être élu dès le premier tour et renforcerait les chances de l'un d'eux lors de l'éventuel second tour, quinze jours après.

Perspective peu probable tant il est vrai, comme le confie M. Pérès, que les travaillistes, fondateurs et bâtisseurs de l'Etat, « n'ont pas de culture d'opposition » et ne visent qu'un objectif : revenir au pouvoir, quitte, selon M. Pérès, à participer à un « gouvernement d'union » avec la droite nationale religieuse.

Même si beaucoup de commentateurs, comme Daniel Ben Simon (*Haaretz*), estiment qu'à un moment ou un autre « le nouveau patron des travaillistes, quel qu'il soit, entamera de discrètes négociations pour l'union avec Nétanyahou », il s'agit d'abord d'élier celui qui les conduira.

FAUCONS ET « COLOMBES »

En juin 1995, cinq mois avant l'assassinat d'Itzhak Rabin, le Parti travailliste comptait quelque 250 000 militants encartés. Il en reste 167 000 et l'on s'étonne moins, avec David Newman, professeur de sciences politiques à l'université Ben-Gourion, de « l'aphorisme quasi totale des travailleurs depuis un an. Trop occupé à ses petites intrigues internes, estime M. Newman, le parti ne s'est pas trop inquiété, depuis sa chute, de ce qui arrivait au processus de paix israélo-arabe... » Tous les candidats le proclament : cela changera après le 3 juin.

En attendant, les derniers militants encartés du parti doivent désigner le prochain challenger de « Bibi ». Se présentent à leurs suffrages deux « faucons » – Ehoud Barak et Ephraïm Sneh, cinquante-deux ans, ancien général lui aussi, connu pour son opposition à la restitution du Golan à la Syrie –, et deux « colombes », Yossi Beilin et Shlomo Ben-Ami. C'est probablement ce dernier, professeur d'histoire européenne à l'université de Tel Aviv, qui présente le programme le plus novateur. Mais l'unique candidat séparade du quadrille travailliste, né au Maroc il y a cinquante-trois ans, est un intellectuel trop brillant pour avoir une chance de prendre la tête d'un

parti qu'il juge « sans âme », et d'une société qu'il perçoit encore comme « fruste »...

Le moins mal placé pour un éventuel face-à-face définitif avec M. Barak, le 18 juin, est Yossi Beilin, quarante-huit ans, ancien vice-ministre des affaires étrangères de M. Pérès et artisan, avec son mentor, des accords israélo-palestiniens dits d'Oslo. M. Beilin appartient à l'aile gauche de ce qu'on appelle ici « l'aristocratie travailliste ». La presse israélienne a fait ses gorges chaudes de l'éventuel affrontement final entre le « yuppie de Tel Aviv et le macho des kibbutzim ». Mais chacun admet que, si le duel doit avoir lieu, M. Barak l'emportera haut la main. Ancien patron des commandos d'élite de l'état-major, ancien chef des renseignements militaires, ancien généralissime de Tsahal, qu'il dirigea d'avril 1991 à fin 1994, l'homme qui se présente comme « le dauphin d'Itzhak Rabin » est d'autant plus énigmatique que, comme dit Susan Hattis-Roelef, politologue locale, il s'est employé à « ne pas articuler le moindre commencement de programme politique ».

PERPLEXITÉ

Il est pour « la paix avec les Arabes », pour « le rétablissement de la confiance avec les Palestiniens et la poursuite du processus d'Oslo », pour « la reprise des négociations avec la Syrie » sur le Golan occupé. Mais à quelles conditions ? Dans quelle perspective ? Mystère. Lorsque Shlomo Ben-Ami, soutenu par M. Beilin, proposa d'inscrire dans la plate-forme travailliste l'assentiment du parti à l'éventuelle naissance d'un Etat

palestinien, M. Barak, qui affirme toujours « préférer une solution de confédération avec la Jordanie qui modérerait l'entité palestinienne », s'y opposa. Puis il s'y résolut pour maintenir l'unité du parti et à condition qu'il soit mentionné dans la plate-forme que l'éventuel Etat n'aurait ni armée, ni souveraineté sur la vallée du Jourdain (un quart de la Cisjordanie occupée), ni sur son espace aérien, que l'armée d'Israël pourrait survoler à sa convenance.

Etranger à toute idéologie, sauf celle du sionisme, M. Barak tient à se maintenir « au centre de l'échiquier national ». Le centre ayant largement glissé à droite, M. Barak suit. Partisan déclaré d'une « séparation avec les Palestiniens », son présupposé est que, sur la question des territoires occupés, la majorité de ses concitoyens reste attachée à l'idée du plus « grand Israël » possible.

En septembre 1995, alors ministre de l'économie, il fut le seul membre du gouvernement Rabin à ne pas ratifier l'accord dit d'Oslo 2, parce qu'il trouvait que tout cela allait trop vite, qu'il n'était point besoin de céder aussi rapidement autant de territoires (6 %...) aux Palestiniens. Très offensif sur la manière « ridicule et dangereuse » de gouverner de M. Nétanyahou, M. Barak, qui n'a jamais attaqué les objectifs de cette politique, avouait récemment sa perplexité : « Cherche-t-il [Nétanyahou] à amener les Américains à intervenir directement dans nos affaires ? Ne comprend-il pas que le dessein américain dans la région est plus proche de celui d'Arafat que du nôtre ? »

Patrice Claude

Des milliers de démocrates ont défilé à Hongkong

Les manifestants ont réclamé la libération des prisonniers politiques chinois et commémoré le massacre de Tiananmen

HONGKONG

de notre envoyé spécial
Les démocrates de Hongkong ont rassemblé, dimanche 1^{er} juin, un mois exactement avant le départ des Britanniques, la plus grosse manifestation enregistrée depuis plusieurs années contre les conceptions autoritaires



HONGKONG

des futurs maîtres des lieux. Quelque sept mille personnes se sont retrouvées en fin d'après-midi devant le siège local de l'agence Chine nouvelle, qui abrite la représentation de Pékin, pour réclamer la libération des prisonniers politiques chinois et une révision de la condamnation officielle par le gouvernement chinois du soulèvement de la place Tiananmen, à Pékin, en 1989.

Le chiffre représente une goutte d'eau par rapport au million de Hongkongais qui avaient défilé, pour protester, au lendemain de la répression. Il traduit pourtant l'existence d'un noyau dur de récalcitrants avec lesquels Pékin va devoir traiter, d'une manière ou d'une autre. Dans un geste de défi peu apprécié des fonctionnaires continentaux, qui filmaient la scène de derrière leurs fenêtres, les manifestants ont suspendu sur la façade du bâtiment une représentation sur toile noire de l'emblème du soulèvement, la « déesse de la démocratie ». Celle-ci, du coup, masquait le blason de la République populaire de Chine. Les manifestants, emmenés par Tsang Kin-shing, député au Parlement hongkongais, instance que Pékin va dissoudre le 1^{er} juillet,

ont ensuite déposé une gerbe à la mémoire des victimes de la répression à Pékin.

Ils avaient auparavant traversé le quartier des affaires depuis son centre en criant des slogans et en brandissant des pancartes à la gloire de la « démocratie » et de la « liberté ».

Par moments, la foule, qui est allée en grossissant au fur et à mesure que le cortège progressait dans une parfaite coordination entre les organisateurs et la police, chantait des airs continentaux glorifiant la « patrie » chinoise. Ce pied de nez se voulait un lointain écho à la manière dont les étudiants de Tiananmen avaient récupéré à leur profit l'*International* pour en clamer les accents à la figure des dirigeants de Pékin.

DRAPEAUX TAÏWANAISS

L'aspect le plus révélateur de cette manifestation était probablement sa composition : une population de toutes conditions et de tous âges, représentative de la population du territoire. Les plus âgés n'étaient pas les moins ardents à reprendre les slogans lancés par M. Tsang. Ce dernier évita soigneusement de tomber dans le piège de provocations qui justifiaient une condamnation immédiate de telles manifestations par le nouvel administrateur sous souveraineté chinoise, Tung Chee-hwa. Ainsi, les drapeaux de Taïwan étaient tolérés, mais de façon marginale. Un manifestant lança un puissant « *A bas le Parti communiste chinois !* ». Tout le monde pouffa, mais personne ne reprit le slogan.

Francis Deron

900 F PAR MOIS.*

103 CH PAR PLAISIR.

LA NOUVELLE ALFA 145 EST EQUIPÉE DU MOTEUR TWIN SPARK 16 SOUPAPES. À VOUS LE SILENCE DES 16 SOUPAPES QUI S'ACTIVENT DISCRÈTEMENT. À VOUS LA SOUPLESSE DÈS LES BAS RÉGIMES DU SYSTÈME EXCLUSIF TWIN SPARK (DEUX BOUGIES PAR CYLINDRE). À VOUS LE PLAISIR DE CHOISIR ENTRE TROIS MOTORISATIONS : 103 CH, 120 CH ET 140 CH. À VOUS LE PLAISIR DE CONDUIRE UNE ALFA 145. OFFRE VALABLE POUR L'ACHAT D'UNE ALFA 145 1.4 TWIN SPARK 16V, NEUVE. PRIX TARIF AU 17.03.97 AM 97 82 500 F. MONTANT FINANCE 43 867 F EN CRÉDIT CLASSIQUE APRÈS VERSEMENT D'UN APPORT DE 38 633 F. TEG 8,50 %. 60 MENSUALITÉS DE 900 F, COÛT TOTAL DE 10 133 F HORS ASSURANCES FACULTATIVES SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU CRÉDIT PAR ALFA ROMEO FINANCEMENT. OFFRE VALABLE JUSQU'AU 29.6.97.**

**NOUVELLE ALFA 145
TWIN SPARK 16 V. 103 CH.**

Cœur Sportif



Mise en garde américaine à M. Tudjman et M. Milosevic

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT américain, Madeleine Albright, a dénoncé, samedi 31 mai, les retards des présidents de Croatie et de Serbie, Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic, dans la mise en œuvre de leurs engagements de Dayton. Le chef de la diplomatie américaine a évoqué avec les deux dirigeants les questions des criminels de guerre, du retour des réfugiés et des libertés politiques, toujours en suspens dans les Balkans plus de dix-sept mois après la signature des accords de paix.

A Belgrade, Madeleine Albright a séchement déclaré que la normalisation des relations n'était pas encore à l'ordre du jour. « J'ai assuré [M. Milosevic] que si la Serbie ne respectait pas ses engagements, les Etats-Unis s'arrangerait pour qu'elle ne participe pas à la tendance dynamique observée en Europe et qu'elle en reste au contraire très éloignée », a dit le secrétaire d'Etat. Avec le président croate, Franjo Tudjman, à Zagreb, Madeleine Albright a estimé « qu'il est du devoir des dirigeants de n'imporer quel pays de fournir une direction morale et j'ai demandé au président Tudjman de fournir ce genre de comportement », devant le chef d'Etat croate, qui présentait un visage lugubre. - (AFP)

L'ambassadeur de France à Kinshasa a été reçu par M. Kabila

KINSHASA. Michel Rougagnou, l'ambassadeur de France à Kinshasa, a été reçu dimanche 1^{er} juin par le président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila. M. Rougagnou avait demandé audience la semaine dernière. Un premier contact officiel avec les nouvelles autorités avait eu lieu le 27 mai à l'occasion de la visite à Kinshasa de Jean-Pierre Lafon, envoyé spécial du Quai d'Orsay, venu s'enquérir de la sécurité des ressortissants français après l'assassinat de deux d'entre eux.

Par ailleurs, des soldats de la nouvelle armée congolaise ont ouvert le feu, lundi 26 mai, sur des manifestants qui défilaient à Uvira, dans l'est du pays, protestant contre l'assassinat de cinq personnes enlevées quelques jours plus tôt par des militaires, selon des sources humanitaires qui ont fait état d'une vingtaine de victimes. - (AFP, Reuter.)

En Afghanistan, les talibans menacent de contre-attaquer

KABOUL. Les talibans, selon l'agence islamique afghane AIP, ont proposé, dimanche 1^{er} juin, à leurs opposants qui résistent toujours dans le nord du pays de négocier, tout en dépechant des milliers de combattants vers les zones de combat dans cette région. Ils ont affirmé, dans un communiqué, qu'ils voulaient un accord de paix, ajoutant que, si leur offre était refusée, une opération de grande envergure serait lancée contre leurs adversaires. Des milliers de talibans ont déjà été envoyés par avion en renfort vers les zones de combat du nord de l'Afghanistan, où l'aviation de ces « étudiants en religion » a bombardé, dimanche pour le deuxième jour consécutif, la capitale du Nord, Mazar-i-Charif. Dans le même temps, les talibans ont affirmé avoir repoussé une offensive dans la province septentrionale de Samangan, infligeant de lourdes pertes aux forces de l'opposition. - (AFP)

EUROPE

■ **ESPAGNE :** le procès de l'ex-directeur général de la garde civile, Luis Roldan, accusé de détournements de fonds, s'ouvre, lundi 2 juin, devant le Tribunal supérieur de justice de Madrid, et marque le début d'une série de grands procès contre plusieurs hauts responsables de l'ancien gouvernement socialiste. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **GAZA :** un enseignant de l'université de Gaza, Ayoub Osman, auteur d'un article critiquant des cas de corruption au sein de l'Autorité palestinienne, a été arrêté samedi 31 mai. L'article a été publié par l'hebdomadaire indépendant *El Bilad*. - (AFP)

■ **IRAN :** l'hodjatoleslam Ali Akbar Nategh-Nouri, candidat conservateur battu à l'élection présidentielle, a été reconduit dimanche 1^{er} juin par 211 voix - sur les 243 députés - à la présidence du Parlement. Deux vice-présidents, Hassan Rouhani et Mohamad Ali Movakédi-Kermani, proches de M. Nategh-Nouri, ont eux aussi été reconduits dans leurs fonctions. - (AFP)

■ **ISRAËL :** un musicien de l'Opéra de Berlin, Garret Reinke, joueur de cor de cinquante-quatre ans, qui a provoqué un scandale, dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 mai, en signant une note de consommations du nom d'Adolf Hitler, a été renvoyé en Allemagne dimanche. - (AFP)

AFRIQUE

■ **SIERRA LEONE :** les putschistes ont spectaculairement illustré, dimanche 1^{er} juin, la fraternisation avec les ex-rebelles, en nommant leur chef historique, le caporal Foday Sankoh, vice-président de la junte. Foday Sankoh est actuellement « retenu » au Nigeria par les autorités d'Abuja. - (AFP)

Le gouvernement turc annonce la tenue prochaine d'élections anticipées

Tansu Ciller doit bientôt succéder à Necmettin Erbakan

Paralysée par l'antagonisme grandissant de l'armée et des institutions laïques du pays, la coalition dirigée par le premier ministre islamiste

Necmettin Erbakan a décidé de jouer ses dernières cartes en demandant la tenue d'élections anticipées qui, selon le chef du gouvernement,

feront office de « référendum ». M. Erbakan a aussi annoncé qu'il céderait sa place « avant le mois de juin » à Mme Tansu Ciller.

ISTANBUL

de notre correspondante

« Nous voulons des valeurs nationales, morales. Certains sont contre le peuple. Ces gens veulent retourner au système du parti unique d'il y a cinquante ans », a affirmé le premier ministre turc dans une référence mal déguisée à l'armée au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue, dimanche 1^{er} juin, à Ankara. Accusant « l'opposition gauchiste » - qualificatif que le premier ministre accorde à tous ses opposants, y compris le Parti, conservateur, de la Mère patrie (ANAP) - de bloquer le succès économique du pays, M. Erbakan a exprimé sa conviction que la coalition « sortirait renforcée » du scrutin anticipé.

Utilisant des graphiques et des chiffres, le premier ministre et son ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, ont tenté de démontrer le succès - très contesté - de leur alliance. Le premier ministre a expliqué qu'avant la fin du mois de

juin et jusqu'aux élections, qui auront lieu dans un « délai raisonnable », il serait remplacé à la tête du gouvernement par Mme Ciller. Les deux partis ne se sont pas encore mis d'accord sur une date précise. Le Parti de la prospérité (RP) de M. Erbakan, qui pense pouvoir compter sur le soutien renouvelé de ses électeurs, souhaite aller aux urnes dès l'automne. Mme Ciller, dont la popularité a été érodée par son alliance avec les islamistes et par des allégations de corruption, espère demeurer au pouvoir jusqu'au printemps 1998.

Avant de pouvoir affronter l'électorat, les deux partenaires devront d'abord convaincre l'Assemblée nationale d'approuver la tenue d'élections. La réticence notable des députés, confortablement installés au Parlement, à se départir des privilégiés qui leur ont été octroyés et qu'ils espéraient garder jusqu'en l'an 2000, pourrait rendre cette tâche difficile. Mme Ciller, en particulier, aura du

mal à obtenir le soutien de tous ses collègues du Parti de la juste voie (DYP), les dissidents craignant de ne pas être inclus sur les listes électorales en cas de législatives anticipées.

DÉFÉCTIONS

Cinq défections en l'espace de dix jours au sein du DYP ont cependant affaibli le gouvernement, qui a perdu, cette semaine, sa majorité absolue à l'Assemblée. Pour renflouer ses rangs dans l'immédiat, la coalition a donc entamé des négociations avec le Parti de la grande unité (BBP), une formation religieuse ultra-nationaliste, qui pourrait ajouter ses six sièges en devenant le troisième partenaire au sein du gouvernement. Bien que le transfert des pouvoirs à Mme Ciller ait été prévu par le protocole d'accord signé il y a onze mois entre le RP et le DYP, le premier ministre Erbakan devra soumettre sa démission au président de la République, ce qui présente

Nicole Pope

Le pape appelle la Pologne à dépasser ses divisions

WROCŁAW

de notre envoyé spécial

La pluie glaciale, l'âge, les déceptions de la période postcommuniste n'y ont rien fait : avec émotion, le pape a retrouvé à Wroclaw, dans le sud-ouest de la Pologne, les assemblées ferventes et recueillies. Mais l'on n'a pourtant pas retrouvé, samedi 31 mai et dimanche 1^{er} juin à Wroclaw, première étape d'un voyage de onze jours en Pologne, le ton de révolte qui était celui de Jean Paul II quand, en mai 1995, à Skoczow, près de la frontière tchèque, il dénonçait la « mise à l'écart » des croyants de son pays. Aujourd'hui, dans une Pologne entre deux échéances électorales, référendaire et législative, et divisée au sujet de l'Eglise - à propos de l'avortement et du concordat réglant ses relations avec l'Etat -, le pape a cherché à se placer dans un rôle de rassembleur, non plus de procureur.

Dans cette ville de Wroclaw, historiquement écartelée entre l'Allemagne (ex-Breslau) et la Pologne, symbole de toutes les divisions du continent, Jean-Paul II a clôturé dimanche, devant 200 000 fidèles, un congrès eucharistique international. Il a décrit les menaces qui pèsent sur une liberté si chèrement acquise et qui, dit-il, ne doit pas être galvaudée. Quel usage la société postcommuniste fait-elle de la liberté retrouvée ? C'est la question « dramatique » que Karol Wojtyla a de nouveau posée à « la démocratie polonaise, inspirée par l'idéologie libérale ». Le pape a affirmé que c'était faire un mauvais procès à l'Eglise polonaise de dire qu'elle est « ennemie de la liberté ». Une manière de faire taire l'anticléricalisme dont la hiérarchie déplore qu'il renaisse dans les partis libéraux et dans les médias.

« TENSIONS DOULOUREUSES »

Dès son arrivée samedi matin à l'aéroport, devant le président Alexandre Kwasniewski (ex-communiste), présent à toutes les cérémonies religieuses, le pape a souligné les progrès démocratiques et économiques de la Pologne. Mais il s'est inquiété des « tensions douloires » qui traversent le pays. En ajoutant : « Les Polonais sont dotés d'un énorme potentiel d'intelligence et de volonté. La Pologne est un pays capable de jouer, dans le concert des nations européennes, un rôle capital. » Lors d'un tête-à-tête entre le pape et le président de la République, les sujets de friction n'ont pas été abordés. La préparation du concordat a seulement fait l'objet d'un entretien entre le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, et le premier ministre Cimoszewicz. Alexandre Kwasniewski a déclaré qu'il avait bon espoir que l'accord Eglise-Etat soit prochainement ratifié.

La même volonté de réconciliation s'est manifestée samedi soir dans la Halle Bulowa de Wroclaw, où a eu lieu un rassemblement œcuménique sans précédent en Po-

logne. Le pape avait tenu à inviter les représentants de toutes les religions du pays, chrétiens (orthodoxes, méthodistes, luthériens, baptistes, etc.), juifs et musulmans. L'accordade donnée à trois représentants de la communauté juive (moins de 10 000 membres) a été chaleureusement applaudie. Dans un pays où la majorité catholique est écrasante, le pape a répété que la division des confessions chrétiennes était un scandale et que la rencontre des religions devait être un signe d'unité pour la Pologne,

pour l'Europe et toute l'humanité. La rencontre prévue à Vienne, le 20 juin, entre les deux principaux patriarches de l'orthodoxie, Alexis de Moscou et Bartholomée de Constantinople, n'aura cependant pas lieu et le « sommet » sans précédent, prévu aussi fin juin à Vienne, entre le pape et Alexis II, patriarche de Russie, se heurte toujours à des réticences. Jean Paul II aura fort à faire pour éteindre aussi les incendies dans sa propre Eglise et dans son propre pays, si l'on en juge par le ton des propos échangés

Henri Tincq



“Avec leur truc génial pour se repérer dans les fonctions, nous, on a perdu le nord”

Nouveau GSM Sagem Navigator.
Accès au menu par navigateur pour une plus grande simplicité d'utilisation.



SAGEM Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.



François Dert
avec une équipe de
Solving International

**l'art d'
INNOVER**
ou
La conquête de l'incertain

MAXIMA
LAURENT DU NORDÉVÉTEUR

212 pages
148 francs

Preface de Michel Drancourt

**Comment éliminer les étouffoirs de l'innovation.
Exemples à l'appui". Enjeux-Les Echos.**

DÉTENTION Face à l'augmentation constante du nombre de suicides en prison (138 en 1996), l'administration pénitentiaire a lancé, pour la première fois, en avril, un

programme de prévention du suicide, qui est actuellement expérimenté dans onze établissements pénitentiaires. ● LE DISPOSITIF reprend les conclusions d'un rapport

confidentiel qui préconise notamment le perfectionnement du dispositif d'arrivée des détenus et l'amélioration des conditions de détention dans les quartiers discipli-

naires. ● AUTEUR d'une thèse sur le suicide en prison, Nicolas Bourgois, chercheur à l'INED (Institut national des études démographiques), constate que le geste suicidaire est à

la fois lié aux conditions de détention et à la situation pénale et familiale du prisonnier. Dans des lettres, les détenus tentent d'expliquer leur geste.

Le ministère de la justice tente d'endiguer les suicides en prison

Face à l'augmentation constante, depuis 1990, des conduites suicidaires, l'administration pénitentiaire expérimente dans onze établissements un dispositif visant à améliorer les conditions de détention

EN MARS, c'est un détenu qui décède en se jetant du troisième étage de la maison d'arrêt de Toulon. En avril, ce sont deux prisonniers qui se suicident à quelques jours d'intervalle à la prison de Nantes. Une semaine plus tard, c'est la découverte d'un détenu pendu, avec ses lacets de chaussures dans le quartier disciplinaire de la maison d'arrêt de Grasse (Alpes-Maritimes)... Chaque année, plus d'une centaine de détenus se donnent la mort dans les prisons françaises. Depuis six ans, leur nombre est en augmentation constante : il est passé de 67 en 1991 à 138 en 1996. Cette situation, dénoncée par l'Observatoire international des prisons (OIP) ne peut être expliquée par le seul accroissement de la population pénale.

Confrontée à l'aggravation d'un phénomène qui pose, en filigrane, le problème des conditions de détention, l'administration pénitentiaire a réagi en lançant il y a quelques semaines un programme de prévention du suicide en prison. L'essentiel du dispositif reprend les conclusions d'un rapport confidentiel sur « la prévention du suicide en milieu pénitentiaire » rédigé en mai 1996,

PERSONNALITÉS PATHOLOGIQUES

Pour les rapporteurs, la « sur suicidité carcérale » s'explique notamment par le fait que « la prison accueille de plus en plus de personnes pathologiques, inadaptées au monde du travail, souffrant d'un véritable handicap relationnel [amplifié] par le fonctionnement habituel « totalitaire », non négocié, de la prison ». Ce constat est aggravé par « la surpopulation pénale actuelle [qui] accroît les difficultés de gestion et les rapports de force, diminue l'espace vital nécessaire à chacun, augmente le stress et limite les possibilités de mise en œuvre de projets d'individualisation ».

Tout en estimant qu'il faut « se

garantir du mythe de la prévention totale » du suicide, idée « dangereuse » car « techniquement impossible » et « philosophiquement inacceptable », les rapporteurs préconisent, outre une sensibilisation accrue des surveillants aux souffrances psychologiques des détenus, une série de mesures simples, ciblées sur les moments où le risque suicidaire est maximal. Une partie notable des suicides étant perpétrée dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrivée en prison, ils préconisent de limiter les écrous tardifs et de mieux faire circuler l'information sur les personnes incarcérées entre les magistrats qui placent en détention, et le personnel des établissements qui accueille les détenus.

Ils suggèrent également d'améliorer l'arrivée des détenus en leur distribuant une plaquette d'information sur les formalités en cours, en leur proposant douche et vêtements propres, et en instituant l'accueil du détenus par un « agent référent », chargé de faire appel au médecin et à la direction s'il repère une fragilité chez l'arrivant. Ils insistent en outre sur la nécessité d'éviter le placement du détenus dans une cellule déjà occupée, qui leur paraît d'une « efficacité douteuse » pour prévenir le suicide. Les auteurs lui préfèrent l'affectation dans une cellule d'accueil équipée d'interphones ou de signaux d'alerte, ce qui facilite le contact avec les surveillants.

Les rapporteurs proposent aussi

d'améliorer les conditions de vie en quartier disciplinaire, où le taux de suicide est sept fois supérieur à celui du reste de la détention. Le groupe de travail estime en effet que le placement en quartier disciplinaire, qui peut durer jusqu'à quarante-cinq jours, est « extrêmement anxiogène en ce qu'il induit une perte des repères supplémentaires qui amplifie la déstabilisation inhérente au placement en détention ». Plaidant pour un recours accru à des sanctions alternatives, comme le placement en cellule d'attente ou le confinement en cellule ordinaire à titre préventif, ils proposent de « diminuer le choc » du placement au « mitard » par une rencontre avec un gradé responsable du quartier ainsi que par la distribution d'un imprimé type expliquant les droits et restrictions que la punition implique.

AMÉLIORATION DE LA SALUBRITÉ

Le groupe insiste surtout sur l'amélioration des conditions d'hygiène et de salubrité des cellules disciplinaires : l'instauration d'une arrivée d'air frais, d'une arrivée d'eau correcte indépendante de celle des toilettes et l'arrêt de la privation de douches devraient être obligatoires. Les rapporteurs suggèrent d'ailleurs que soit proscrite la pratique, « non compatible avec le respect de la dignité humaine », qui consiste à dénuder entièrement les détenus présentant un risque suicidaire afin qu'ils évitent de se pendre avec leurs vêtements. Une note du direc-

teur de l'administration pénitentiaire avait déjà, en février 1996, limité le recours aux mises à nu des détenus au quartier disciplinaire, et précisé que, le cas échéant, des sous-vêtements non tissés devaient leur être fournis.

Enfin, les auteurs du rapport suggèrent une meilleure prise en compte des signaux d'alerte que constituent les tentatives de suicide et actes de mutilation, au nombre de 680 en 1995. Ils demandent que l'*'après-suicide'* soit l'occasion d'un accompagnement des familles et d'une prise en charge des détenus, voire du personnel de surveillance, sous la forme d'un « debriefing », confidentiel et non critique, permettant d'aider « à comprendre l'événement, atténuer le stress et permettre [aux agents] de récupérer plus facilement ».

Véritable aggiornamento des conditions de détention, ce rapport a débouché, début 1997, sur la mise en place d'un programme de prévention du suicide, reprenant les grandes lignes des mesures préconisées. Très précis, le dispositif est actuellement expérimenté dans onze établissements pénitentiaires. Il devrait ensuite faire l'objet d'une évaluation, puis, d'une généralisation à l'ensemble des prisons françaises en 1998. Parmi les sites pilotes retenus figure la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne), qui a connu quatre suicides successifs en 1994 et où un comité de pilotage se réunit régulièrement pour discuter

des conditions de réalisation du programme. « Ici, la vague de suicides de 1994 a été vécue comme une expérience très traumatisante, avec un fort sentiment d'impuissance et de culpabilité », explique Christine Peyrache, juge d'application des peines au tribunal d'Evry. Le lancement du programme a donc été particulièrement apprécié. »

A Fleury, on approuve largement l'expérience, tout en soulignant que certaines mesures concrètes ne pourront être mises en place sans crédits supplémentaires. C'est ainsi que la maison d'arrêt des femmes proposait des douches aux nouvelles détenues, jusqu'à ce que les installations tombent en panne sans qu'on pût les réparer, faute de moyens.

De même, des interphones existent dans les cellules d'attente, mais, hors service, ils n'ont jamais pu être remplacés. Malgré l'urgence de la mise en place des mesures préconisées par le rapport, aucune ligne budgétaire précise n'a été débloquée pour l'application du programme de prévention du suicide. L'administration pénitentiaire n'a prévu, pour l'heure, que de procéder à une nouvelle répartition des budgets annuels qui lui sont alloués, sans que l'on sache si ce redéploiement permettra de tout mettre en œuvre pour endiguer l'inquiétante augmentation des suicides en prison.

Cécile Prieur

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS

ENQUÊTE PUBLIQUE

Ouverture dans les formes prévues aux articles L. 11-1, L. 11-4, R. 11-14-1 à R. 11-14-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique de l'enquête préalable :

a) à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la déviation Ouest de Meaux (section A.140-RD.5), sur le territoire des communes de VILLENOY, MAREUIL-LES-MEAUX, ISLES-LES-VILLENOY, NANTEUIL-LES-MEAUX et QUINCY-VOISINS.

b) au classement en autoroute du tronçon de déviation A.140-RD.5.

c) à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées.

Cette enquête prescrite par arrêté préfectoral n° 97-DDE.ET.007 du 28 mai 1997 se déroulera pendant 44 jours consécutifs du 18 juin 1997 au 31 juillet 1997 inclus.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX.

Pendant cette période, le dossier et le registre d'enquête seront déposés à la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX ou le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations éventuelles, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie à savoir :

- les lundis de 14h30 à 18h
- les mercredis de 9h à 12h
- les mardis, jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h30 à 18h.

Pendant la même période, le dossier afférent au projet ainsi qu'un registre d'enquête subsidiaire, seront déposés dans les mairies citées ci-après où le public pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies indiqués ci-après :

VILLENOY :

- du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 16h à 18h
- les samedis de 8h30 à 12h.

ISLES-LES-VILLENOY :

- les mardis et vendredis de 15h à 17h30
- les mercredis de 9h à 12h
- et les samedis de 9h30 à 12h.

NANTEUIL-LES-MEAUX :

- du lundi au jeudi de 9h à 12h15 et de 13h45 à 17h30
- les vendredis de 9h à 12h15 et de 13h45 à 17h
- les samedis de 8h30 à 12h.

QUINCY-VOISINS :

- les lundis et vendredis de 8h à 12h et de 13h30 à 18h
- les mardis, mercredis et jeudis de 8h à 12h et de 13h30 à 17h
- les samedis de 8h30 à 12h.

Les personnes souhaitant faire connaître leurs observations par correspondance devront les adresser au Commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête.

Monsieur René DRUELLE Ingénieur Divisionnaire des Travaux Ruraux en retraite est désigné par le Président du Tribunal Administratif de MELUN pour assurer les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Monsieur René DRUELLE sera à la disposition du public à :

- la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX :

- le 20 juin 1997 de 10h à 12h
- le 26 juin 1997 de 15h à 17h
- et le 30 juillet 1997 de 10h à 12h.

- la mairie de VILLENOY :

- le 20 juin 1997 de 16h à 18h
- le 26 juin 1997 de 10h à 12h
- et le 31 juillet 1997 de 16h à 18h.

- la mairie d'ISLES-LES-VILLENOY :

- le 24 juin 1997 de 15h à 17h
- et le 1^{er} juillet 1997 de 15h à 17h.

- la mairie de NANTEUIL-LES-MEAUX :

- le 23 juin 1997 de 10h à 12h
- et le 2 juillet 1997 de 14h30 à 16h30.

- la mairie de QUINCY-VOISINS :

- le 23 juin 1997 de 14h30 à 16h30
- et le 30 juin 1997 de 15h à 17h.

La copie du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur sera déposée dans les mairies de Villenoy, Isles-Les-Villenoy, Mareuil-Les-Meaux, Nanteuil-Les-Meaux et Quincy-Voisins, à la Préfecture de Seine-et-Marne à MELUN, à la Sous-Préfecture de MEAUX et au Tribunal Administratif de MELUN pour être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en adressant une demande écrite au Préfet de Seine-et-Marne.

« Regardez ! cette existence n'a pu me retenir ! »

Nous publions des lettres écrites par les détenus avant de se donner la mort. Elles sont extraites de la thèse de Nicolas Bourgois sur le suicide en prison.

● Madame la juge,

Etant donné les actes que j'ai commis avec ce vol de voiture, et sachant que la justice sera sévère, ce que je trouve normal, je préfère arrêter ou plutôt couper court à ma vie, car la prison n'est pas une bonne solution pour moi (personnellement). Alors, il ne me reste qu'à vous sauver et sachez que je vous tiens aucune rancœur. Ni aux services de gendarmerie, qui ont fait admirablement leur travail et ont été très polis avec moi, ainsi que le service pénitentiaire où je me trouve. Bien à vous et à la justice. »

● « Madame le juge d'instruction,

Me voici encore une fois entre les mains de la justice, à qui la faute ? Depuis mon incarcération, je me suis posé beaucoup de questions et je vais vous donner mes conclusions qui seront d'ailleurs les dernières. Dès mon premier âge, votre justice des potes m'a enlevé à mes parents, qui sont à mes yeux les meilleurs, pour des peccadilles.

Votre justice m'a conditionné, formé, pour devenir ce que je suis. Grâce à elle, je suis rejeté de cette société (...) Je suis entré dans le monde de la drogue et qui dit drogue dit beaucoup d'argent, alors j'ai commis des méfaits. Je fus emprisonné, que croyez-vous que la justice a fait, au lieu de me guérir ? De me faire

confiance ? Non. Elle m'a reconstruit et formé pour que, à ma sortie je retombe encore plus bas.

Ce monde indifférent, cette justice impitoyable et ces juges sans sentiments et dénués des principes les plus élémentaires de savoir-vivre, qui condamnent aveuglément sans essayer de comprendre les pourquoi, les comment un être humain peut en arriver à voler pour se droguer et effacer momentanément cette vie privée. Eh bien, ce monde, je vais le quitter sans regrets et je laisserai cette soi-disante justice humaine et ces chefs comme vous, madame, avec leur bonne conscience. Voilà, madame, la justice aura fait une victime de plus ! »

● « Docteur,

Il ne m'a pas été possible de tenir l'engagement que j'avais pris devant vous il y a quelque temps, celui de ne pas récidiver une atteinte quelconque sur ma personne. En effet, bien que l'infrastructure et l'ambiance du CMPR [centre médico-psychologique régional, ndlr] soient les plus à même de faire s'atténuer un état dépressif, je ne puis plus, depuis longtemps, faire face à cette image de ma mère, tuée par moi ; sa mort, sans la mienne, est devenue par trop obsessionnelle. Rester en vie, dans ces conditions, ne représente plus rien ; depuis mon geste fatal, toutes mes valeurs sont modifiées fondamentalement ; j'ai fait ce qui, pour moi, est la seule justice possible et également la seule solution à nombre de problèmes soulevés par mon crime.

En regrettant de vous avoir déçu, veuillez accepter, docteur, toutes mes excuses ainsi que mon respect le plus profond. »

● « Monsieur le directeur,

Je m'excuse d'en arriver là, mais je pense avoir bien réfléchi, je ne tiens pas à être jugé encore une fois pour des faits que je n'ai pas commis. Comme vous le savez, j'ai pris trois ans pour un coup de pied et j'ai été jugé sur des mensonges. Cette fois encore, une machination est en train de se mettre en place. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, là je baisse les bras (...). Sur cette affaire qui est en cours, je me trouve dans l'incapacité de prouver mon innocence. (...) Je suis bel et bien impuissant, et la parole d'un garçon qui a un casier judiciaire n'a aucune valeur. J'ai décidé de quitter ce monde de cons, et injuste. Je souhaite pour tout le monde que la société changera un jour. Revez, monsieur le directeur, tous mes respects. »

● « Je voulais seulement me retourner et dire : Regardez ! cette existence n'a pu me retenir ! Vous voyez ? je disparaîs ! Jamais plus je ne tomberai dans les pièges humains. Je renonce à ma religion ! Je renonce à mes passions ! Cet instant de gloire est à moi et à moi seul ! Je suis libre ! »

► *Le suicide en prison*, de Nicolas Bourgois, L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 1994, 272 pages, 150 francs.

Une carte de la souffrance en milieu pénitentiaire

AUTEUR d'une thèse sur le suicide en prison, Nicolas Bourgois, chercheur à l'Institut national des études démographiques, a recensé les facteurs de risque du suicide

La défense de Bernard Tapie demande une confusion des peines

Trois semaines d'audience sur les comptes de l'OM n'ont pas permis d'établir le chef de corruption

Le tribunal correctionnel de Marseille rendra son jugement le 4 juillet dans l'affaire des comptes de l'OM. Bernard Tapie est intervenu, samedi

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Le rituel est immuable. A l'issue de chacun de ses procès, Bernard Tapie prend la parole, comme s'il



PROCÈS

l'Olympique de Marseille allait s'achever, l'ancien président du club de football s'est avancé à la barre. Après quatre jours d'absence pour raisons de santé, il avait tenu à assister au basculement de rideau. Son épouse et sa mère étaient présentes dans la salle. S'adressant au tribunal, il a alors déclaré : « Depuis trois ans, on m'a ruiné, déshonoré, humilié. Et on vous demande d'insister encore sur la seule chose qui me reste : la possibilité d'être au contact de ma famille. »

Les magistrats rendront leur jugement le 4 juillet. D'ici là, ils devront faire le tri du vrai et du faux, des invraisemblances et des évidences, dans ce dossier complexe où se mêlent factures douteuses, honoraires injustifiés et détournements de fonds, pour un montant total - 101 millions de francs - vivement contesté par la défense. En requérant à l'encontre de M. Tapie quatre ans d'emprisonnement, dont deux ferme, le parquet a fait de lui l'organisateur en chef d'une « délinquance financière particulièrement structurée » (*Le Monde* du 30 mai).

A ces réquisitions sont venues s'ajouter les plaideries, très inci-

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Denise BRETON

nous a quittés, le 26 mai 1997, à l'âge de soixante-six ans. Après trente années de tétraplégie.

La cérémonie religieuse a été célébrée, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, sa paroisse.

Elle a été inhumée au cimetière de Montrouge, dans le caveau familial, auprès de son père.

Clément BRETON,
ingénieur des Arts et Métiers.

Vous qui les avez aimés, pensez à eux.
Priez pour eux.

De la part de :
Mme Germaine Breton,
sa mère,
Annie Breton,
sa sœur,
Des familles Brugial, Ratier et tous ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41-43, rue des Plantes,
75014 Paris.

- Mme Paulette Buisan,
son épouse,
Claudine, Martine, Sylvie,
ses filles,
Julie, Antoine, Mathieu, Laurent, Guillaume, Bruno,
ses petits-enfants,
Denis Metaxas, Raymond Desormière,
Gilles Melétrie,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger BUISAN,
médecin de la clinique médicale
d'Arguel de 1946 à 1991,

à l'âge de soixante-quinze ans.

L'inhumation dans la sépulture de la famille a eu lieu dans l'intimité à Pierrefitte-Nestalas (Haute-Pyrénées).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

sives, de plusieurs avocats. Mme Raymond Larnaudie, l'un des défenseurs de l'intermédiaire croate Ljubomir Barin, a qualifié l'ancien ministre de « menteur ». Mme Gilbert Collard, l'avocat du « repenti » Jean-Pierre Bernès (ex-directeur général de l'OM), a fustigé ses « méthodes fascistes ». Dans un style plus sobre, la défense d'Alain Laroche (ex-directeur financier) a rappelé que ce dernier, souvent mis en cause, avait obéi à sa « direction ».

Les avocats de l'homme d'affaires ont riposté à ces attaques. Le bâtonnier Henri Bollet a suggéré aux instances du football d'« arrêter l'hypocrisie consistante à dire que Tapie est responsable de tout ». Mme Jean-Yves Lienard s'est indigné de la manière dont les autres prévenus s'étaient retranchés derrière son client pour nier leurs responsabilités. Après avoir ironisé sur les « extravagantes révélations » de M. Bernès sur la corruption d'arbitres et de joueurs adverses, Mme Lienard a évalué à « 4, 5 ou

6 millions » le montant des fonds dont la destination finale demeure aujourd'hui mystérieuse. Enfin, il a demandé la confusion des peines entre cette affaire et celle de Valenciennes. Le parquet avait requis la non-confusion. Il est vrai que les délits reprochés ne sont pas les mêmes.

PLONGÉE EN COULISSES

En trois semaines d'audience, les magistrats marseillais auront donc effectué une longue plongée dans les coulisses du football. Au gré des circuits financiers, il fut ainsi question de comptes bancaires en Suisse, au Panama, à Dublin, Zagreb, Barcelone et Montevideo, mais aussi de retraits en espèces, effectués par des porteurs de valise peu regardants. Au passage, on apprit que certains arbitres appréciaient les « cadeaux » avant les matchs européens. L'OM, comme d'autres clubs, leur offrait des montres de marque, voire des « hôtesses ». Corruption ? « Plutôt de la mise en condi-

Cumul ou non, ce que dit le code pénal

Les condamnations prononcées à l'encontre de Bernard Tapie - huit mois ferme dans l'affaire du match truqué OM-VA et deux ans de prison avec sursis dans l'affaire Testut - et celles éventuellement à venir - le Phocéa et les comptes de l'OM - posent la question du cumul ou de la confusion des peines. Il y a confusion de droit des peines si la première condamnation n'est pas définitive au moment où les faits de la deuxième infraction sont commis et si les faits sont les mêmes, se sont déroulés dans la même période et dans les mêmes circonstances. Dans le cas contraire, la règle de la séparation des peines s'applique. L'article 132-4 du nouveau code pénal précise que, « lorsque, à l'occasion de procédures séparées, la personne poursuivie a été reconnue coupable de plusieurs infractions en concours, les peines prononcées s'exécutent cumulativement dans la limite du maximum légal le plus élevé ». Une éventuelle confusion est néanmoins laissée à l'appréciation du tribunal.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Denise BRETON

nous a quittés, le 26 mai 1997, à l'âge de soixante-six ans. Après trente années de tétraplégie.

La cérémonie religieuse a été célébrée, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, sa paroisse.

Elle a été inhumée au cimetière de Montrouge, dans le caveau familial, auprès de son père.

Clément BRETON,
ingénieur des Arts et Métiers.

Vous qui les avez aimés, pensez à eux.
Priez pour eux.

De la part de :
Mme Germaine Breton,
sa mère,
Annie Breton,
sa sœur,
Des familles Brugial, Ratier et tous ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41-43, rue des Plantes,
75014 Paris.

- Mme Paulette Buisan,
son épouse,
Claudine, Martine, Sylvie,
ses filles,
Julie, Antoine, Mathieu, Laurent, Guillaume, Bruno,
ses petits-enfants,
Denis Metaxas, Raymond Desormière,
Gilles Melétrie,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger BUISAN,
médecin de la clinique médicale
d'Arguel de 1946 à 1991,

à l'âge de soixante-quinze ans.

L'inhumation dans la sépulture de la famille a eu lieu dans l'intimité à Pierrefitte-Nestalas (Haute-Pyrénées).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

Pour LIORA,

qui traversait la rue sur un passage protégé il y a dix-sept ans.

Sa famille et ses amis se retrouveront, le 5 juin 1997 à 14 h 30, entrée principale du cimetière de Pantin.

Familles Cicurel et Wiener.

Que ses amis et admirateurs se souviennent du grand photographe

Eric SCHWAB,

parti, il y a vingt ans, le 2 juin 1977.

Conférences

- Mme Robert Badinter présentera son dernier ouvrage,

« Un antisémitisme ordinaire, Vichy et les avocats juifs, 1940-1944 », le jeudi 5 juin 1997 à 19 heures,

Au centre de documentation juive contemporaine, 17 rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 01-42-77-44-72 - Fax 01-48-87-12-50 (entrée libre).

- « La morale laïque contre l'ordre moral », conférence de J. Baubérot. Egl. protestante de Bon-Secours, 5 juin 20 h 30, 20, rue Titon, 75011 Paris.

Communications diverses

Mercredi 4 juin 1997 à 20 h 30,

- Rencontre « La médecine et l'action humanitaire dans le monde : ambition ou illusion », avec Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire. Sous la présidence de Robert Sebag, directeur de la Fondation Elf-Aquitaine. P.A.F. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-92.

- Le colloque prévu par la

COFRAS,

à la Maison de la chimie, le 6 juin 1997, est repoussé à une date ultérieure.

ATLAS
Assises de la Traduction Littéraire en Arles, table ronde, débats : « Traduire le polar », le 7 juin à 15 heures. Mairie du 3^e arrondissement, Paris.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

- Hélène CIXOUS : « Poétique de la différence sexuelle : Essais de zèles II - zèles de famille » 7, 14 et 21 juin 9 h 30-15 h 30, salle Pupey-Girard, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

Paolo FABBRI et Stefano MONTES : « Aspects théoriques de la traduction textuelle » 6, 13, 20 et 27 juin, 18 h-20 h, salle RCI, université Paris-7, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Michel REY : « L'écriture de l'histoire : Michelet », 9 juin, 18 h-20 h, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

Stéphane ARGUILLÈRE : « Atelier de traduction : introduction à la lecture des textes philosophiques en langue tibétaine » 4 juin, 17 h-19 h, annexe de la V^e section EPHE, Bât. CROUS, 29, rue Daviel, Paris.

François BALMES : « Du Père à l'autre, Dieu dans la psychanalyse (II) » 7 juin, 10 h 30-12 h 30, amphithéâtre A, Carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Guy SAMAMA : « Formation du concept d'hypnose », 5 et 12 juin, 18 h-20 h, amphithéâtre (RdC, Bât. B), EHESS, 105, bd Raspail, Paris.

- Samedi autour d'un livre, Gide, Genet, Mishima. Intelligence de la perversion de Catherine Millot », sous la responsabilité de Jean-Pierre MARCOS, avec M. David-Ménard, J.-P. Marcos, C. Millot, F. Noudeumann, E. Porge, 7 juin, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre Stourzé, Carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 44-41-46-85. - Autres renseignements : 44-41-46-80.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-29-94

ou 38-42

Une association d'insertion dénonce l'attitude de l'Etat

L'ETAT n'a toujours pas fait suite à sa condamnation par le tribunal administratif de Paris, en février 1996, à verser 1,9 million de francs de dédommagement à l'association Espace-Sport-Insertion-Jeunes (ESIJ), viennent de faire savoir les responsables de cette dernière. Le tennismen Christophe Roger-Vasselin, engagé dans ce projet, a dénoncé, le 31 mai, cette attitude « à peine croyable » de « L'Etat qui ne respecte même pas une décision de justice ».

En 1991, le ministre de la ville, Michel Delebarre (PS), avait passé un contrat avec l'ESIJ. L'association devait utiliser les terrains inexploités du stade Camille-Besse de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour des activités de formation et d'insertion par le sport destinées à des jeunes des quartiers défavorisés. Mais ses successeurs n'ont pas donné suite. L'association, qui avait investi dans l'aménagement de deux cours de tennis couverts, s'est retrouvée lourdement endettée. L'Etat devait notamment prendre en charge le loyer du terrain. L'ESIJ chiffre aujourd'hui son préjudice à 7 millions de francs.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le procès de Jean-Michel Boucheron, ancien député et maire socialiste d'Angoulême, extradé d'Argentine le 25 mars après cinq années de fuite, devait s'ouvrir, lundi 2 juin, devant le tribunal correctionnel de Paris. M. Boucheron devra répondre de « complicité de faux en écriture, recel d'abus de biens sociaux, trafic d'influence et ingérence ». Le 8 juillet 1994, il avait été condamné par défaut à quatre ans de prison ferme. Selon l'accusation, les sommes détournées « n'étaient pas inférieures à 746 000 francs ».

■ L'ancien maire (PR) de Cannes Michel Mouillot, qui observe une grève de la faim depuis le 17 mai, sera soumis, le 3 juin, à une confrontation à l'hôpital Pasteur de Nice, a annoncé, le 1^{er} juin son épouse, sans autres précisions. Impliqué dans plusieurs affaires de corruption et détenu depuis le 19 juillet 1996, Michel Mouillot a été hospitalisé le 23 mai.

■ ACCIDENT : trois personnes ont été tuées et seize autres blessées dans un accident de la circulation, survenu samedi 31 mai en fin de journée sur une terrasse de café en plein centre-ville, à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Une voiture, dont le conducteur a probablement été pris d'un malaise, selon la gendarmerie, a raté un virage et a fauché la terrasse du café, très fréquenté à cette heure-là.

■ POLLUTION : la rupture d'une canalisation de fioul domestique, dans l'enceinte de l'entrepôt pétrolier Total du Mans, a été à l'origine, vendredi 30 mai, d'une pollution de la Sarthe qui a entraîné l'arrêt de la navigation. Trois barrages flottants ont été placés sur la rivière, à la sortie du Mans, afin de contenir les 2 000 à 3 000 litres d'hydrocarbures flottant à la surface de l'eau.

■ SECTES : le guide belge de la secte tibétaine Ogyen Kunzang Choling (OKC), Robert Spatz, a été placé sous mandat d'arrêt, samedi 31 mai, à Bruxelles, dans le cadre de deux enquêtes de la justice belge sur les activités de l'OKC. Agé de cinquante-trois ans, il a été inculpé d'*« abus de confiance, association de malfaiteurs, blanchiment d'argent, recel et séquestration arbitraire »*. Il avait été interpellé la veille, lors d'une opération des policiers belges et français contre la secte en Belgique et dans le sud-est de la France, à Castellane.

■ ATTENTAT : le FLNC-canal historique a revendiqué, samedi 31 mai, dans un communiqué authentifié, l'attentat qui avait visé, la nuit précédente, un bureau de poste à Marseille, et celui qui a détruit, dans la nuit de jeudi à vendredi, les locaux de la chambre de commerce et d'industrie à

TRANSPORTS Le premier train régional transfrontalier a été mis en service, dimanche 1^{er} juin, à l'initiative de la Regio, un espace trinational qui associe, côté français, le Haut-Rhin,

en Allemagne, le sud du pays de Bade et, versant suisse, les deux cantons de Bâle. Huit rames du « Regio-S-Bahn » relient chaque jour Mulhouse à Frick et Laufenburg, dans le canton d'Argovie.

● IL AURA FALU quinze ans pour réaliser une idée simple : attirer vers le rail le flux des 30 000 frontaliers haut-rhinois mais aussi celui des Suisses se dirigeant vers le pôle d'emploi de Bâle. ● L'OBJECTIF visé par les Suisses est de dissuader les salariés se rendant au centre industriel de Bâle d'utiliser leur voiture pour effectuer le trajet domicile-travail. ● LES AU-

TORITÉS bâloises et alsaciennes ont voulu faire de l'ouverture de la nouvelle ligne une fête populaire en organisant plusieurs manifestations et concerts durant le week-end.

Le premier train régional transfrontalier est né entre Bâle et Mulhouse

L'idée européenne a progressé dimanche 1^{er} juin avec l'inauguration d'une ligne de navettes ferroviaires qui, à terme, reliera trois régions, française, suisse et allemande, toutes de deux millions d'habitants et culturellement très proches

BÂLE

de notre envoyé spécial

La Confédération helvétique n'est toujours pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne. Elle a même refusé en décembre 1992, à l'issue d'un référendum, de s'associer au « Grand Marché » communautaire malgré la volonté de la ville de Bâle qui, elle, avait massivement voté pour un arrimage européen. Cet échec n'a pas pour autant découragé les Bâlois. Chaque fois qu'ils le peuvent, ils investissent dans des actions de coopération et de rapprochement avec les régions voisines de France et d'Allemagne.

Pour ce faire, ils jouent à fond la carte de la « Regio », un espace trinational qui associe, côté français, le Haut-Rhin en Allemagne, le sud du pays de Bade et, versant suisse, les deux cantons de Bâle (ville et campagne). En réalisant, avec la collaboration de leurs voisins alsaciens, le premier train express régional transfrontalier – le « Regio-S-Bahn » – les Suisses apportent un démenti à ceux qui disent un peu trop facilement que la « Regio » est une « coquille vide ».

Depuis dimanche 1^{er} juin, huit rames par jour relient Mulhouse à Frick et Laufenburg, dans le canton d'Argovie. Il aura fallu quinze ans pour réaliser une idée simple : attirer vers le rail le flux des trente mille frontaliers haut-rhinois mais aussi celui des Suisses se dirigeant vers le pôle d'emploi de Bâle (chimie, métallurgie, charcuterie industrielle, etc.).

OBSTACLES TECHNIQUES

Les obstacles techniques furent une première difficulté. Les réseaux ferroviaires suisse et français ne sont pas aux mêmes normes de voltage. Pour éviter le changement de locomotive à Bâle, les trains Colibri – le matériel roulant suisse qui équipe la ligne – ont été dotés d'un double système électrique pouvant basculer selon le tronçon. La région Alsace a financé à hauteur de 40 % le coût de transformation des matériels (56 millions de francs français au total).

Les nouvelles navettes se devaient d'ignorer, en outre, les frontières douanières. Les administrations nationales ont finalement consenti à ne procéder qu'à

des contrôles ponctuels. La vingtaine de gares desservies sur une distance de 70 kilomètres sont significatives de l'objectif visé par les Suisses : dissuader les salariés se rendant au centre industriel de Bâle d'utiliser leur voiture pour effectuer le trajet quotidien entre leur domicile et leur lieu de travail. Afin de parfaire le réseau des arrêts, proches des zones de résidence et d'activité, une station a été aménagée à la gare de marchandises de Bâle (Saint-

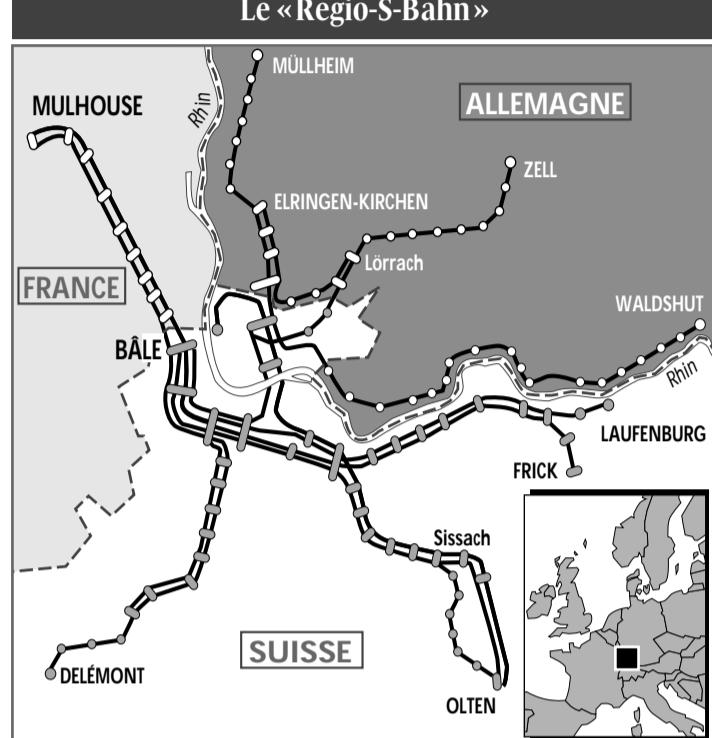
Jean), à deux pas du géant de la chimie Novartis, né de la fusion entre Ciba et Sandoz.

Jean-Luc Johaneck, président du comité de défense des frontaliers alsaciens, ne tarit pas d'éloges sur l'initiative suisse. « Nous disposons désormais de trains rapides et confortables qui nous déposent à deux pas de notre travail et nous évitent de traverser en voiture le centre de Bâle. » Il déplore, néanmoins, que le côté alsacien ne soit pas aussi bien loti que la partie suisse. Les parkings autour de la gare de Mulhouse n'ont pas une capacité d'accueil suffisante au regard des besoins et les usagers ne se voient pas offrir un système d'abonnement courrant à la fois le transport en train et en bus sur le territoire français.

Mais ce qui compte, explique Jean-Louis Hoffet (PS), conseiller régional alsacien, c'est que « la culture suisse sur les transports publics est en train de se diffuser au travers de la frontière ». « Nos voisins sont tellement restrictifs en matière de stationnement des voitures particulières, précise-t-il, que nous sommes petits à petit tenus d'aborder la question avec le même esprit qu'eux, à savoir accepter une sévère limitation de la circulation automobile. » Pour ce proche de Jean-Marie Bockel (PS), maire de Mul-

house, les subventions qu'accordent les autorités suisses au fonctionnement du « Regio-S-Bahn » ne sont en rien comparables à ce que coûte la pollution. Le prix de l'abonnement hebdomadaire (87 FF) ou men-

Le « Regio-S-Bahn »



suel (334 FF) pour le trajet Mulhouse-Bâle en dit long sur la politique dissuasive des Bâlois à l'encontre de la voiture.

Même si les prévisions sur le nombre des utilisateurs sont modestes pour l'instant (2 000 pas-

sagers par jour), il est d'ores et déjà question, dans l'esprit de Stephan Maurer, responsable du trafic régional des Chemins de fer fédéraux, de passer à la cadence d'un train par heure à moyen terme au lieu de huit par jour. Hubert Haenel, sénateur (RPR) du Haut-Rhin et membre du conseil d'administration de la SNCF, chargé de la régionalisation des chemins de fer français, partage son optimisme : « Parce que c'est un transport public de proximité, la réussite est au bout de l'entreprise. »

La foi dans le succès des navettes franco-suisses est d'autant plus grande qu'il est prévu un raccordement en 2001 entre la cité allemande de Fribourg et la gare centrale de Bâle. Pour ce tronçon, l'objectif n'est pas tant d'améliorer le transport des travailleurs frontaliers que de compléter un réseau ferroviaire permettant à deux millions d'habitants vivant dans trois pays différents mais très proches par la géographie, la langue, la culture et l'histoire de renforcer leurs relations. C'est en tout cas la conviction affichée par Adrien Zeller (UDF-FD), président de la région Alsace, pour qui « le rail transfrontalier est un choix d'avenir ».

Marcel Scotto

Robinsons cherchent bateau, désespérément...

TOULON

de notre correspondant

A quelques encablures d'Hyères (Var), les îles de Porquerolles, Port-Cros et du Levant constituent un paradis naturel. Mais, dès que les touristes ont déserté ces trois « îles d'Or », le paradis se met à ressembler à une terre d'exil pour les six cents personnes qui y vivent en permanence. Constituées en association, elles ont déposé devant le tribunal administratif de Nice un recours pour excès de pouvoir contre le préfet du Var, qui passe outre à la modification d'un arrêté de 1984, source de tous les malheurs insulaires.

Le voyage à Port-Cros ou au Levant relève de l'odyssée dès lors qu'on a l'audace de vouloir s'y rendre en hiver. Calé entre deux cartons et un cageot de légumes, le voyageur a tout loisir de profiter des embruns dans le vrombissement d'un moteur qui rythme une heure de traversée particulièrement inconfortable. Ces pe-

tits désagréments, les « îliens » s'en plaindraient à peine s'ils pouvaient naviguer facilement et fréquemment entre leurs îles et le continent. C'est le privilège de la seule Porquerolles. Les deux autres îles ne bénéficient que de quatre navettes par semaine, à des horaires assez incongrus. Ainsi les enfants qui sont scolarisés sur le continent doivent-ils être pensionnaires ; ils ne peuvent rentrer chez eux le samedi s'ils ont cours jusqu'à midi et doivent en tout cas reprendre le bateau du dimanche après-midi.

LA RARETÉ A SON PRIX

Quand on vit sur l'une de ces îles, mieux vaut être rentier, oisif et fortuné. Comme l'explique un commerçant de Port-Cros : « Si j'ai rendez-vous le mardi à Hyères, il faut quitter l'île le lundi à 14 h 45 et rentrer avec le bateau du mercredi à 9 h 30. Il est impossible de faire un aller-retour dans la journée ! Et, si le temps est mauvais, la navette peut même être sup-

primée... » Faute de bateau, point de courrier, de provisions ou de pain quotidien. La rareté a son prix : ainsi le transport d'une bouteille d'eau (1,45 franc) double son prix d'achat (1,42 franc) et l'acheminement d'un médicament est facturé 15 francs quel que soit son volume.

Devant cette situation, les insulaires se sont regroupés au sein d'Utile (Union des trois îles), une association qui souhaite obtenir un bateau par jour, des tarifs plus raisonnables pour les marchandises comme pour les insulaires qui paient 64 francs pour un aller-retour (22 milles) alors que le voyage en Corse (180 milles) ne coûte que 250 francs avec un navire grande vedette.

« C'est pourquoi nous voulons également bénéficier de la continuité territoriale et éventuellement servir de modèle aux petites îles de Méditerranée qui ont les mêmes handicaps », explique Philippe Anger, président d'Utile. Le dossier a été

confié à M. Gérard Germani, du barreau de Nice, qui, par le biais d'une « action sur l'accès aux infrastructures portuaires du plan d'eau des îles d'Hyères », soulève quelques vagues dans une organisation de la navigation jusque-là très consensuelle. Il demande au préfet du Var de trancher, alors même que « l'état a abandonné depuis plus de dix ans à la commune d'Hyères l'organisation, selon son bon plaisir et avec le concours de la chambre de commerce et d'industrie du Var, d'une véritable chasse gardée des installations portuaires et de l'ensemble du plan d'eau ».

L'avocat demande que, « conformément aux lois de janvier et juillet 1983, ces responsabilités soient transférées au département ». Les insulaires auraient tout à gagner à une concurrence ouverte dans la desserte, jusque-là très exclusive, des îles hyéroïdes.

José Lenzini

Au bout du tunnel du Somport, la route inachevée

PAU

de notre correspondante

Côté français, à la fin de l'année, tous les travaux de génie civil du tunnel du Somport, qui doit relier le Béarn et l'Aragon, seront achevés. En 1998, l'ensemble des équipements intérieurs seront mis en place. Cet ouvrage transpyrénéen à deux voies – d'une longueur totale de 8 597 mètres (dont seulement un tiers en France), d'une largeur de 9 mètres, le tout à 1 100 mètres d'altitude – ne devrait être mis en service que dans les premiers mois de 1999 : côté aragonais, les Espagnols ont pris du retard. Il reste même 300 mètres à percer.

Quo qu'il en soit, ce tunnel est en phase d'achèvement. En revanche, au grand dam de tous ses partisans, la modernisation de la RN 134 (appelée à devenir l'E7) progresse beaucoup plus lentement. Si la RN 330, en Espagne, est maintenant aménagée, on ne peut pas en dire autant de son pendant béarnais. Si des travaux sont en cours, si des tronçons ont déjà été élargis, globalement, le retard pris est considérable. Ce contretemps est lié aux contraintes imposées par la protection de l'environnement, mais également à des problèmes financiers : au moins 700 millions

de francs restent à trouver pour boucler les travaux.

Toutefois, avec les 230 millions consacrés au projet dans le XI^e Plan (qui court jusqu'en 1999), la direction départementale de l'équipement (DDE) espère avoir amélioré plusieurs passages difficiles au moment de l'ouverture du tunnel. Mais on ignore toujours quand débuteront les travaux dans les secteurs les plus coûteux, comme la portion de la RN 134 située en contrebas du fort du Portalet : cet aménagement est estimé à quelque 150 millions de francs, pour un peu moins de 2 kilomètres de route. Peut-être faudra-t-il attendre une dizaine d'années...

Les élus favorables au tunnel, ainsi que les dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie de Pau, sont excédés par ce retard. Ils rappellent que, côté espagnol, l'Europe a financé à hauteur de 80 % la route désormais si confortable et souhaitent une aide de l'Etat et de Bruxelles.

NON-SENS

Que l'on soit favorable ou non à ce tunnel, force est de constater que son existence, au bout d'une route dont la modernisation n'est pas garantie, relève du non-sens. Certes, les charmes incontestables de la vallée d'Aspe seraient

gâchés par une circulation trop dense. Mais un itinéraire peu adapté, interdisant le développement du trafic, remettait en question l'utilité même du tunnel. Celui-ci a pourtant entraîné un investissement considérable, dont le montant – 370 millions – est en cours de réévaluation.

Du côté des opposants, l'achèvement des travaux du tunnel a calmé les ardeurs. Eric Petetin a perdu de son panache, même s'il profite de toutes les occasions pour manifester publiquement sa colère. Les membres du collectif pour une alternative à l'axe européen E7, qui ont toujours estimé que la construction du tunnel conduirait inévitablement à l'aménagement autoroutier de la route de la vallée et à la transformation de celle-ci en couloir à camions, continuent à exprimer leur hostilité au saccage inévitable de cet espace encore sauvage des Pyrénées. Ils font cause commune avec les adhérents du Creloc, un comité qui lutte pour la réouverture de la ligne de chemin de fer Oloron-Canfranc qui emprunte la vallée.

Dans ce but, une délégation béarnaise a participé il y a quelques semaines, à Saragosse, à une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes, réclamant la réouverture de cette ligne comme alternative au trafic et au transport routier. Eric Petetin était présent, mais aussi Jean Lassalle (UDF-FD), conseiller général de la vallée d'Aspe et partisan acharné du tunnel, à la grande surprise, un peu agacée, des Béarnais. D'autant que Jean Lassalle se trouvait en tête du cortège et portait, avec quelques Espagnols, la banderole unitaire. La plupart des Aragonais se battent pour la réouverture de cette liaison ferroviaire interrompue, côté français, depuis 1970, à la suite d'un accident. Cette ligne de chemin de fer, à l'époque, ne servait plus qu'au transport des marchandises. Mais elle reste pour eux le symbole de leur appartenance à l'Europe.

Côté français, la réouverture est largement soutenue, notamment par François Bayrou. Mais son collègue du gouvernement sortant, le ministre des transports et de l'équipement Bernard Pons, a indiqué qu'un tel investissement était exclu. Et le gouvernement espagnol ne manifeste pas davantage d'enthousiasme. D'autant que, si cette ligne est réouverte, en particulier pour le transport des marchandises, le tunnel s'avérera largement inutile... Marie-Claude Aristegui

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2 ème cycle
GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

Titre homologué par l'Etat niveau II (bac+4)

Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence.

3 ème cycle
MANAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Titre homologué par l'Etat niveau I (bac+5)

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise, ...)

Demande de documentation 2 ème Cycle 3 ème Cycle

à retourner : IGS 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris

Nom	Prénom	Age
Adresse		
Code Postal	Ville	
Tél.		
Niveau d'études		

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 3 JUIN 1997

BUDGET Engagé dans les années 80, le programme de privatisations allemand s'accélère. Contraite budgétaire oblige, Bonn lancera de nouvelles opérations avant la fin de l'année.

● **DEUTSCHE TELEKOM**, dont l'introduction en Bourse a été un grand succès en novembre 1996, devrait voir une nouvelle partie de son capital passer au privé. A cette occasion, un partenaire tel que France Télécom pourrait être sollicité.

● **D'AUTRES OPÉRATIONS** sont en cours, comme la poursuite de la privatisation de Lufthansa. La vente de la Postbank est aussi envisagée.

● **LE BUDGET** allemand pourrait ainsi bénéficier en 1997 de recettes de privatisations bien supérieures aux 3,9 milliards de deutschemarks (11 milliards de francs) initialement prévus.

● **LES PARTICIPATIONS** de l'Etat fédéral ont diminué de moitié depuis 1982. Les Länder vendent également des pans entiers de leur immense patrimoine.

L'Allemagne accélère son programme de privatisations

Le gouvernement espère combler une partie de son déficit budgétaire et remplir les critères de Maastricht en continuant à vendre ses participations dans Deutsche Telekom ou Lufthansa. Bonn envisage également de faire basculer la Postbank dans le secteur privé

COLOGNE correspondance

La nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe : dans sa course au respect des critères de Maastricht, le gouvernement de Bonn veut accélérer la privatisation de Deutsche Telekom. L'Etat allemand détient encore 74 % de son capital et une cession partielle rapporterait quelques précieux milliards de deutschemarks. Rien n'est encore décidé, les spéculations vont bon train sur la méthode et le volume de la transaction, mais cette initiative met en lumière l'importance des privatisations en cours en Allemagne. Outre Deutsche Telekom, la Postbank et Lufthansa sont sur les rangs cette année, alors que les différents ministères ont jusqu'au 30 juin pour recenser leurs activités privatisables.

Dans le cas de Deutsche Telekom, introduite en Bourse en novembre 1996, les modalités de la cession sont à l'étude. La vente des quelque deux milliards de titres dans les mains du pouvoir fédéral pourraient rapporter environ 80 milliards de deutschemarks (270 milliards de francs), mais Bonn n'en cédera qu'une partie de manière à conserver la

majorité jusqu'en 2000. La recette éventuelle est tout de même évaluée à une vingtaine de milliards.

Dans la mesure du possible, la Fédération voudrait aussi céder, cette année, 75 % du capital de la Postbank (les services financiers des PTT, aujourd'hui détachés) afin de récupérer entre 3 et 4 milliards de deutschemarks. La Poste allemande doit recevoir 17,5 % des titres et une proportion importante sera attribuée à des partenaires bancaires. Afin de profiter plus rapidement de cette manne, l'Etat pourrait dès les prochains mois vendre cet établissement financier à la banque publique Kreditanstalt für Wiederaufbau, qui n'interviendrait qu'à titre provisoire. Cette dernière se chargerait, dans un second temps, de céder la Postbank à des actionnaires privés ou de l'introduire en Bourse.

RENFORCEMENT DU PROCESSUS

Ce procédé de « portage » a déjà été utilisé en décembre 1996 pour Lufthansa. L'Etat avait alors cédé 36 % de la compagnie aérienne à la même Kreditanstalt für Wiederaufbau (avec un profit de 2,1 milliards de deutschemarks), qui doit maintenant me-

ner à bien la privatisation dans le courant de cette année.

Autre candidat à la privatisation, le réseau autoroutier des stations-service rapporterait au maximum 1 milliard de deutschemarks. L'Etat se sépare aussi cette année de sociétés immobilières alors que des fleurons du service public, comme la Poste, la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn et les aéroports devraient suivre dans les prochaines années.

Si la vente accélérée de « l'ar-

genterie », selon l'expression de la presse allemande, survient à point pour boucler le projet de budget 1998 et éviter, autant que possible, des hausses d'impôt, elle n'est pas nouvelle. Depuis le début des années 80, les privatisations s'inscrivent au cœur de la politique du gouvernement de Helmut Kohl. La coalition libérale et conservatrice en profite bien sûr pour assainir les finances publiques : en 1996, la vente des participations de l'Etat a rapporté 2,3 milliards de deutschemark

(contre 9 milliards attendus), et en 1997, les prévisions portent sur 3,9 milliards, qui seront probablement dépassés en raison de l'accélération du programme.

Les raisons financières n'expliquent pas à elles seules cette volonté de privatiser : la libéralisation en Europe de pans entiers de l'économie, comme les télécommunications ou le transport aérien, doit s'accompagner en Allemagne de la fin des monopoles d'Etat, estime-t-on à Bonn. « La privatisation est un investissement dans la concurrence, l'efficacité et l'innovation pour renforcer le site industriel allemand », rappelait Theo Waigel, le ministre des finances, en mars.

Ainsi, le nombre des participations détenues par la Fédération a diminué de plus de moitié depuis 1982, passant de 958 entreprises à 424 fin 1995. Le mouvement a concerné de grands groupes, des producteurs d'énergie comme Veba et Viag, au milieu des années 80, au constructeur automobile Volkswagen, en 1988, après une première tranche dans les années 60.

L'unification allemande a conforté cette tendance. En moins de cinq ans, l'office spécia-

lisé, la Treuhandanstalt, a privatisé des milliers d'entreprises issues des combinats de l'ex-RDA. En outre, l'obligation de fusionner les administrations de l'Est et de l'Ouest a incité l'Allemagne unie à revoir plus rapidement que ses voisins le fonctionnement de ses services publics. La réforme des statuts qui a suivi, comme l'éclatement des PTT et l'assainissement de la Deutsche Bahn, s'est souvent faite dans la perspective d'un passage au privé.

Enfin, certains Länder cèdent une partie de leur énorme patrimoine avec la bénédiction de Bonn. Les régions et les communes allemandes demeurent très engagées dans une multitude de secteurs. A l'image de la Basse-Saxe, qui détient près de 20 % de Volkswagen, elles sont présentes dans les banques régionales, des industries de pointe, les caisses d'épargne, des brasseries, les ports et les aéroports, et jusqu'à l'armement. On estime que le montant de leurs participations, et donc le potentiel privatisable, est très supérieur aux « réserves » dont dispose le gouvernement de Bonn.

Philippe Ricard

Les petits laboratoires pharmaceutiques croient en leur survie

« NOUS VOULONS remettre en cause l'idée selon laquelle nous sommes condamnés à terme. » Pour François Rougaignon, président des laboratoires Théramex, les petites firmes pharmaceutiques ne sont pas condamnées par le mouvement de concentration mondiale. Le rachat, voici une semaine, des laboratoires allemands Boehringer Mannheim par le suisse Roche pour 11 milliards de dollars (62 milliards de francs) est l'illustration la plus récente de cette course au gigantisme qui semble devoir écraser les petites entreprises indépendantes.

C'est sur le terrain de la recherche qu'ont décidé de réagir ces pharmaciens, réunis au sein de l'ALFI (Association des laboratoires français indépendants). Crée en 1995, cette organisation entend résister à l'érosion de cette profession, qui a perdu la moitié des siens en une quinzaine d'années, passant de 61 à 31 laboratoires. Représentant 10 % des entreprises du secteur, ces PME pèsent malgré tout 25 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit le quart de l'activité de cette industrie, les trois quarts restants étant assurés par les grands laboratoires français, européens, suisses et américains.

La tactique des PME consiste à adopter une stratégie de « niches »

note l'ALFI. Or, pour cette association, « les stratégies de développement planétaire ne sont pas nécessairement adaptées à tous les produits, ni à l'ambition de toutes les entreprises ».

La découverte de nouvelles molécules ne requérant pas de moyens considérables, la tactique des PME consiste à adopter une stratégie de « niches ». Ainsi, le laboratoire Lafon s'intéresse aux traitements de maladies rares comme celles concernant les cycles sommeil-vieille. Son médicament, le Modafinil, est en cours d'enregistrement aux Etats-Unis. « Notre innovation est à la taille de ce que nous représentons, cela permet de concilier nos objectifs et les moyens mis en jeu et d'avoir de la constance dans nos travaux », souligne Armand Frydman, directeur de la recherche chez Lafon. D'autres entreprises privilégient la coopération avec les établissements publics (laboratoires de recherche, CEA, universités). « Nous allons ainsi chercher des compétences, car la recherche publique est innovante », explique Michel Seman, responsable de ce secteur chez Mayol Spindler.

En cas de découverte d'un nouveau médicament, sa commercialisation qui, elle, nécessite d'importants moyens, n'apparaît pas comme un problème pour ces petites entreprises. « A partir du moment où vous avez un bon produit, il n'existe aucun problème de diffusion. Les grands laboratoires vous sollicitent pour le diffuser », explique le président de Théramex. Les exemples de ces partenariats sont fréquents.

Reste le problème de la succession au sein de ces sociétés, souvent familiales. Ce passage fragilise l'entreprise et la contraint à se vendre pour payer les droits de succession, comme dans le cas d'UPSA, vendue à l'américain Bristol Myers Squibb en 1994. « On ne peut pas s'engager sur la pérennité de l'entreprise, reconnaît François Rougaignon, mais on peut garantir aux équipes une stabilité dans leurs travaux de recherche. » Une critique implicite aux grands groupes récemment constitués, dont l'un des impératifs est de verser des dividendes aux actionnaires quitte à sacrifier s'il le faut, au nom de la rationalisation, certains programmes de recherches.

Dominique Gallois

Des compagnies aériennes mettent sur écoute leurs agents de réservation

MARDI 20 MAI, deux cadres supérieurs d'Air Liberté, le directeur des services informatiques et le chef des réservations, ont été interrogés par la police sur leur lieu de travail. Objet de la perquisition : enquêter sur le système d'écoutes des agents du service de réservation mis en place par la direction il y a plusieurs années. En janvier, un salarié, délégué syndical CGT qui a depuis perdu son emploi, avait déposé une plainte à ce sujet.

« La procédure est en cours. La réglementation sur les écoutes dans les entreprises est floue », considère Marc Rochet, président d'Air Liberté. « Le droit n'incrimine que les écoutes des conversations privées : l'écoute des conversations professionnelles n'est en aucun cas prohibée », précise M. Rohard, directeur juridique de la compagnie aérienne. Les gens qui travaillent à la réservation ne sont pas censés avoir ou donner de coups de fil personnels. Ils ont des postes à leur disposition pour cela qui sont différents de leurs postes de travail. Ils

savent que nous disposons d'un système d'interception d'appel qui permet au superviseur de se brancher sur la conversation d'un agent. »

La direction d'Air Liberté justifie ce système par le besoin de contrôler et d'améliorer le service de réservation. « Lorsqu'on s'aperçoit que le temps d'attente d'un client au téléphone ou que le temps de traitement de sa demande sont anormalement longs, on écoute pour savoir ce qui se passe. Il n'y a pas d'enregistrement », explique le directeur juridique d'Air Liberté.

Toujours est-il que, depuis le passage de la police, les salariés concernés sont prévenus par un bip qu'ils sont écoutés. « On a fait cela dans un souci d'apaisement social », précise M. Rohard. Air Liberté sort d'une grève de plus de six semaines de ses personnels mécontents des conditions de la fusion avec TAT. Les syndicats, qui étaient il y a encore un an, quasiment inexistant, ont pris un nouveau poids dans la compagnie aérienne.

Les écoutes sont courantes dans les compagnies aériennes. Air France, par exemple, y a recours. « C'est une dimension importante de la qualité de service », explique la compagnie nationale. British Airways aussi ; « en Angleterre, pas encore en France », précise sa direction. Mais, chez British Airways, les agents de réservation sont informés de la date et de l'heure de l'écoute. « Les conversations sont enregistrées. Le salarié et le superviseur écoutent ensuite l'appel ensemble et en commentent le contenu et la forme. Les bandes sont toutes détruites », explique-t-on chez British Airways. AOM dit avoir adopté ce type de pratique il y a à peine un mois et demi. « Nous avons mis en place un système qui permet au superviseur d'être certain de ne pas se brancher sur une conversation privée », explique Christian Appadouray, chef du service de réservation d'AOM.

Virginie Malingre

Le passage à l'euro se fera de façon simultanée sur toutes les Bourses européennes

AMSTERDAM de notre correspondant

Les Bourses ont adopté l'harmonisation et le « big-bang » comme mots d'ordre en matière de monnaie unique. La Fédération des Bourses européennes a formellement décidé, vendredi 30 mai à Amsterdam, d'introduire en une fois, pour tous ses membres, l'usage de l'euro dès l'ouverture des marchés, le 4 janvier 1999, à charge « pour les intermédiaires de faire les conversions pour leurs clients, lorsque cela sera nécessaire », a précisé le président de la FBE, Antonio Zoido.

La FBE ne s'occupe cependant pas directement des implications techniques d'une telle décision, déjà prise par plusieurs places financières, dont Paris. « Nous harmonisons les grands principes, chaque marché dispose de son propre cahier des charges, en fonction de ses particularités », précise Jean-François Théodore, président de la Bourse de Paris.

ALLÈGEMENT DES FORMALITÉS

Parallèlement, la FBE, qui regroupe les Bourses des Quinze, ainsi que les places suisse et, depuis vendredi, islandaise, recommande la suppression des règles légales obligeant les sociétés cotées à préciser la valeur nominale de leurs titres, ce qui alégerait les formalités de passage à l'euro.

Si l'introduction de l'euro se fera sous le signe de l'harmonisation, la FBE n'a pris aucune mesure spécifique en cas de report

du passage à la monnaie unique. « Nous n'avons pas envisagé ce scénario », affirme même Georges Möller, de la Bourse d'Amsterdam.

Pourtant, certains spécialistes s'inquiètent des risques de réaction brutale des marchés au cas où l'euro prendrait du retard. « Nous organisons les marchés, nous ne dictons pas leur attitude », dit-on à la FBE.

Par ailleurs, les Bourses européennes se sont dotées ces der-

nières années de moyens de lutte contre les corrections trop brutes : « Nous disposons tous de coupe-circuits », note Jean-François Théodore. « L'harmonisation de ces instruments est inscrite sur l'agenda de toutes les fédérations boursières, sans que cela soit lié à l'introduction de l'euro », rappelle-t-on à Amsterdam.

Une chose est certaine : les présidents des Bourses européennes sont convaincus que la monnaie unique aura des effets positifs

pour les marchés boursiers. Jean-François Théodore pronostique :

« L'histoire nous prouve que

chaque suppression de barrières

entrant les échanges a accru le

volume des transactions.

La création d'une zone euro viendra s'ajouter à l'autre grande zone existante, le dollar. Ce grand marché unique attirera plus de capitaux que la somme actuelle des marchés nationaux. »

Alain Franco

DIPLOMÉ BAC+5 OU BAC+4 (TOUTES FILIERS) CADRE D'ENTREPRISE EXPÉRIMENTÉ (6 ANS MINIMUM)

Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur

Groupe Institut Supérieur du Commerce

3ÈMES CYCLES ISC

Audit et Management des ressources humaines

► DRH.
Audit stratégique/organisation...

Gestion de patrimoine

► Conseiller patrimonial.
Expert financier/immobilier...

Finance, Trésorerie, Ingénierie financière

► Ingénieur financier.
Trésorier d'entreprise ou de banque...

Marketing, Logistique et Distribution

► Logisticien.
Manager transfonctionnel (Achat, Production, Distribution)...

Management stratégique, entrepreneurial et de la qualité

► Direction d'entreprise.
Manager qualité totale...

Audit et Conseil / Contrôle de Gestion

► Contrôleur de gestion.
Auditeur et consultant...

Ingénierie d'affaires et Négoce international

► Trader.
Ingénieur d'affaires...

Renseignements : 01.40.53.99.99

ESTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECONNNU PAR L'ETAT

22, bd du Fort de Vaux 75017 PARIS - Fax : 01.40.53.98.98



RUGBY Le Stade toulousain a remporté, samedi 31 mai, pour la quatrième fois consécutive, le titre de champion de France de rugby grâce à sa victoire (12-6), en finale,

sur le Club sportif de Bourgoin-Jallieu. ● AUCUN ESSAI n'a été marqué au cours de cette rencontre, qui n'a pas tenu ses promesses et a souffert de la comparaison avec la finale du

Super 12 gagnée 23-7 par les Auckland Blues face à l'Australian Capital Territory (ACT). ● A TOULOUSE, malgré la pluie, des milliers de supporters se sont rassemblés pour fêter samedi la victoire des Rouge et Noir, tandis qu'à Bourgoin-Jallieu (Isère) la défaite n'a pas altéré la foi des supporteurs, qui ont maintenu le bal populaire et le feu d'artifice

prévus. ● JACQUES CHIRAC ET LIONEL JOSPIN ont assisté ensemble à la finale au Parc des Princes, vingt-quatre heures avant de connaître le résultat des élections législatives.

Le Stade toulousain confisque le bouclier de Brennus

En battant Bourgoin (12-6) en finale, sans marquer un seul essai, les Rouge et Noir sont devenus champions de France pour la quatrième année consécutive et la quatorzième fois de leur histoire

LE FACE-À-FACE n'a pas eu lieu. Sagement assis dans le coin de la loge présidentielle, celui qui n'était encore qu'aspirant-député Lionel Jospin, mais déjà conseiller général de Cintegabelle (Haute-Garonne), a gardé l'œil rivé sur le terrain.

Pendant les quatre-vingts minutes d'une éprouvante finale, Jacques Chirac a semblé ne pas l'avoir reconnu. Et Lionel Jospin a réservé ses rares confidences à son voisin, Dominique Baudis, le maire de Toulouse. Point de salut, de poignée de main pour les caméras. On s'est somptueusement ignoré.

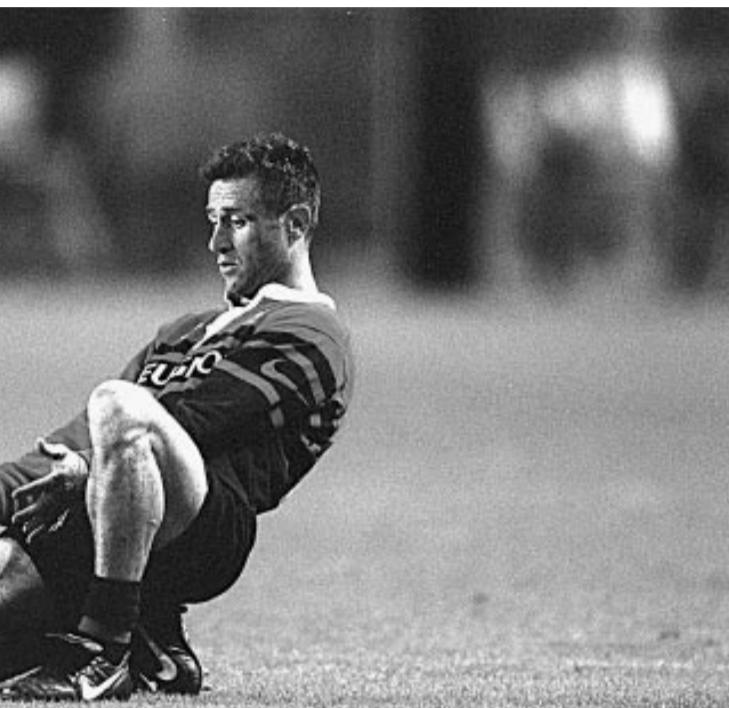
Au coup de sifflet final, les deux hommes ont, chacun de leur côté, félicité les vainqueurs, dispensé quelques mots de consolation aux vaincus. La routine... Jospin, le Toulousain, avait le sourire. Et sans doute a-t-il apprécié la tape amicale de Thomas Castaignède, une nouvelle fois champion de France avec le Stade. Jacques Chirac est resté grave, fonction oblige. Puis chacun s'en est allé de son côté, le président de la République ouvrant la marche, accompagné de Philippe Séguin, grand amateur de football.

DOUBLE MALAISE

Crispation de fin de campagne, protocole glacé d'une finale que l'événement électoral a transformé en passage obligé pour qui veut gouverner la France, le terrain fut un étrange reflet du malaise de la tribune.

Là aussi, sur ce Carré de pelouse balayé par la douceur du soir, le face-à-face n'a pas eu lieu. Ce n'était pourtant pas affaire de politique, simplement de rugby, bataille à quinze contre quinze pour la conquête de ce risible et magnifique objet de tous les désirs, le bouclier de Brennus.

L'émotion était en panne. L'inspiration avait déserté le Parc des Princes, soudain recluse dans la mé-



CHRISTIAN LIEWIG / TEMPSPORT

Bourgoin à la botte de Christophe Deylaud

Il est l'instrument du néoréalisme toulousain : en trois coups de pied de pénalité (aux 24^e, 53^e et 83^e minutes) et son inévitable drop (70^e), le demi d'ouverture

Christophe Deylaud a été le héros de la finale du championnat de France. Il a marqué tous les points de son équipe face à Bourgoin, samedi 31 mai.

La finale a vainement attendu le choc des styles, la confrontation du jeu complet de Bourgoin et de l'art du contre de Toulouse. Elle a longtemps espéré le coup d'éclat, la minute de folie d'un rugby qui enflamme, brise les antagonismes de supporters pour mieux les fondre dans la passion du jeu.

L'émotion était en panne. L'inspiration avait déserté le Parc des Princes, soudain recluse dans la mé-

moire de plus glorieuses parties. Elle s'effaçait, encore, derrière la rigueur toulousaine, et la botte impeccable de Christophe Deylaud, auteur des 12 points de son équipe.

Cet homme est un diable. Le démon s'est incarné en un drôle de pantin à moitié désarticulé, qui, hélas pour l'adversaire, ne prête jamais à rire. Les espoirs de jeu s'inclinaient, comme à regret, devant

les maladresses de Berjallians étouffées par l'emprise défensive des Stadiques, incapables de franchir la ligne d'en-but.

Rencontre sans essai, match sans envol, c'était ailleurs qu'il fallait chercher l'écho d'un sourire ou d'une grimace, des joies et des peines. Dans le plaisir douloureux de Thomas Castaignède, qui sait ? A vingt-deux ans, le trois-quart centre de l'équipe de France quitte

Toulouse pour Castres. Il part, le devoir accompli.

Dans le bonheur de Nicolas Martin, le miraculé des lignes arrière, sorti sur le tard du chapeau des entraîneurs, et l'un des rares Toulousains à savourer son premier titre. Hier encore, il épousait sa patience sur le banc des remplaçants. A vingt-cinq ans, il s'était dit que c'était cette saison ou jamais.

DÉFENSE ET PRUDENCE

Et voilà qu'à son tour il prenait toute sa part dans l'épopée rouge et noir, s'envirait d'un morceau d'aventure stadiste. Il rejoignait la longue liste de ceux que le Stade toulousain a fait champions de France.

L'émotion ? Elle se lisait encore dans la détresse de Stéphane Glas, victime d'une fracture de la clavicule au milieu de la première mi-temps, privé de la tournée de l'équipe de France en Australie. Ou enfin dans la tristesse muette du demi de mêlée Dominique Mazzille, une seconde fois défait à l'ultime étape. Battu avec Grenoble en 1993, il s'était jeté dans la bataille, avec toute l'ardeur de ses trente-cinq ans, comme si ce devait être la dernière fois. Il a perdu. Sans vraiment comprendre.

Bien sûr, jamais Bourgoin « ne s'était heurté à une défense aussi bien organisée ». N'empêche que lui et ses coéquipiers ont eu peur du risque, ils se sont effarouchés des plaques tonitruantes des gros bras toulousains, dispensés au détour de tous les regroupements.

La méthode, agrémentée d'une redoutable efficacité dans le jeu au pied, a suffi pour inscrire Toulouse dans la longue histoire du rugby français. Depuis le Stade bordelais (de 1904 à 1907), prince d'une

époque où le rugby était réservé à une mince élite de gentlemen, aucune équipe n'avait réussi à gagner quatre fois consécutivement le titre de champion de France.

Le paradoxe veut que Toulouse atteint la gloire statistique en reniant à moitié ce qui avait fait sa réputation d'équipe joueuse, inventive, créatrice, prompte à provoquer, à rebondir. Tout au long

Le XV de France domine la Roumanie

Le XV de France a battu, dimanche 1^{er} juin, la Roumanie 51-20 en inscrivant neuf essais

dans un match de préparation pour sa prochaine tournée en Australie. Les Brivistes David Venditti et Sébastien Viars ont chacun marqué deux essais, tout comme le Palois Philippe Bernat-Salles. L'Agenais Abdel Benazzi, le Montferrandais Olivier Merle et l'ouvreur briviste Alain Penaud ont complété la marque de trois essais. Les Roumains ont tout de même réussi à franchir deux fois la ligne d'en-but. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, les entraîneurs du XV de France, ont fait appel au Palois Nicolas Brusque pour la tournée en Australie. Il remplacera Stéphane Glas, le Berjallien victime d'une fracture de la clavicule, samedi 31 mai, lors de la finale du championnat.

de la saison, le Stade a présenté un nouveau visage, celui d'un réalisme farouche, où l'erreur est bannie, et le risque mis en cage. La situation semble toujours sous contrôle et tant pis si quatre-vingts minutes de rigueur toulousaine, c'est long comme l'éternité.

A l'issue de la rencontre, malgré son quatrième titre en tant qu'entraîneur, Guy Novès n'était pas content. Il soulignait que le procès est facile, qu'on oublie un peu vite les blessures d'Emile Ntamack, les absences répétées de Castaignède, les mille et un tracas d'une saison plus accidentée qu'à l'ordinaire.

Dans cette posture de mal-aimé, le club ne fait jamais que rejoindre une longue cohorte, emmenée par le Béziers des années 70, dont le « rugby à dix » excitait les critiques. Les Toulousains se sont taillés un palmarès unique, loin devant Biterrois et Lourdais, avec quatorze titres de champion de France. La petite finale, gagnée en ce samedi 31 mai, prouve qu'il leur reste à se faire aimer.

Ian Borthwick

Pascal Ceaux

Pour conserver le Super 12, les Néo-Zélandais d'Auckland ont laissé vivre le ballon

POUR L'AMATEUR de rugby, samedi 31 mai, le choix entre Auckland, en Nouvelle-Zélande, et le Parc des Princes, à Paris, est vite fait. Car quelques heures avant le triste spectacle de la finale du championnat de France, les deux équipes phares de l'hémisphère Sud - Auckland et Australian Capital Territory (ACT) - disputaient la finale du Super 12. Les conditions hivernales à l'Eden Park ne se prêtaient guère au jeu de ballon, mais, malgré la pluie persistante et une pelouse détrempée, les deux formations ont offert une démonstration qui souligne l'écart entre les deux hémisphères.

Certes, on n'y a pas vu la débauche de points à laquelle le Super 12 avait habitué, et les quatorze essais marqués en demi-finale par Auckland et les Sud-Africains du Natal sont restés un souvenir. Mais le niveau de jeu dans ces conditions fut épous-

touffant. Trois essais seulement furent marqués (Craig Dowd et Michael Jones pour Auckland, et Joe Roff pour ACT), mais on a vu qu'Auckland sous la pluie valait largement mieux que Toulouse en bras de chemise.

UN VÉRITABLE AFFRONTEMENT

Mieux, cette finale sudiste est un démenti formel pour tous ceux qui ont voulu dénier le Super 12 sous le prétexte qu'il s'apparente à une sorte de jeu de « bâton », sans aucun véritable affrontement physique. La lutte entre les deux packs fut simplement titanique, et l'engagement et la précision des plaquages à des années-lumière de ce qu'on a vu au Parc des Princes.

Avant tout, on remarqua la discipline des joueurs sudistes par rapport à leurs collègues du Nord, dès qu'il s'agit du jeu au sol. Tandis que cette phase de jeu a « pour-

ri » la finale française, comme elle l'a fait lors de la finale anglaise à Twickenham récemment, elle est jouée et arbitrée avec une clarté remarquable dans le Super 12. Autrement dit, dès qu'un joueur se trouve hors jeu au sol ou en position de gêner la vie du ballon, il fait tout pour s'écartier, alors qu'en Europe, on fait tout pour tuer le jeu.

Obligé par les conditions et le ballon glissant de pratiquer un rugby plus classique, Auckland cherchait des points de fixation plus près de la mêlée que d'habitude, jouant plus dans l'axe profond. Son numéro huit et capitaine, Zinzan Brooke, a une fois de plus allié puissance et technique, jouant les fers de lance : percussions explosives et petits coups de génie.

C'est après une percée de Brooke, stoppé à vingt centimètres de la ligne, qu'Auckland a marqué son premier essai. Mais si

Craig Dowd, le pilier gauche, a pu aplatis, c'est avant tout grâce au geste technique de Brooke, libérant la balle au sol à la perfection.

Après une heure de jeu, la domination d'Auckland était telle que les Australiens n'avaient mis les pieds dans les 22 mètres adverses qu'à trois occasions (contre seize pour Auckland). Le pack de Sean Fitzpatrick, Olo Brown, et des frères Brooke avait négocié deux fois plus de ballons (47 contre 20) dans les mauls et mêlées ouvertes.

En fin de match, ACT a répondu par quelques actions individualistes, notamment du demi de mêlée George Gregan et de l'excellent ailier Joe Roff, qui marqua un essai de 40 mètres. Malgré cette défaillance momentanée, la défense d'Auckland est restée ensuite intraitable jusqu'à la fin.

Le dévoué Alberto Elli s'adjuge le Grand Prix cycliste du « Midi libre »

MILLAU

de notre envoyé spécial

Le 49^e Grand Prix du Midi libre aura désigné un obscur. Alberto Elli n'appartient pas au panthéon du bitume. A trente-trois ans, il ne peut plus y prétendre. Sa silhouette longiligne, sa musculature sèche, son visage anguleux et cuivré lui donnent plutôt des allures de laboureur du peloton. Un homme discret et dur au mal, de ceux qui font, depuis des générations, les *gregari* (les équipiers),

ces braves porteurs d'eau. Il termina septième du Tour de France en 1994, mais ses victoires ont été peu nombreuses jusque-là : à peine une vingtaine en dix ans de carrière. Celle-ci est la plus belle. « J'ai passé des années à travailler pour les autres », admet Alberto Elli.

VINGT ET UNIÈME MONDIAL

Cette victoire, qui en fait le successeur de Laurent Jalabert (1996) et Miguel Indurain (1995), console le coureur des environs de Côme, classé tout de même 21^e coureur mondial, d'avoir raté le Giro.

« C'est difficile de le regarder le soir à la télévision, mais ce n'est pas la première fois », explique l'absent. En émigrant en début de saison dans une équipe française, Casino, l'Italien, savait que son Tour serait cette fois de France. Sa préparation à l'épreuve reine passait donc par le Midi libre, comme pour les cinq premiers de la Grande Boucle 1996. La victoire s'est simplement dessinée trop tôt.

La course fut sans rime ni raison, avec des écarts à la grand-pa-

pa. Elle s'est scellée en deux échappées, reléguant le peloton à 11 minutes le premier jour et à 21 supplémentaires le deuxième. Alberto Elli eut la riche idée de s'y associer, s'assurant, au cumul, une confortable avance.

Des dix-huit équipes présentes, Casino était, semble-t-il, la seule formation intéressée par la victoire : elle lui est revenue d'office. Tout au long de la semaine, les favoris ont été passifs.

On attendait Pascal Richard, ce fut Elli. On espérait Richard Virenque et on eut Laurent Dufaux, un peu, et Laurent Brochard, beaucoup (trois victoires dont une, dimanche 1^{er} juin, à Millau).

On guettait Bjarne Riis ou Jan Ullrich et on vit Georg Totschnig, deuxième du classement général. Le Midi libre est redevenu un prix de camaraderie offert aux équipiers. Eux, les grands, n'étaient venus là que pour se préparer. Riis avait reçu pour consigne d'essayer de ne pas dépasser 165 pulsations cardiaques par minute, même dans les plus fortes pentes, autant

dire une misère. Dans ces conditions, sa 32^e place au classement général est presque un exploit. « Il n'est pas bon de dépenser trop d'énergie à vouloir gagner une course avant le Tour de France », expliquait le Danois. Encore a-t-il mis un point d'honneur à terminer.

ABANDON MASSIF

Dimanche, sous une froide pluie et la menace d'une vilaine bronchite, la moitié du peloton a préféré abandonner. Roger Bène, le directeur général de l'épreuve, ne décolérait pas : « Il y a quelques années, j'aurais refusé de les payer. Aujourd'hui, croyez bien que je le fais à contrecœur. »

Le mode de préparation est devenu à ce point précis que les coureurs ne prennent plus le risque de multiplier les efforts. Laurent Jalabert, Alex Züll, Abraham Olano et Tony Rominger, par exemple, ont préféré effectuer des stages sur mesure. Les cannibales ont disparu.

Benoit Hopquin

DÉPÉCHES

■ **HANDBALL** : l'équipe de France obtient la médaille de bronze au championnat du monde, disputé au Japon. La France a battu la Hongrie (28-27) à l'occasion du match pour la 3^e place. Elle avait été dominée (25-24, après prolongation) en demi-finale, samedi 31 mai, par la Russie, qui a été sacrée championne du monde, dimanche 1^{er} juin, après sa victoire (23-21) contre la Suède. - (AFP)

■ **MOTOCYCLISME** : Olivier Jacque a remporté le Grand Prix d'Autriche 250 cm³, dimanche 1^{er} juin, sur le circuit de Zeltweg, en dominant dans le dernier tour l'Allemand Ralf Waldmann. Après le Grand Prix du Brésil en 1996, c'est la deuxième victoire du Français. Son compatriote Régis Laconi, percuté par une autre moto, a été sérieusement blessé au départ de la course des 500 cm³, remportée par le champion du monde, l'Australien Michael Doohan. - (AFP)

■ **FOOTBALL** : Nîmes et Wasquehal joueront en division 2 la saison prochaine. Les deux équipes ont terminé en tête des deux groupes du championnat de National 1 qui s'est achevé samedi 31 mai.

■ **ATHLÉTISME** : Hailé Gebréselassi a amélioré la meilleure performance mondiale des 2 miles (3 216 m) dans le temps de 8 min 01 s 08, samedi 31 mai, à Hengelo (Pays-Bas). L'ancienne meilleure performance mondiale était détenue par le Kenyan Daniel Komen en 8 min 03 s 54, depuis 1996. Le coureur éthiopien a facilement dominé l'Algérien Noureddine Morceli, hors de forme. Mais, faute d'être descendu sous les 8 minutes, il n'a pas gagné la prime d'un million de dollars offerte par un des principaux commanditaires de la Fédération internationale d'athlétisme. - (AFP)

■ **VOILE** : le départ de la Course de l'Europe à la voile, prévu dimanche 1^{er} juin, a été reporté au lundi 2 à 12 h 30. Cette décision du Comité d'organisation, après consultation des 16 skippers engagés, a été prise en raison d'un fort vent de nord-est (40 à 45 noeuds, environ 80 km/h) et d'une mer formée. Les bateaux doivent gagner Rotterdam, première des cinq étapes les conduisant le 23 juin à Stockholm.

Les problèmes de sureffectif de l'entraîneur brésilien Mario Zagallo

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Absent de la liste des vingt-deux joueurs brésiliens retenus pour le Tournoi de France, Sonny Anderson, le flamboyant canonnier monégasque, peut-il encore rêver au Mondial ? « Je connais bien Anderson. Il avait dix-neuf ans lorsque je l'ai fait débuter chez les professionnels, au Vasco de Gama de Rio, à la fin des années 80. Je me souviens des sarcasmes que la presse m'avait réservés pour avoir dit qu'il avait l'étoffe d'un nouveau Jairzinho... », a confié au *Monde* Mario Zagallo, entraîneur de la sélection brésilienne. Après la plaidoirie, la sentence : « Je ne ferai appel à Anderson qu'en cas d'extrême nécessité. Le football brésilien est aujourd'hui riche en qualité comme en quantité. »

Sacré par ses pairs de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), le meilleur joueur du dernier championnat de France n'est pas jugé apte à fréquenter le banc des remplaçants du Brésil. La chronique de Rio, pourtant contestataire, ne s'en offusque pas, tant le sacrifice de l'idole du stade Louis-II lui semble dérouler des contraintes de l'embarras du choix. C'est donc sous les meilleures augures, côté effectifs, que Zagallo s'apprête, en vieux renard (il a soixante-cinq ans), à briguer sa cinquième couronne mondiale. La défaite qu'il appelle de ses vœux afin que son équipe « ne cède pas à la facilité », s'est concrétisée, vendredi 30 mai, à Oslo, face à la Norvège (2-4). Au Onze de France échoit désormais le privilège d'affronter, mardi 3 juin, des champions du monde piqués au vif.

UN MONUMENT

Bâti sur une carrière commencée il y a un demi-siècle à l'America, un club de Rio autrefois prestigieux, le palmarès de Zagallo est un monument à la gloire du football brésilien. Aux deux titres mondiaux remportés, en 1958 (Suède) et en 1962 (Chili), avec le maillot numéro 11 de la sélection nationale, s'ajoutent ceux glanés en 1970 (Mexique) au poste d'entraîneur, et en 1994 (Etats-Unis) dans le rôle créé à son intention par la Confédération brésilienne de football – de coordonnateur technique aux pouvoirs occultes.

Au fil d'une trajectoire exceptionnelle, l'unique légitime *tetra-campeão* (quadruple champion du monde) a été le partenaire du duo Pelé-Garrincha, le stratège de la campagne mexicaine primée par la conquête de la Coupe Jules-Rimet (décernée à titre définitif au premier vainqueur de trois coupes du monde), puis l'éminence de Carlos Alberto Parreira, l'entraîneur mal aimé qui a mis fin à une traversée du désert de vingt-quatre années. Des années que Zagallo a passées au Koweït, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite, dont il a dirigé les sélections nationales.

Ces états de service ne lui ont pas toujours offert la popularité que lui valent les exhibitions de ses troupes. En octobre 1994, quand il a succédé à Parreira (dont il dit avoir été le « paratonnerre » durant le dernier Mondial), sa réputation de « retranqueiro » (adeppe de la défense renforcée) était critiquée par les gardiens du football à la brésilienne. Ses détracteurs ne lui pardonnaient pas d'avoir déclaré : « Un match nul peut être un bon résultat. » Rallié au « football compétitif », Zagallo aura attendu près d'un demi-siècle avant de devenir prophète en son pays.

« Les Brésiliens, dit-il, valorisent davantage aujourd'hui la solidarité et l'effort collectif. » Dans ce registre, l'ancien ailier gauche de façade aura fait œuvre de pionnier. Dès les années 50, Zagallo a incarné le faux attaquant incorporé au premier rideau défensif. Il n'a pas laissé le souvenir d'une terreur des gardiens : les buts inscrits à son actif au cours des trente-trois matchs qu'il a joués, de 1958 à 1964, en équipe du Brésil, se comptent sur les doigts d'une main. Ex-soutien méritant, Zagallo s'est imposé en meneur d'hommes respecté.

Jean-Jacques Sévilla

Aimé Jacquet, sélectionneur de l'équipe de France de football

« Si j'avais un Platini, tout serait plus facile »

Les Tricolores inaugurent le Tournoi de France, mardi 3 juin à Lyon, en affrontant le Brésil

Dans un entretien au *Monde*, le sélectionneur Aimé Jacquet évoque la difficulté de préparer l'équipe de France avec des matches amicaux, passe ses troupes en revue et défend son système de jeu, souvent critiqués. Il adresse un avertissement aux joueurs qui pourraient être tentés par des clubs étrangers qui ne leur offriront pas la garantie de jouer : ils risquent d'être écartés de l'équipe de France. Enfin, il annonce son retrait à l'issue de la Coupe du monde. Le tournoi servira également à tester la logistique en situation avec l'utilisation de quatre des stades concernés par le Mondial.

le monde savait. Qu'il n'y en est pas un qui vienne me dire qu'il ne savait pas ou je deviens très méchant. Bernard Lama était averti. Il sera sanctionné. Il va payer.

Vous passez pour un père tranquille et obstiné. Cette image vous gêne-t-elle ?

– Quand j'ai acquis certaines convictions, vous pouvez me dire tout ce que vous voulez, je ne changerai pas d'avis. Si je suis en phase avec moi-même, je suis redoutable. Je peux aller très loin. Quand je commence à bafouiller, je suis nul. Il vaut mieux m'éliminer. Chez moi, on dit en patois : « Tu peux chanter, moi je ne bouge pas. » Il faut écouter les gens, mais il ne faut pas être perturbé par l'écoute. Il faut garder le cap. Moi, je le garde.

–

Quel sera votre avenir après le Mondial 1998 ?

– Le jour où l'équipe de France sera éliminée, le haut niveau, ça sera terminé pour Jacquet. Il faut savoir s'arrêter dans la vie. »

Propos recueillis par Pascal Ceaux et Benoit Hopquin

« Que représente pour vous le Tournoi de France qui débute le 3 juin et rassemble, outre l'équipe de France, le Brésil, l'Italie et l'Angleterre ?

– Le Tournoi de France sera un repère avant d'aborder notre dernière saison vers le Mondial 1998. Ce sera une base essentielle pour la suite. Je crains simplement que les joueurs ne puissent pas donner la pleine mesure de leur talent : ils ont vécu une saison très chargée. Nous n'avons pas pu préparer ce rendez-vous comme nous l'aurions voulu. La synthèse du Tournoi de France va me servir à mettre des choses en place et, à partir de janvier, notre préparation prendra une nouvelle tonalité : un rassemblement par mois, un match par mois.

–

Est-il difficile de préparer une Coupe du monde avec des matches amicaux ?

–

Très. La pression, elle existe. C'est moi qui la mets. Je veux qu'il y ait une motivation intérieure et je la crée. Mais il ne faut pas que j'aille trop loin.

–

Pourquoi quitter la France juste avant la Coupe du monde pour jouer justement une série de matches amicaux ?

–

Il vaut mieux s'en aller que subir ce qu'on va subir ici. Il faudra qu'on respire... On va aller s'oxygénier ailleurs et éviter l'imbécillité de gens qui se découvrent subitement supérieurs de l'équipe de France.

–

Il vous a été reproché d'avoir pratiqué un football trop défensif lors du championnat d'Europe des Nations 1996. Allez-vous changer votre dispositif ?

–

Le football européen, ce n'est pas de la rigolade. C'est un football de combat. Si on ne se présente pas avec cet esprit-là, on fait l'aller-retour direct, comme on l'a fait si souvent en France. Et puis on dira : « Oh, on joue bien ! Nous avons une bonne équipe. Quel dommage ! » Moi, je ne réfléchis pas comme ça. J'ai le devoir de mettre en place une équipe compétitive. Il n'y a que le résultat qui compte.

–

En défense, votre dispositif est en place. En revanche, en attaque, vous semblez encore hésiter...

–

C'est plus facile en défense. La France manque d'attaquants de pointe. Quand vous avez un bon joueur, les éducateurs le mettent au milieu. C'est assassin. C'est un poste exposé : on prend des coups. Alors les candidats sont de plus en plus rares. Christophe Dugarry, Nicolas Ouédec et Florian Maurice remplissent cette fonction. Mais Ouédec a été blessé. Dugarry, qui, n'en déplaît à certains, est un joueur de haut niveau, a éprouvé des difficultés dans son nouveau club. Et puis Maurice s'est abîmé le tendon alors qu'il entrat dans le groupe. On a perdu beaucoup de temps.

–

Pourquoi ne pas avoir retenu le Monégasque Thierry Henry ?

–

Dans le domaine offensif, j'attends encore. Si des joueurs sont très bons, l'équipe de France leur est ouverte. J'ai été clair avec le petit Henry. Pourquoi cette décision ? Vous voulez enlever à ce gamin

–

L'affaire des chaussures

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98. »

–

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un

Magnus Norman, l'ambition version suédoise

Admirateur de Stefan Edberg, ce joueur, classé 65^e mondial, rêve de finale après avoir éliminé Pete Sampras et Marc Rosset

MARC ROSSET avachit sa déception sur la table de conférence de presse. En ânonnant, il explique sa défaite avec plus de mauvaise grâce qu'à l'accoutumée. Il y a de quoi. Le géant suisse, demi-finaliste l'an passé, vient en ce dimanche 1^{er} juin d'offrir son billet pour les quarts de finale à un blanc-bec, le Suédois Magnus Norman (4-6, 6-3, 7-6 [7/3], 6-3). « Pendant deux sets et demi, râle-t-il, on a plus joué à la roulette russe qu'au tennis. »

Les méchantes bourrasques qui balaiient Roland-Garros depuis plusieurs jours font ingurgiter de séries doses de terre battue aux joueurs comme aux spectateurs des loges. Bien plus qu'il n'en faut à Marc Rosset pour perdre son sang-froid. Magnus Norman, Suédois poupin au nez en trompette, sourit sous ses taches de rousseur. « Peut-être que ça souffrait plus de son côté », dit-il, en admettant tout de même que le vent a gâché le spectacle.

Pognes de charcutier, physique de jeune bûcheron, Norman vit une extraordinaire semaine de grâce. Deux jours plus tôt, il s'est offert, pour célébrer son 21^e anniversaire, la tête de Pete Sampras. Début mai, il a éliminé Andre Agassi et Petr Korda pour se hisser en demi-finale sur la terre battue rapide d'Atlanta. La semaine passée, il était encore en demi-finale sur celle de Sankt Pölten (Autriche).

RÉSULTATS SIMPLE MESSIEURS

Troisième tour

• Troisième quart du tableau

P. Rafter (Aus.) 6-2, R. Kraijcer (PB) 6-3, 4-6, 6-4; M. Woodforde (Aus.) b. A. Costa (Esp., n° 11) 6-4, 7-6 (7/2) 6-3; P. Korda (Rép. tch.) b. W. Ferreira (RSA, n° 13) par forfait; G. Blanco (Esp.) b. C. Woodruff (EU) 7-6 (8/6), 6-3, 7-6 (7/2).

• Quatrième quart du tableau

M. Rios (Chi., n° 7) b. A. Boetsch (Fr.) 7-6 (8/6), 6-3, 6-4; H. Arazi (Mar.) b. M. Larsson (Suè) 6-2, 6-3, 7-5; S. Bruguera (Esp., n° 16) b. D. Norman (Bel.) 6-3, 6-1, 6-3; M. Chang (EU, n° 2) b. S. Simian (Fr.) 6-1, 5-2, 6-3.

Huitièmes de finale

M. Norman (Suè) b. M. Rosset (Sui., n° 15) 4-6, 6-3, 7-6 (7/3), 6-3; F. Dewulf (Bel.) b. A. Corretja (Esp., n° 8) 5-7, 6-1, 6-4, 7-5; E. Kafelnikov (Rus., n° 3) b. M. Larsson (Suè) 6-2, 6-3, 7-5; A. Medvedev (Ukr.) et G. Kuerten (Bré.) 7-5, 1-6, 2-6, 6-1, 2-2 match interrompu par la nuit.

SIMPLE DAMES

Troisième tour

• Premier quart du tableau

M. Hingis (Sui., n° 1) b. A. Koumova (Rus.) 6-1, 6-3; B. Paulus (Aut., n° 16) b. S. Farina (It.) 6-4, 6-1; N. Zvereva (Blé.) b. B. Schultz-McCarthy (PB, n° 14) 7-5, 6-4; A. Sanchez-Vicario (Esp., n° 6) b. D. Van Roost (Bel.) 6-0, 6-3.

• Deuxième quart du tableau

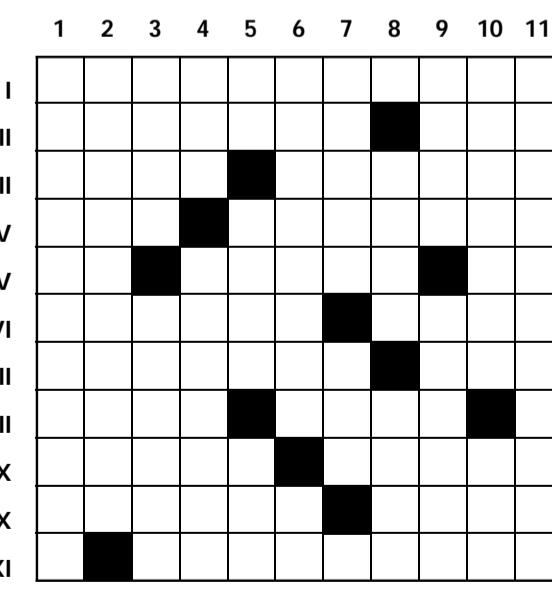
M. Seles (EU, n° 3) b. N. Taurat (Fra.) 6-0, 6-1; M. Pierce (Fr., n° 10) b. S. Testud (Fr.) 6-1, 6-3; M. Fernandez (EU, n° 12) b. F. Peretti (It.) 6-3, 7-6 (7/4); L. Raymond (EU) b. K. Po (EU) 6-4, 2-6, 6-1.

Huitièmes de finale

M. Hingis b. B. Paulus 6-3, 0-6, 6-0; A. Sanchez-Vicario b. N. Zvereva 6-4, 6-2. M. Seles b. M. Pierce 6-4, 7-5; M.-J. Fernandez b. L. Raymond 6-7 (4/7), 6-2, 6-2; I. Majoli (Croat., n° 9) b. L. Davenport (EU, n° 5) 5-7, 6-4, 6-2; R. Dragomir (Rou.) b. N. Arndt (EU) 6-1, 6-1. A. Coetzer (RSA, n° 11) b. C. Martinez (Esp., n° 7) 6-7 (4/7), 6-4, 6-3; S. Graf (All., n° 2) b. I. Spirlea (Rou., n° 13) 6-7 (4/7), 6-2, 6-2.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97113



HORizontalement

I. Le premier portrait de bébé. – II. Donne de la tenue mais rend cassant. Pèsent à la longue. – III. Il faut l'évacuer. Résonne quand il est agité. – IV. Assure des liaisons. Mauvais signe dans les sentiments. – V. Tête d'Ibère. Point de départ de la grande distribution. Voyelles. – VI. On peut compter dessus. Une des grandes échelles. – VII. Devait nous guérir de bien des maux. Le Nouveau Monde en VO. – VIII. Vallées noyées.

Annonce la fin. – IX. Croisés de partout. Protégeait les cultures. – X. Une capitale dans la CEI. Base de construction. – XI. Remise à sa place après avoir été bien secouée.

Verticalement

1. Comme des larves rampantes. – 2. Toujours en retard au spectacle. – 3. Un passé récent. Leurs billes sont souvent fausses. – 4. Sortie pour les grandes occasions. Dépasse les bornes. – 5. Dans le

cirage. Lieu d'ombre. Bout de poisson. – 6. Se prirent pour des lions. Dans les normes. – 7. Vient de la cour. Mouvement perpétuel. – 8. Au Cameroun. Jeta un pont sur la rivière Kwaï. – 9. Une jolie couleur de peau. Met le texte sous les yeux. – 10. Inconnues hier, elles sont devenues extraordinaires aujourd'hui. Division. – 11. Epuisée comme une bête.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97112 HORizontalement

I. Actionnaire. – II. Leurre. Très. – III. Tr. Echecs. – IV. Entasse. STO. – V. Raimu. Ph. Or. – VI. Nia. Crées. – VII. Atroce. Pool. – VIII. Ecula. Nul. – IX. Ers. Bélanter. – X. U. Rentièr. – XI. Rafistolées.

VERTICAMENT

1. Alternateur. – 2. Cernait. Ria. – 3. Tu. Tiare. – 4. Ircam. Oc. Ri. – 5. Or. Succubes. – 6. Nées. Relent. – 7. Cèpe. Alto. – 8. Ath. Hep. Ail. – 9. Ires. Sonnée. – 10. Recto. Outre. – 11. Essorillées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry Cedex

PRINTED IN FRANCE



Monica Seles sans pitié pour Mary Pierce

Monica Seles, quatrième joueuse mondiale, battue (7-6, 7-6) lors du Tournoi de Rome par Mary Pierce, numéro dix du classement WTA, début mai, a pris sa revanche, et montré qu'il fallait plus que jamais compter avec elle. Dimanche 1^{er} juin, en huitième de finale, l'ex-« Petite souris » américaine a éliminé l'ex-« Terreur » française (6-4, 7-5). Pour expliquer sa défaite, Pierce a invoqué la gastro-entérite dont elle a souffert comme Pete Sampras (*Le Monde* daté 1^{er} et 2 juin) : « Contre Monica, on a besoin d'être à un très haut niveau pour gagner. »

● **Une « belle » Graf-Coetzer en quart de finale.** Il y a trois semaines, à Berlin, Amanda a infligé à Steffi la plus sévère défaite de sa carrière (6-0, 6-1) avant que l'Allemande ne prenne le meilleur sur la Sud-Africaine à Strasbourg en trois manches serrées. Le deux jeunes femmes se retrouveront mardi sur le court Suzanne-Lenglen en quart de finale des Internationaux de France de tennis. Dimanche 1^{er} juin, Graf a éliminé la talentueuse jeune Roumaine Irina Spirlea (6-7 [4/7], 6-2, 6-2) et Coetzer a battu une des favorites du tournoi, l'Espagnole Conchita Martinez (6-7 [4/7], 6-4, 6-3).

● **Galo Blanco, la surprise.** De l'armada espagnole engagée dans ces Internationaux de France, il ne reste, au seuil de la seconde semaine, que l'ancien double vainqueur du tournoi, Sergi Bruguera, ce qui était attendu, et Galo Blanco, ce qui l'était moins. Vainqueur, samedi 31 mai, de l'Américain Chris Woodruff (7-6 [8/6], 6-3, 7-6 [7/2]), Blanco, âgé de vingt ans et classé 111^e joueur mondial, devait affronter le Tchèque Petr Korda en huitième de finale.

La course au titre d'homme le plus rapide du monde a tourné court

TORONTO de notre envoyé spécial

Un coup de tonnerre et un début de feu d'artifice ont salué la victoire. Mais peut-on vraiment parler de victoire ? Le Canadien Donovan Bailey, le champion olympique et recordman du monde du 100 mètres, a remporté, dimanche 1^{er} juin, en 14 s 99, un 150 mètres censé attribuer le titre d'homme le plus rapide de la terre.

Il a franchi le premier la ligne d'arrivée de ce bras de fer avec Michael Johnson, le champion olympique et recordman du monde américain du 200 mètres. Seul ennui, mais de taille, la course a tourné court à mi-course.

Peu après la sortie du virage, Michael Johnson a relevé un bras, rétréci une première foulée, puis une seconde, semblant indiquer une blessure à la cuisse pour finalement abandonner l'épreuve. Donovan Bailey a poursuivi jusqu'au bout son effort. Il l'a emporté, bien sûr, et enfoui dans ses poches un chèque de près de 9 millions de francs. Le public canadien du SkyDome de Toronto l'en a bruyamment félicité. Mais il attendait sûrement autre chose de ce match au sommet.

Au moment de son abandon, Michael Johnson était en retard sur Donovan Bailey. Le Canadien, placé à l'intérieur, avait déjà refait son handicap. Difficile, pourtant, d'en tirer la moindre conclusion. La victoire, Michael Johnson avait toujours prédit qu'il irait chercher dans les dernières foulées. Une blessure l'en a empêché.

Dommage pour lui, même s'il reçoit près de 3 millions de francs. Mais dommage aussi, et plus encore peut-être, pour Donovan Bailey.

Alain Mercier

■ **LOTO : résultats des tirages n° 44 du samedi 31 mai.** PREMIER TIRAGE : 7, 17, 20, 31, 39, 41 ; numéro complémentaire : 34. Rapport pour 6 bons numéros : 1 832 315 F ; pour 5 numéros, plus le complémentaire : 87 740 F ; pour 4 numéros : 7 700 F ; pour 3 numéros : 168 F ; pour 3 numéros : 17 F.

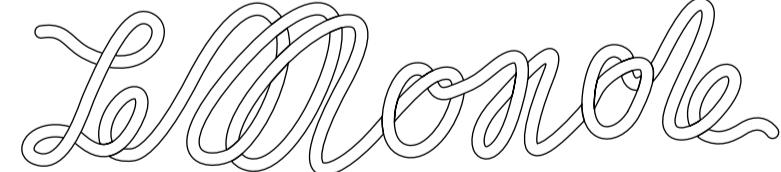
SECOND TIRAGE : 1, 7, 12, 18, 30, 39 ; numéro complémentaire : 49 ; rapport pour 6 numéros : 20 967 860 F ; pour 5 numéros, plus le complémentaire : 62 740 F ; pour 4 numéros : 4 785 F ; pour 4 numéros : 109 F ; pour 3 numéros : 12 F.

Bénédicte Mathieu

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 20

Tirer sur la cordelette



On tire sur les deux extrémités de la cordelette qui dessine le titre du journal. Combien de nœuds se forment ?

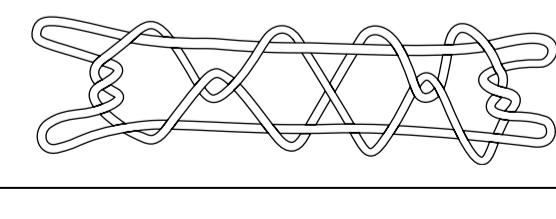
Exercice plus difficile. Un enfant a réalisé une « échelle de Jacob » avec un anneau de ficelle passé autour de ses doigts.

Sauriez-vous, en un minimum d'étapes, dénouer cette construction pour retrouver l'anneau initial ?

Solution dans *Le Monde* du 10 juin.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

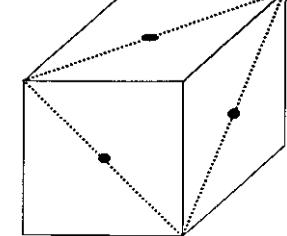
© POLE 1997



Solution du problème n° 19 paru dans *Le Monde* du 27 mai.

Lorsqu'on incline le récipient de manière à rendre horizontal le plan des trois trous, le volume d'eau qui peut séjouner dans le bidon est celui d'un prisme droit à base triangulaire dont les trois côtés perpendiculaires mesurent 30 centimètres. Il vaut le produit de l'aire d'une base (triangle rectangle isocèle de 450 cm²) par le tiers de la hauteur correspondante (30 cm), soit 4 500 cm³ ou encore 4,5 litres.

On évitera l'inondation si le plombier arrive dans les trois jours.



Le camping-car a gagné ses lettres de noblesse

Depuis deux ans, les ventes des « voitures-maison » battent des records, mais les prix restent assez élevés

COMME L'ONDÉE qui fait sortir l'escargot, les ponts de l'Ascension et de la Pentecôte auront été les premières grandes sorties de l'année pour nombre de camping-caristes. Cette espèce en voie d'expansion pour laquelle la langue française n'a pas inventé de terme propre commence cependant à s'affranchir du rythme des saisons. Les dernières améliorations apportées à l'équipement intérieur (chauffage à air pulsé pour éviter la condensation sur les vitres, moquette isolante, volets isothermiques...) ont permis aux derniers modèles de se transformer en vrais petits chalets mobiles pour sports d'hiver.

Longtemps considéré comme un simple dérivé de la caravane, en plus luxueux, le camping-car s'en est discrètement détourné. Largement dominante (1,5 million d'exemplaires en circulation en France) mais victime d'une image un tantinet surannée, la première voit ses ventes s'éroder. Le second (750 000 véhicules) avec ses allures de passe-partout plus attiré par les sites historiques que par le camping-pastis-pétanque, a gagné ses lettres de noblesse. Les immatriculations (6 588 unités par an) ont progressé de 15 % en 1996 après une croissance à peu près comparable en 1995 et cette année devrait confirmer la tendance.

Loin d'être un fil à la patte, le camping-car se vit souvent comme le pendant, confortable et civilisé, du camping sauvage. Il redonne de la spontanéité aux vacances : départ décidé au tout dernier moment pour une destination à géométrie variable. Avec leur énorme réservoir, le petit fourgon pour trois ou quatre personnes, la cellule aménagée et montée sur un châssis ou « l'intégral » spécialement carrossé peuvent jeter leur musette à peu près où bon leur semble.

LE BONHEUR DES ENFANTS

Entre deux étapes dans l'une des quelque 2 000 aires d'accueil que compte l'Hexagone et qui offrent pour un prix minime de faire le plein d'eau et de vidanger WC chimiques et eaux usées, la couvée camping-car se pose sur la première branche qui lui convient. Cette extrême facilité de mouvement qui correspond parfaitement au fractionnement des congés fait le bonheur des enfants qui imaginent de partir en expédition (prévoir d'abréger les conflits pour l'occupation du lit situé dans la capucine, au-dessus de la cabine du conducteur...).

Ce véhicule dont l'élégance n'est pas le point fort, s'est fondu dans l'univers des vacances. En haute saison, les environs immédiats de Disneyland-Paris ou du Futuroscope de Poitiers deviennent le territoire de concentrations impressionnantes de ces « voitures-maisons » comme disent les tout-petits. Ce succès tient aussi à une baisse des tarifs. Un véhicule neuf animé par un gros moteur turbo diesel capable de soutenir un bon 110 km/h sur autoroute et d'accueillir confortablement une famille de deux enfants (toilettes, mini-cuisine avec réfrigérateur silencieux, placards, canapés-lits) se négocie aux alentours de 180 000 francs contre plus de 200 000 francs il y a quelques années.

Jean-Michel Normand

■ **VOLS** : l'idée selon laquelle les BMW sont les voitures les plus souvent volées a vécu. Selon les statistiques de la marque, 150 BMW immatriculées depuis début 1995 ont été déclarées volées l'an passé, soit un taux de vol inférieur à 0,3 %. La responsabilité de cette baisse est attribuée à la généralisation de dispositifs antidémarrage à transpondeur.

■ **JEUNES** : le Tour de France des jeunes conducteurs aura lieu du 24 octobre au 1er novembre. Cette épreuve, fondée sur la qualité de la conduite, est organisée par le mouvement de liaison des associations de sécurité routière (Laser, tél. : 01-42-25-01-05).

■ **FIAT** : la 2 000 000^e Fiat Punto est sortie des lignes de montage de l'usine de Melfi le 7 avril. Présentée fin 1993, la Punto est actuellement la voiture la plus vendue en Europe. Pour prolonger ce succès, Fiat vient de lancer deux séries limitées : la Punto 60 Opéra (52 200 francs) et la Punto Diva 60 SX (à partir de 60 500 francs).

■ **SÉCURITÉ** : Volvo annonce qu'il vient de s'équiper d'un « superordinateur simulateur de crash-tests ». Des simulations permettant de réduire les essais réels pourront être réalisées jusqu'à six fois par jour.

■ **RENAULT** : la marque au losange a mis en place depuis la fin du mois de mai des forfaits (pièces et main-d'œuvre) sur les opérations d'entretien. Selon les modèles, les « forfaits révision » vont de 600 à 1 350 francs.

GROUPE VOLKSWAGEN FRANCE SA



La Volkswagen Passat, star trop parfaite du marché

Le succès de ce modèle devrait s'amplifier avec le lancement en juillet de sa version break

Les 175 000 familles françaises propriétaires d'un camping-car cherchent à diversifier leur pratique touristique. Ce sont souvent des gens qui ont une passion : ils peuvent d'autant mieux la satisfaire qu'ils disposent d'un moyen de transport et d'hébergement souple », insiste François Feuillet, président du Syndicat des véhicules de loisirs (Sicverl) et président du groupe Trigano. Bien adapté à la dimension européenne (près de la moitié des pratiquants français se lancent régulièrement dans des escapades à l'étranger), le camping-car est le reflet de l'air du temps. Plus tenté par la façade ouest que par le Midi, il se plie allègrement aux contraintes liées au tourisme culturel mais aussi à la pratique d'un sport ou d'un loisir.

INVESTISSEMENT ONÉREUX

Pourtant, cette forme de tourisme ne fait pas toujours l'unanimité. Des communes ont pris des arrêtés allant jusqu'au bannissement de ces gens du voyage au pouvoir d'achat pourtant bien supérieur à celui du touriste moyen mais pas forcément mieux protégés contre les réflexes grégaire et le manque de savoir-vivre. Les actions en justice engagées par le Sicverl ont opéré un effet dissuasif. Hier boudeuses, Narbonne, Hyères, Palavas-les-Flots, La Baule, Carnac, Cancale ou Courseulles-sur-Mer limitent désormais l'interdiction de stationnement au seul front de mer. Quelques stations balnéaires continuent cependant de faire la fine bouche.

Plus facile à conduire que ses proportions ne le suggèrent, le camping-car avec sa bonne-franchise confortable et insouciante inspire volontiers la sympathie. Mais il s'agit d'un investissement onéreux qui ne se justifie qu'à condition d'opter pour un certain type de vacances. En clair, il exige quelques moyens financiers mais aussi beaucoup de temps disponible. Fait révélateur : plus de la moitié des camping-caristes parcourront plus de 10 000 kilomètres par an.

Il faut, également, accepter quelques désagréments. Le plancher est souvent trop haut, ce qui ne facilite pas l'accès à l'habitacle. Sur route, il souffre d'une forte sensibilité au vent latéral et, à l'arrêt, d'une tendance au dandinement comparable à celle d'un bateau au mouillage. Toutefois, le principal obstacle à une pratique non exclusive est sans conteste le tarif de location de ces véhicules, encore trop élevé même s'il recouvre à la fois une dépense de transport et une dépense d'hébergement.

Les prix sont trop souvent dissuasifs (en haute saison, compter à partir de 6 000 francs la semaine, carburant non compris) pour permettre à une population beaucoup plus large de découvrir le camping-car.

LA NOUVELLE Volkswagen Passat est la vedette du marché automobile français. Alors que les immatriculations sont en chute libre depuis la suppression des primes gouvernementales, cette voiture bat des records. Entre janvier et avril, elle s'est vendue à 6 385 unités contre 3 300 l'an dernier à la même période et certaines versions imposent un délai d'attente de dix semaines.

Aux amateurs, il n'a pas échappé que, pour sa cinquième génération, la Passat est devenue une belle voiture. Son toit arrondi, inspiré de l'ancienne et de la future Coccinelle (la réincarnation sera effective dans deux ans) accentue un design sobrement aérodynamique signé Audi. Heureuse rupture avec les deux précédentes versions qui cultivaient la robustesse germanique

avec un désespérant manque de subtilité. Stars de la catégorie, les Renault Laguna, Peugeot 406, Citroën Xantia, Ford Mondeo et Opel Vectra font d'autant plus grise mine que la politique commerciale de Volkswagen est agressive. La Passat est disponible à partir de 111 900 francs et le lancement, mi-juillet, de la version break (à partir de 119 500 francs) devrait amplifier ce succès.

Volkswagen, jusqu'alors incapable de sortir de la monoculture Polo-Golf, s'est enfin ouvert une brèche. Plus longue de 20 centimètres, la nouvelle Passat ne fait pas trop d'ombre à l'Audi A4, la sœur jumelle un peu mondaine dont elle partage les motorisations, y compris le très apprécié moteur 1,9 litre TDI. Spacieuse, silencieuse, peu gourmande, fabriquée avec

grand soin et douce à conduire, elle évoque un peu de cette fausse modestie qui fait en France la gloire de la Golf, instrument inégalé de snobisme à rebours.

L'absence quasi scientifique d'aspérités engendre une espèce de frustration

L'habitacle, aux dominantes noir et gris flanelle, affiche un réel souci ergonomique et la hauteur du pavillon renforce l'impression d'espace. En poussant dans ses ultimes

Belle et puissante, la nouvelle Passat de Volkswagen se lance à la conquête du marché européen. A partir du mois de juillet, la version break de la voiture allemande sera disponible au prix de base de 119 500 F. Ses promoteurs souhaitent « donner à l'automobiliste d'aujourd'hui un avant-goût de la voiture de demain ».

retranchements le propriétaire d'une nouvelle Passat, on apprendra tout de même qu'en usage urbain les pare-chocs se couvrent trop vite de petites éraflures et que la visibilité latérale pourrait être améliorée.

Impressionnante, cette absence quasi scientifique d'aspérités engendre une espèce de frustration. La Passat est belle mais elle manque de charme. Cette voiture, qui se veut « une voiture de rêve dans un monde de réalité », n'a, en fait, pas grand-chose d'onirique. Trop cartésienne pour faire tourner les têtes et trop distante pour inspirer un sentiment de complicité, la Passat parle à l'hémisphère droit, celui de la rationalité. Mais elle le fait avec élégance.

J.-M. N.

Une initiative pour faciliter la vie du demandeur d'emploi

L'ASSEDIC
pour
l'inscription

L'ANPE
pour la
recherche d'emploi

Cette amélioration de la qualité de service se mettra en place progressivement d'ici fin 1997

CULTURE

LE MONDE / MARDI 3 JUIN 1997

MUSIQUE Les musiques du Moyen Âge et de la Renaissance, hier encore confinées au cercle restreint des mélomanes esthètes, prennent d'assaut salles de

concert, églises et bacs des disquaires. ● PEUT-ÊTRE LASSE par le conformisme interprétatif et la redite qui gagnent les ensembles spécialisés dans le répertoire ba-

roque quand les découvertes d'œuvres essentielles des XVII^e et XVIII^e siècle se font rares, le public se passionne dorénavant pour des musiques composées du XI^e au

XVI^e siècle et pour leurs avatars contemporains : des compositeurs mettent au goût du jour ces styles en les formatant pour un marché friand de répertoire sacré. ● MI-

ARGENTIN, MI-ALLEMAND, Pedro Memelsdorff a fondé l'Ensemble Mala Punica, il y a dix ans. Il s'est spécialisé dans le répertoire de la fin du XIV^e siècle.

L'énigmatique déferlante des musiques médiévales

Réconciliant apparemment goût de la découverte, inclination du public et des compositeurs de cette fin de siècle pour le sacré, les musiques du Moyen Âge et leurs avatars font vendre des disques et attirent un nombre croissant d'amateurs dans les salles de concert

ON N'OSERAIS AFFIRMER qui, du public, des programmateurs de concerts ou de la presse spécialisée, influence le goût ambiant pour tel ou tel répertoire... Il y a bien, aujourd'hui, un air du temps « musique de chambre », brandissant les vertus chaleureuses du partage musical, mais cet air du temps exhale aussi d'entêtantes effluves médiévales. A Paris, chaque semaine, c'est une vingtaine de concerts que l'on recense ; au disque, l'affolement n'est pas moindre, comme en témoignait, en avril, le sommaire des pages disques du mensuel *Diapason* : sur huit « Diapasons d'or » décernés – l'une des distinctions les plus recherchées –, quatre récompensaient des disques de musique ancienne ; un allait à la musique de la Renaissance, trois à des musiques médiévales. L'Ensemble *Sequentia* (les héritiers de Hildegard von Bingen chez Deutsche Harmonia Mundi) est à la une du même magazine, dont les pages « Actualité » s'ouvrent sur un portrait de Pedro Memelsdorff, fondateur et directeur musical de l'Ensemble Mala Punica. Impensable il y a dix ans...

Car, il y a dix ans, un mouvement similaire d'affection envers le répertoire baroque joué philologiquement atteignait enfin le public non spécialiste – vaste nébuleuse à laquelle, le dénominateur commun des instruments anciens aidant, on a pris l'habitude d'incorporer des

musiques allant d'Eustache du Caurroy (1549-1609) au jeune Mendelsohn. Malheureusement, plutôt que de s'intéresser à du Caurroy ou à Etienne Moulinié (la musique sous Louis XIII demeure une terre musicale en friche), les interprètes, sous l'influence des maisons de disques qui dictent la loi du marché, ont trop souvent réenregistré les mêmes « standards », accumulant les versions des *Concertos brandebourgeois*, de Bach, du *Messie*, de Haendel, des *Leçons de ténèbres*, de François Couperin. Le contrepoison censé soigner ce conformisme de répertoire semble ne rien arranger : en multipliant les « redécouvertes » de petits maîtres, pas toujours aussi essentielles qu'on pouvait l'espérer, l'intérêt s'est émoussé, malgré d'étonnantes exceptions de temps à autre, de vraies réévaluations de compositeurs délaissés. Si le public semble s'être lassé du répertoire « baroque », désormais enseigné dans les conservatoires, c'est aussi que les interprètes, réfléchissant moins, devant produire vite, se sont laissé gagner par une sorte de routine : sous l'apparence rassurante d'une vérité stylistique s'abritant sous la protection de sainte Musicologie, un académisme moins décelable que celui de la grande tendance néoclassique des années 60 (Karl Münchinger dans Bach, Jean-François Paillard dans Rameau, I Musici dans Vivaldi),

mais terriblement insidieux, a envahi le panorama « baroqueux », confinant dans une même approximation stylistique Gluck, Rameau et... Mozart.

On a beaucoup dit que la rupture du public avec la création contemporaine avait beaucoup servi la musique baroque, celle-ci tenant lieu d'exutoire à l'auditeur en quête de fraîcheurs inédites. En revanche, les liens de réciprocité entretenus par la musique médiévale et une certaine frange de la musique contemporaine – qu'en qualifie de « planante » et néotonale, pour faire simple et rapide – ont, d'une certaine façon, réconcilié ces antagonismes apparents.

Les catalogues grossissent et engrangent, les abbayes se remplissent

Il est vrai que nombre de musiciens de la sphère médiévale et baroque ont porté leur curiosité sur la musique de leur temps, amenant les compositeurs à découvrir leurs instruments et leurs techniques de jeu. Quoi qu'il en soit, à la suite du succès planétaire de la *Troisième*

Symphonie du Polonais Henryk Górecki, les polyphonies hiératiques et très ouvertement néomédiévales de l'Estonien Arvo Pärt, les liturgies néo-orthodoxes du Britannique John Tavener (dont les premiers disques étaient parus sous le label Apple des Beatles...) et les austères thrènes du Géorgien Giya Kancheli ont gagné le cœur de nombreux mélomanes en froid avec la musique contemporaine, dite atonale. Cette image sonore, « cistercienne », réverbérée, pure et rayonnante, s'est imposée, a gagné les espaces acoustiques artificiels des musiques *cross over*, amenant une religiosité américaine à faire danser le rock à Hildegard von Bingen, les très sérieux membres du Hilliard Ensemble à laisser « contaminer » la polyphonie de Cristobal de Morales (1500-1553) par les effluves du saxophone de Jan Garbarek ou encore le Quatuor Kronos à inscrire des transcriptions de Guillaume de Machaut (vers 1300-1377) et de la même von Bingen (1098-1179) au programme de leurs derniers concerts.

Ces croisements, greffages et autres hybridations ont-ils servi ou désservi la cause stylistique et musicologique de ce répertoire ? De toute évidence, Hildegard von Bingen peut se passer d'une bonne sœur *new age*, et la musique de Pierre de Manchicourt (vers 1510-1564) bénéficier, chez Sony, des investissements promotionnels

concédaux aux grands chefs d'orchestre symphoniques. Il en va de même pour Pedro Memelsdorff chez Erato (c'est-à-dire Warner), le Hilliard ensemble chez ECM (c'est-à-dire Polygram), Sequentia chez Deutsche Harmonia Mundi (c'est-à-dire BMG), Sœur Marie Keyrouz et Anonymous 4 – ce *girls band* moyenâgeux a tenu les premières places des hit-parades classiques américains – chez Harmonia Mundi. Leurs disques se vendent infiniment mieux qu'une nouvelle interprétation du répertoire symphonique traditionnel, dont certaines parutions n'atteignent pas toujours les deux cents ou trois cents exemplaires dans les deux mois qui suivent leur publication en France, même si les symphonies de Beethoven par Harnoncourt et Gardiner ont dépassé les trente mille coffrets. Tant et si bien que les majors révisent tous leurs contrats, comme celui de Bernard Haitink, qui enregistrait pour Philips sa... troisième intégrale des symphonies de Mahler.

Les catalogues grossissent et engragent, les abbayes se remplissent d'un public fasciné par ces polyphonies aux atours apparemment simples, par ce retour inconscient au sacré qu'elles induisent. Mais on s'interroge : cette abondance de biens va-t-elle généraliser son indispensable dose d'autocritique, ou ce phénomène va-t-il s'alourdir d'académisme et lasser

son potentiel d'acheteur, mettant une fois encore en route la machine autodestructrice dont le disque classique souffre chroniquement depuis des années ? Déjà, les compilations aux titres suggestifs abondent, aussi peu significants qu'il est possible (*Agnus Dei, Stabat Mater, Angels, etc.*), mêlant le meilleur et le pire, annulant dans un même concept généraliste les différences historiques, culturelles, géographiques de cette période exceptionnellement riche et longue... Il ne faudrait pas non plus oublier le triomphe planétaire du chant grégorien affadi par les moines de l'abbaye espagnole de Silos.

Les interprètes de la musique médiévale, si ce courant d'intérêt se confirme, sauront-ils ne pas se laisser emporter par la spirale infernale de la *jet set* musicale internationale (un concert de « chant sur le livre » à New York le lundi, un récital de ballades de *neo-stilnov* à Tokyo trois jours après, suivis d'une séance d'enregistrement de « chansons subtiles ») ? *L'ars subtilior*, à la fin du XIV^e siècle, était une pratique « réservée », que les cercles d'avant-garde préservaient de toute contamination populaire. On ne souhaite pas à cette musique de se confiner, mais de rester élitiste et pure pour le plus grand nombre. Noble mais vaste tâche à accomplir...

Renaud Machart

A écouter

- **Musique à la cour du Roi Janus à Nicosie (1374-1432).** Ensemble Huelgas, Paul Van Nevel (direction) : 1 CD Sony Classical « Vivarte » SK 53 976. Raffinement hypnotique, superpositions textuelles : la cour de Chypre s'isolait dans une superbe avant-garde sonore.
- **Campus Stellae XII^e siècle.** Ensemble Discantus, Brigitte Lesne, direction : 1 CD Opus 111 OPS 30-102. Manuscrit composé en Bourgogne pour Saint-Jacques de Compostelle. Qu'elle soit monodique ou polyphonique, cette musique pour voix de femmes rafraîchit l'âme.
- **Hildegard von Bingen : Chants de l'extase.** Ensemble *Sequentia* : 1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05472 77555 2. Femme « polyphonique », fascinante, versée dans la diététique, les médecines, la poésie, la musique... Un disque essentiel.
- **En attendant : l'art de la**

citation dans l'*Italie des Visconti, 1380-1410*. Mala Punica, Pedro Memelsdorff (direction) : 1 CD Arcana A 23. La *subtilitas* française importée à Milan par un erudit, Magister Philipoctus, à la fin du XIV^e siècle. Huit pièces pour passer du statut d'« homme rude » à celui d'« homme subtil »...

● **Chant milanais.** Ensemble Organum, Marcel Pérez (direction) : 1 CD Harmonia Mundi HMC 901295.

La tradition ambrosienne (chanter « les hymnes et les psaumes selon la coutume des régions d'Orient ») fut quelque peu occultée par le chant romain et sa notation.

● **Le Banquet du vœu.** Ensemble Gilles Binchois, Dominique Vellard (direction) : 1 CD Virgin Veritas VC 791441-2.

Il nous manque les mets et les saveurs, mais la précision lyrique de Dominique Vellard et de son ensemble, nous fait entendre l'atmosphère gourmande et raffinée qui régnait au mitan du XV^e à la cour de Bourgogne.

EN JUILLET 1996, il traversait la cour blanche de lumière de l'abbaye aux Dames de Saintes avec des airs d'elfe égaré. Egaré dans le siècle et dans le monde, Pedro Me-

PORTRAIT

L'ensemble Mala Punica offre la « Missa cantilena » à Saint-Merri

melldorff, né en 1959, l'est probablement : mi-allemand, mi-argentin, il use de divers dialectes avec aisance et vit en Italie, après avoir étudié en Suisse et en Hollande.

Flûtiste à bec, ancien membre d'Hesperion XX, l'ensemble de Jordi Savall, partenaire en « délices désordonnés » du claveciniste Andreas Staier, égaré, il l'est plus encore par les régions musicales qu'il arpente principalement à la tête d'un groupe exemplaire de musiciens européens, fondé il y a

dix ans, s'attachant aux dernières années du XIV^e siècle, une époque de sophistication musicale à côté de laquelle les intimidations arithmétiques du compositeur Brian Ferneyhough paraissent une blague de potaches inscrits à maths spé... Mala Punica est leur nom.

SYMBOLE DE LA FERTILITÉ

« Pommes de discorde », fruit défendu, ces grenades sont aussi le symbole de la fertilité. Emblème idéal de ces musiques cultivant le plus affolant raffinement et provoquant dans le même temps l'adhésion fascinée, voire une étonnante dérive érotique chez l'auditeur, perclus de sonorités pures, de déferlements ornementaux, de saisissantes dissonances formant une palette sensible exacerbée. Cette avant-garde pourrait-elle être comparée aux avant-gardes qu'aura connues cette fin de XX^e siècle ? Le lexique semble peu ou prou le même : « L'esthé-

tique vocale de Mala Punica, explique Pedro Memelsdorff, se fonde sur l'usage de techniques parmi les plus sophistiquées – nuances jouant des micro-intervalles, glissando imperceptibles, jeux de dictation usant de la micro-dynamique et de l'allitération – qui visent toutes au renforcement de l'effet rhétorique et émotif des textes. » Si nos compositeurs rêvent de l'adhésion d'un grand public à leur propos artistique, les cercles de la fin du XIV^e siècle n'avaient pas la moindre envie de communiquer au-delà d'un cercle circonscrit, informé, initié où le faire et l'entendre se confondent – l'entendre superposant l'écoute et l'entendement intellectuel.

Au-delà de l'extrême raffinement sonore des polyphonies, l'élément verbal, ludique, référentiel est au centre du propos, les mises en musique des textes appelaient toujours le souvenir, l'allusion, la citation, « penchant général et médiévalissime à la récupération, à la réutilisation et à l'économie des matériaux ». Dans la *Missa cantilena*, qu'ils viennent d'enregistrer pour Erato (après trois disques chez Arcana), ils ont signé un contrat d'exclusivité pour la filiale de Warner Classics), Zaccara da Teramo et Matteo da Perugia renvoient face à face, dos à dos, leurs propres compositions profanes, des cantilènes, reconditionnées en pièces sacrées destinées à l'usage liturgique.

« Par ce procédé, explique Memelsdorff, ils ont eu en vue, en effet, de véritables allégories. Les textes de leurs compositions originales sont alors devenus les métatextes de leurs messes : la passion sublimée et les destinatrices de leurs ballade – Cialamella, Rosa, Lucia, avec toutes

les délicates implications symboliques et poétiques – chargent de nostalgie et d'amertume, parfois d'ironie et de curiosité, les credo et les gloria qu'elles peuplent secrètement. Elles s'insèrent dans la liturgie comme les portraits courtois dans les images saintes. »

SOIN MALADIF

Cela ne pourrait être qu'une proposition intellectuelle. Mais le travail de Memelsdorff a ceci d'extraordinaire qu'il réserve autant de soin à l'accompagnement érudit de ses projets qu'à la mise en œuvre sonore : chacun des chanteurs et instrumentistes (dont l'étonnant *organetto*, petit orgue portatif médiéval, joué par un maître en la matière, Christophe Deslignes, ou l'instrument étonnant qu'est la voix de la soprano Jill Feldman) apporte un soin qu'on osera qualifier de maladif à ce qu'il fait.

Les concerts de Mala Punica sont une sorte de cérémonie rituelle étrangement belle, magique. A Saint-Merri, les portes seront grandes ouvertes sur ce microcosme vertigineux, sur ce monde sonore constillé d'images sonores virtuelles à haute teneur toxique. Pour une fois, ne pas s'abstenir : l'entrée est libre.

R. Ma.

jeudi 12 juin à 18 h 30
œuvre de Lindberg Buquet création Crumb Berio Rebotier Catherine Estourelle soprano Solistes de l'Ensemble Intercontemporain Centre Georges-Pompidou 01 44 84 44 72

ENSEMBLE CLÉMENT JANEQUIN Dominiqne Vissse Antoine Brumel - Missa "Et ecce terra motu" à 12 voix Josquin Desprez, Claudio de Sermyzy - Motets Mardi 17 juin à 20h30 - Eglise St-Roch 296 rue Saint-Honoré 75001 Paris Réservations : Les Grands Concerts sacrés 01 48 24 16 29

France Telecom Fondation d'entreprise

CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS JEUDI 5 JUIN 20h Michel Béroff, piano Jean-Philippe Collard, piano DEBUSSY Location 01 40 28 28 40

CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS DIMANCHE 8 JUIN 11h30 Musiciens Orchestre de Paris MOZART, SPOHR Location 01 40 28 28 40

Concours d'AVOCAT CRFPA Expertise comptable DECF Préparations intensives aout-sept. IPESUP 18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris 01 43 25 63 30 3615 IPESUP ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVÉ

Devenez manager d'entreprises culturelles attaché(e) de presse, relations publiques IC.COM propose des cycles de formation courts et longs encadrés par les meilleurs professionnels ouverts aux étudiants et salariés Institut de la Culture, de la Communication et du Management (IC.COM) 11, bd Magenta, 75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

Maurizio POLLINI
Cycle Beethoven
Mardi 3 juin - 20h30
Op.90 / Op.101 / Op.106
Mardi 10 juin - 20h30
Op.109 / Op.110 / Op.111
Murray PERAHIA
Lundi 16 juin - 20h30
Haendel - Schumann
Mendelssohn - Chopin
Alfred BRENDL
Lundi 23 juin - 20h30
Récital Schubert
PIFILL : 01.45.61.53.00

ensemble INTERCONTEMPORAIN
jeudi 12 juin à 18 h 30
œuvre de Lindberg Buquet création Crumb Berio Rebotier Catherine Estourelle soprano Solistes de l'Ensemble Intercontemporain Centre Georges-Pompidou 01 44 84 44 72

ENSEMBLE CLÉMENT JANEQUIN Dominiqne Vissse Antoine Brumel - Missa "Et ecce terra motu" à 12 voix Josquin Desprez, Claudio de Sermyzy - Motets Mardi 17 juin à 20h30 - Eglise St-Roch 296 rue Saint-Honoré 75001 Paris Réservations : Les Grands Concerts sacrés 01 48 24 16 29

Concours d'AVOCAT CRFPA Expertise comptable DECF Préparations intensives aout-sept. IPESUP 18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris 01 43 25 63 30 3615 IPESUP ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVÉ

Devenez manager d'entreprises culturelles attaché(e) de presse, relations publiques IC.COM propose des cycles de formation courts et longs encadrés par les meilleurs professionnels ouverts aux étudiants et salariés Institut de la Culture, de la Communication et du Management (IC.COM) 11, bd Magenta, 75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

TF1

21.15

L'AMI DE MON FILS
Téléfilm de Marion Sarraut, avec Mireille Darc, Nathalie Nerval (110 min). 4866734
L'amour passionné entre une veuve, professeur de lettres, et un étudiant, le meilleur ami de son fils...

23.05

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve. L'enfance outragée : contre la loi du silence (85 min). 6369258

Deux affaires de pédophilie décortiquées par l'équipe de « Droit de savoir ».

0.30 et 1.10, 1.50, 2.55, 3.55, 4.40 **TF 1 nuit.**

0.45 Cas de divorce. Série. Renaud contre Renaud (rediff.).

1.25 Les Grandes Espérances. Feuilleton [1/2]. 2.00 et 3.05, 4.10, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 4.50 Musique. Concert (20 min).

France 2

21.15

► UN HOMME
Téléfilm de Robert Mazoyer, avec Étienne Chicot, Catherine Frot, Anais Jeannet. [1/2] Gisèle (115 min). 4865005
[2/2] Isabelle (105 min). 4850591
La saga d'un homme, ouvrier devenu grand entrepreneur, des années 70 à nos jours.

Contremaître dans une usine de la banlieue de Vichy, Germain est confronté au problème de la future délocalisation de son entreprise dans le Nord. Alors que lui-même se sent prêt à déménager, sa femme, Gisèle, n'entend pas quitter cette terre qui l'a vue naître. Deux épisodes, comme un feuilleton. Ascension, succès, fêlures...

0.55 **Journal**, Météo.

1.10 Côté court 2. Magazine. 1.20 Le Cercle de minuit. Magazine. Karl Marx. Invités : Robert Hue, Gil Ben Aych, Marc Guillaume, Jean-Pierre Vincent, Christine Fersen, le Père Jean-Yves Calvez. 2.35 Tennis. Roland-Garros. Résumé du jour. 3.00 Nous partimes 2000. Documentaire. 4.25 24 heures d'info. 4.40 Météo. 4.42 D'un soleil à l'autre. (rediff., 48 min).

France 3

20.55

LE VIEUX FUSIL ■■■
Film de Robert Enrico, avec Romy Schneider, Philippe Noiret (1975, 105 min). 6708579
Un grand cri de douleur pour les victimes de la barbarie nazie.

22.40 **Journal**, Météo.

23.35

ROMY SCHNEIDER, LES CHOSES DE L'AMOUR
Documentaire de Jean-Claude Missiaen (50 min). 483685

0.25 1, 2, 3... théâtre.

Une saison au Moyen Age.

Pièce de Michel Pascal, avec Jean-François Balmer (60 min). 1977067

1.25 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano. 1.35 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Le passager (60 min).

Arte

20.45

JE HAIS LES ACTEURS ■■■
Film de Gérard Krawczyk, avec Jean Poiret, Michel Blanc (1986, 90 min). 470482
Filmée comme une série B américaine des années 40, une comédie d'humour noir ravageur, fidèle au roman de Ben Hecht. Des interprètes délirants.

22.15 Kinorama. Magazine.

22.25

MACHO ■■■

Film de Bigas Luna, avec Javier Bardem, Maria de Medeiros (1993, v.o., 90 min). 9864550
Une caricature très épaisse d'un arriviste aux moyens intellectuels plus que limités et qui semble ne raisonner qu'avec son sexe. Le machisme et les symboles phalliques sont décidément une obsession chez Bigas Luna.

23.55 Court circuit.

El Señorito de la Trompeta, court métrage de Javier Fesser ; Le Rythme dans la peau, court métrage de Javier Fesser (35 min). 9117918

0.30 Siciario ■■■

Film de José Ramon Novoa, avec Gledys Ibarra (1994, v.o., rediff., 110 min). 4781661

2.20 You Bet Your Life. Documentaire. [1/2] (rediff., 25 min). 9892715

M 6

20.45

DRAGON, L'HISTOIRE DE BRUCE LEE
Film o de Rob Cohen, avec Jason Scott Lee, Lauren Holly (1992, 130 min). 153192
Version hollywoodienne des films que tourna Bruce Lee.

2.15 Kinorama. Magazine.

22.55

RELATIONS INTERDITES
Téléfilm o de Warren Clark, avec Michael Madson (100 min). 935444

0.35 Jazz 6. Magazine présenté par Philippe Adler. [2/2] Al Jarreau (60 min). 1077999
Le chanteur américain au festival Jazz à Vienne 1996.

1.35 Best of Céline Dion. 2.35 Fréquent. Florent Pagny (rediff.). 3.30 Coulisses : Dee Dee Bridgewater. Documentaire. 3.55 Fan de (rediff.). 4.20 Turbo (rediff.). 5.05 Mister Biz (rediff., 25 min).

Canal +

20.15

ATHLÉTISME
Meeting de Saint-Denis. En direct du stade Auguste-Delaune (135 min). 2164550

2.20 Flash d'information.

Radio France-Culture

20.30 L'Histoire en direct. 1961 - 1963 : le rock débarque en France.

21.30 Fiction : Premier roman, première dramatique.

22.40 Toit ouvrant. 0.05 Du jour au lendemain. Dominique Poulet (Musée, nation, patrimoine). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.30 Concert. Donné en direct du Nouveau Siège, à Lille, par l'Orchestre national de Lille, dir. Gilbert Varga : Œuvres de Glinka ; Mozart et Scriabine.

22.30 Musique pluriel. 0.00 Entre les lignes.

0.00 La Rose des vents.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Paul Klee et la musique.

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00

Thalassa. Magazine (France 3 du 30/5/97). 21.00 Enjeux - Le Point. 22.00 **Journal** (France 2). 23.00 Le Crabe-tambour ■■■ Film de Pierre Schoendoerffer (1977, 120 min). 70027956

Planète

20.35 ► White Jazz. 21.25 Sur l'autre rive. Des chantiers navals à Athènes. 22.20 Amour, femmes et fleurs. 23.10 La Pêche aux éponges. 23.50 L'Effet magique.

Animaux

20.00 Le Monde de la nature. 21.00 Le Monde sauvage. 21.30 Flipper le dauphin. 22.00 Le Monde de la nature. 23.00 Alive et Well.

Paris Première

20.00 et 0.35 20 h Paris Première. 21.00 Identification d'une femme ■■■ Film de Michelangelo Antonioni (1981, v.o., 130 min). 44548444

France Supervision

20.30 Frou-Frou ■■■ Film d'Augusto Genina (1955, 110 min). 27172531 23.20 Stabat Mater, d'Anton Dvorák. Concert (90 min). 12326463

Ciné Cinéfil

20.30 Rome Express ■■■ Film de Christian Stengel (1949, N., 85 min). 75768869 21.55 La Belle que voilà ■■■ Film de Jean-Paul Le Chanois (1949, N., 115 min). 71400666

Ciné Cinémas

20.30 Hold-up ■■■ Film d'Alexandre Arcady (1984, 110 min). 5160685 22.20 Les Affameurs ■■■ Film d'Anthony Mann (1952, v.o., 95 min). 21355598

Festival

20.05 La Baby-sitter. L'immaculée confection. 20.30 Raphaël le tatoué ■■■ Film de Christian-Jaque (1938, N., 90 min). 43962937 22.00 Gérard Jugnot. 23.05 Il était une fois le Splendid. D'André Halimi (55 min).

Série Club

20.45 Thérèse Humbert. On ne prête qu'aux riches. 21.45 et 1.30 Rancune tenace. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Hypnose. 23.00 Two.

Canal Jimmy

20.00 Mister Gun. Touche pas à ma femme ! 20.30 Souvenir. A bout portant : Michel Fugain et le Big Bazar. 21.25 New York Police Blues. Feux rouges.

22.10 Chronique de la route. 22.15 La Poursuite impitoyable ■■■ Film d'Arthur Penn (1965, 135 min). 42635192

Disney Channel

19.00 Petite fleur. Spécial. 19.30 L'Incorrigeable Cory. 20.10 Les Trois Princesses. Télémag de Martin Topak (90 min). 7552111 21.40 Santo Bugito. 22.05 La Rédac. 22.35 Sinbad. 23.00 Planète Disney (50 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Passion interdite. Téléfilm de Warris Hussein (95 min). 501279918 22.30 Murphy Brown. 23.00 Téva débat. Magazine.

Eurosport

11.00 et 23.00 Tennis. En direct. Internationaux de France. Huitièmes de finale, à Roland-Garros (480 min). 56138937

Disney Channel

19.00 Petite fleur. Spécial. 19.30 L'Incorrigeable Cory. 20.10 Les Trois Princesses. Télémag de Martin Topak (90 min). 7552111 21.40 Santo Bugito. 22.05 La Rédac. 22.35 Sinbad. 23.00 Planète Disney (50 min).

Voyage

19.55 et 23.25 Chronique Polac. 20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Blue Ocean. Nouvelle-Calédonie. 22.30 L'heure de partir (55 min).

Muzik

19.05 L'Invité. David Grimal. 20.00 L'Album souvenir d'Elisabeth Schwarzkopf. 21.00 Un bal masqué. Opéra trois actes de Giuseppe Verdi (150 min). 502840598

Disney Channel

19.00 Football (horaire sous réserves). En direct. Festival espoirs de Toulon. Portugal - Etats-Unis (120 min). 825937 21.00 Football (horaire sous réserves). En différé. Festival espoirs de Toulon. Groupe A : Colombie - République tchèque. 22.00 et 22.30 Athlétisme. 0.00 Snooker (90 min).

Chaines d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 23.50 LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Économie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

TV 1

16.30 Dingue de toi. Série. Camarade de chambrière. 17.05 Melrose Place. [2/2] Désespoir.

18.00 Sous le soleil. Série. Oui ou non. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 Météo. 20.00 Journal, L'image du jour ; Roland-Garros ; A cheval ! ; Météo.

20.30 FOOTBALL France - Brésil Tournoi de France. En direct de Lyon (130 min). 81479474 En affrontant le Brésil de Ronaldo et Juninho, les tricolores, peu glorieux face à la Suède, rentrent dans le vif du sujet en ce qui concerne la préparation du mondial.

22.40 LE MONDE DE LÉA Magazine présenté par Paul Amar (10 min). 22.30 et 1.10, 1.45, 3.25 TF 1 nuit. 0.40 Reportages. Magazine. Vies de chiens (rediff., 30 min). 2931704 Monique Bourdin, vétérinaire, spécialiste des troubles du comportement du chien...

1.20 Les Grandes Espérances. Feuilleton [2/2]. 1.55 Concert Haydn. Flörent Beethoven. Concert. 3.35 et 4.30, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.55

L'ANNÉE JULIETTE ■■■ Film de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh (1995, 90 min). 674319 L'histoire d'un mensonge.

<p

Une France pour deux

par Pierre Georges

AUX GRANDS DÉSARROIS, les grandes consolations. Au moins la droite a-t-elle sauvé l'essentiel ! Jean Tiberi a été réélu. Au Quartier latin, épicentre de la pensée française et de la formation des élites, son maire reconnaissant ! Filochard sauvé sous la Sorbonne, c'est tout de même grand.

Car, pour le reste, quelle claque ! Dans le défilé des chevaliers à la longue figure, des pénitents et flagellants, commençant à se frapper, les uns les autres, à coups de croix et de crosse, dans le concert des « pourquoi ? », des « hélas ! » et des « comment ? », plusieurs égarés trouvèrent explication et baume à leurs plaies. Si la France les avait battus, c'est que la France était devenue « *ingouvernable* ». La belle explication ! Une France-girouette. Fribolte maîtresse et mère inapprivoisée. Collectionnant les aventures politiques et les passades cohabitationnistes. Une France couche-toi là, écervelée et infidèle, changeant de majorité comme de chemise et d'humeur.

Pauvres ! Quand la majorité sortante aura fait l'addition de toutes ses divisions – ce qui devrait l'occuper un moment –, peut-être seront-ils en situation de comprendre un fait simple : la France a plus de suite dans les idées qu'ils n'en eurent dans leur programme ou leurs promesses.

Dans la nuit qui fut finalement sage comme un Jospin, sans Bastille II, ni feu d'artifice rose-rouge-vert, on s'ennuyait un peu. L'alternance comme l'abonnement au gaz ! Mu par une sorte de conscience professionnelle, on fila à la documentation consulter un ouvrage de référence. Cela s'appelait *La France pour tous*. La ja-

quette était blanche, ornée d'un joli petit pommier vert aux fruits rouges. Et l'auteur en était Jacques Chirac.

A tous ceux que le doute ronge, que la fureur étouffe, que le désespoir emporte, on en conseille vivement la (re)lecture. L'explication est là. Nue et crue. Toute l'explication. Aucun auteur, aucun analyste ne saurait mieux expliquer à la droite comment se pendre, haut et court, au pommier d'abondance dans son verger d'Eden. Comment dire les choses et ne pas les faire. Comment énoncer le mal et ne point administrer la médecine. Comment tenir d'une même main le stylo et la gomme.

Il est même absolument fascinant, ce retour sur texte, deux ans après. Le plus bel acte manqué jamais réalisé par un politique ! C'est écrit noir sur blanc. Sous Chirac, déjà, perçait Jospin. Et le reste, d'une certaine manière, ne fut que péripeties et fausses manœuvres. A commencer par cette dissolution qui commença en coup de bluff – on n'ose dire de Jarnac –, tant la popularité du gouvernement était immense. Et qui s'achève à la manière des charges de cavalerie du brave général Custer : en liquette et scalpé.

La déroute est sévère, la droite en pièces et en morceaux. Seul son patron reste, solitaire, au Château, à contempler l'ampleur des dégâts et à méditer son chef-d'œuvre. Il n'en est pas encore au beau désespoir exprimé, un jour, par M. Thiers : « *Président de quoi ? Je suis comme une étiquette sur une bouteille vide !* ». Mais il doit désormais se faire à une idée, somme toute, très répandue : quand il y a une « *France pour tous* », il y en a pour deux !

L'ancienne majorité laisse le chômage à un niveau sans précédent malgré une légère baisse en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,2 % par rapport à mars

DANS l'effervescence qui a accompagné le changement de majorité dimanche 1^{er} juin, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi publiées lundi 2 juin par le ministère du travail, auraient pu passer inaperçues alors, qu'en réalité, elles expliquent en partie le revers qu'a essuyé la majorité sortante. Celle-ci a été sanctionnée pour des promesses en matière de lutte contre le chômage qui ne se sont jamais réalisées et, pour légèrement positifs qu'ils soient, les résultats du mois d'avril ne sont toujours pas à la hauteur du problème.

Un lecteur optimiste retiendra que, pour le troisième mois consécutif, le nombre de chômeurs a baissé de 0,2 % au mois d'avril, pour s'établir à 3 081 100 en données corrigées des variations saisonnières, soit 6 400 de moins qu'en mars. Mais si le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT), ni le taux de chômage (12,8 % de la population active) n'ont reculé. De plus, si l'on retient l'ancien mode de calcul, qui tenait compte des per-

sonnes inscrites à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante dix-huit heures dans le mois (aujourd'hui exclues du « baromètre officiel »), leur nombre progresse de 0,9 % (+ 4,7 % en un an) pour atteindre 3 494 200.

Le gouvernement sortant, qui avait depuis plusieurs mois donné la priorité à l'emploi des jeunes, après avoir privilégié les chômeurs de longue durée, enregistre quelques succès. Le chômage des moins de vingt-cinq ans recule de 1 %, et même de 1,5 % pour les hommes en avril. Sur un an, il a baissé de 2,5 % pour les hommes et de 3,7 % pour les femmes. En revanche, le chômage des plus de cinquante ans est en augmentation constante : + 0,4 % pour les hommes (+ 8 % sur un an) et + 0,9 % pour les femmes (+ 9,6 % sur un an). Sur un an, la catégorie des 25-49 ans n'a pas vu sa situation s'améliorer puisque chez les hommes et les femmes, le chômage y a respectivement progressé de 3,1 % et de 1,8 %.

Le chômage de longue durée, l'une des caractéristiques de la

France, a un peu reculé en avril (-0,2 %), mais il a fortement progressé en un an (+ 7,9 %) et concerne plus d'un demandeur d'emploi sur trois (36,2 %). Le ministère du travail indique, toutefois, que ceux qui sont inscrits depuis plus de deux ans à l'ANPE, auxquels s'adresse en priorité le contrat initiative-emploi (CIE), ont vu leur nombre reculer de 0,6 % sur le mois.

« SIGNES FORTS »

Beaucoup de salariés se sont inscrits dans les agences pour l'emploi en avril (+ 7,6 %), notamment après la fin d'une mission d'intérim (+ 24,4 % en un mois) ou d'un contrat à durée déterminée (+ 6,9 %). Dans ces données, aucun indicateur ne traduit une véritable reprise du marché de l'emploi, même si le nombre d'offres déposées à l'ANPE est en progression de 3,7 % en avril et de 11,5 % sur les douze derniers mois.

L'économie française a beau commencer à recréer un peu d'emploi (environ 30 000 attendus au

premier semestre, selon l'Insee), c'est d'une situation encore difficile qu'hérite Lionel Jospin après la victoire de la gauche. Dès l'annonce de ce succès, plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD) ont fait savoir qu'ils exerceraient une forte pression sur le nouveau gouvernement pour faire aboutir leurs revendications, notamment en matière d'emploi. A l'unisson de l'opinion, ils attendent à la fois des décisions et des résultats rapides dans ce domaine. Entre les deux tours, le premier secrétaire du PS avait fait savoir que l'une de ses priorités serait d'instituer et de réunir la conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail, où doivent se retrouver l'Etat, le patronat et les syndicats. Mais, tout en prenant l'engagement de donner quelques « signes forts » dès sa désignation à Matignon, M. Jospin n'a jamais caché qu'il lui faudrait travailler dans la durée pour inverser le cours des choses, s'il y parvient.

Jean-Michel Bezat

Si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.



Fini les téléphones portatifs trop encombrants. Le nouvel Ericsson GF 788 est si pratique qu'il s'adapte parfaitement à votre main et pourrait même s'y cacher. Fini les communications difficiles. Voici un téléphone qui retransmet fidèlement le son de votre voix.

Fini les conversations écourtées. L'autonomie du GF 788 vous permet de parler des heures. Possédant toutes les fonctions dont vous aurez besoin, il est très simple d'utilisation et existe en 4 coloris discrets. Le GF 788 est si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.

L'incertitude sur l'euro au centre des commentaires étrangers

LES PREMIERS commentaires suscités à l'étranger par la victoire de la gauche aux élections françaises soulignent pour la plupart l'incertitude qui en résulte pour le projet de monnaie unique européenne.

En Allemagne, la première chaîne de télévision ARD estimait, dimanche 1^{er} juin, que les adversaires de la monnaie unique se sentent encouragés à relever la tête, s'appuyant sur la supposée « tiédeur » maastrichtienne de Lionel Jospin. L'Allemagne des chrétiens-démocrates commence ensuite à se sentir isolée en Europe, après les élections britanniques. La gauche de la CDU, proche des milieux syndicaux, souligne elle, qu'il faut négliger les intérêts des salariés, la CDU risque de perdre les élections de l'automne 1998. Les sociaux-démocrates (SPD) devraient sortir renforcés de ces deux élections européennes, estime en général la presse allemande. « L'Allemagne aura plus de mal qu'auparavant à obtenir l'application « pure » du traité de Maastricht », selon Hans-Hagen Bremer de la *Frankfurter Rundschau*, quotidien libéral de gauche. La perspective de la cohabitation pourrait enfin rendre les contacts entre Bonn et Paris plus délicats à gérer au quotidien.

Pour les commentateurs britanniques, les résultats des élections françaises rappellent le succès de Tony Blair, le 1^{er} mai. « La victoire des socialistes français ouvre la voie à une alliance unique sur le plan européen avec le nouveau Labour de Tony Blair », estime *The Guardian*, bien que les deux dirigeants se connaissent mal et que le Labour passe pour être plus proche des démocrates américains que des socialistes français.

« Il semble maintenant impossible que l'avènement de l'euro respecte le

calendrier prévu, et dans sa forme originelle. Lionel Jospin a fait campagne sur une interprétation de Maastricht plus laxiste. Il n'est pas prêt à imposer des coupes budgétaires claires ou des hausses d'impôts draconiennes sur une économie française en piètre état », écrit pour sa part *The Independent* (centriste). À droite, même les commentateurs les plus modérés, comme l'ex-ministre conservateur Georges Walden, ne cachent pas leur satisfaction : « L'impopularité de la monnaie unique a remis les socialistes en selle. Ni leur programme de gouvernement, ni les qualités de leur chef de file, un universitaire vieux jeu, Lionel Jospin, ne justifient cette victoire. La révolte des petites gens en France ne sera pas vainue si elle parvient à ébranler l'avenir de l'euro. »

En Espagne, où le gouvernement a misé son avenir sur sa participation au groupe de tête de l'euro, tous interprètent le vote français comme un coup de frein, sinon à l'union monétaire, du moins à la façon dont elle a été mise en œuvre jusqu'ici. Le journal conservateur *ABC* explique avec inquiétude que la France vient « d'étrangler le Parlement le plus hostile qui soit à la convergence européenne ».

Dans le *Herald Tribune*, quotidien américain publié à Paris, deux éditorialistes voient dans la victoire de la gauche le reflet du conservatisme de la société française. Sous le titre « en avant vers le passé », John Vincour estime ainsi que « les Français ont voté contre toutes les méthodes nouvelles qui leur étaient proposées pour sortir leur pays du déclin économique et le pousser vers la compétitivité ». Alan Friedman, lui, prévoit que la victoire des socialistes en France « contribuera à accroître la confusion et le conflit politique à propos du projet d'union monétaire ».

À NOS LECTEURS : en raison de l'horaire matinal du bouclage de cette édition, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques. Par ailleurs, ce numéro ne contient pas certaines de nos rubriques : Débats, Bourse, Guide culturel et Kiosque.